

La Répression du Suicide

Spécialement
dans le projet du Code pénal français

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 24 juin 1935, à 15 heures

PAR

Jean TISSERAND

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . .	PARISOT, professeur.
	MARCHAL, agrégé.

NANCY

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547405_0012

La Répression du Suicide

Spécialement
dans le projet du Code pénal français

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 24 juin 1935, à 15 heures

PAR

Jean TISSERAND

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . .	PARISOT, professeur.
	MARCHAL, agrégé.

1935

IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage
NANCY

* 38568

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ✚, ☿ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, ☿ I) MICHON (*, ☿ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ☿ I).

ROLLAND (☿ I).

MOREL (☿ I).

GÉNY (F.) (C *, ☿ I).

RENARD (☿ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (☿ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☿ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☿ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☿ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ✚, ☿ I), professeur de Droit romain.

HENRY (☿ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☿ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☿ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☿ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☿ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✚, ☿ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (✚, ☿ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (☿ A), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

WATRIN, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit public.

BERTRAND (☿ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MES PARENTS

A mon Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR HENRY

Professeur de Droit criminel

INTRODUCTION

Le suicide a toujours donné lieu à de nombreuses discussions et a été l'objet d'intéressantes études. Les philosophes, les penseurs de tous les temps, les littérateurs, les savants en ont fait l'objet de leurs préoccupations. Des ouvrages multiples lui sont consacrés et l'attention du législateur a de tout temps été tenue en éveil par cet acte au caractère si particulier.

Toléré et même honoré dans l'antiquité, le suicide a été fortement réprouvé par le droit canonique, et l'ancien droit le punissait sévèrement. Le code pénal inspiré de ces idées acclimatées et développées par la Révolution, n'a pas prévu le suicide; la législation française est donc muette sur ce point, depuis longtemps déjà.

Et subitement, un regain d'actualité est donné à cette question par notre nouveau projet de code pénal de 1934, qui, dans son article 369, punit la complicité de suicide :

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans quiconque, par l'un des moyens indiqués à l'article 118, aura provoqué ou favorisé un suicide ou une tentative de suicide, lorsque cette tentative aura eu pour suite une maladie ou incapacité de travail de plus de 20 jours ou une infirmité permanente ou une lésion grave de même nature.

L'emprisonnement sera de 2 à 5 ans si la victime est une personne mineure ou faible d'esprit. »

L'acte même de suicide étant toujours passé sous silence, le projet, à l'instar des récentes législations étrangères, fait donc de sa complicité un délit spécial caractérisé par des peines qui lui sont propres. Et c'est ce qui nous rend immédiatement perplexe. Malgré l'excellente idée du législateur qui rompt enfin le silence sur ce point si délicat et essaie, dans une certaine mesure seulement, de renouer la tradition de l'ancien droit et du droit romain, que vont penser nos juristes ? Notre droit pénal classique ne dispose-t-il pas que les actes de complicité, au sens des art. 59 et 60, ne sont pas punissables si le fait principal répréhensible et délictueux fait défaut ? C'est là une grave atteinte portée à l'une des règles essentielles de notre droit.

L'acceptera-t-on sous l'impulsion de toutes ces idées nouvelles, de tous ces principes nouveaux du subjectivisme et de l'individualisme qui, se débarrassant de l'idée de la responsabilité accessoire, font de la complicité un délit distinct ? Ou restera-t-on fidèle à la théorie classique avec son emprunt absolu de la criminalité de l'agent principal ? Il est vrai que ce principe de notre droit pénal n'a rien d'intangible et qu'on peut s'y dérober. Nous pouvons d'ailleurs faire remarquer que le suicide est blâmé par le législateur qui y voit un acte répréhensible ; s'il le laisse donc sans sanction, c'est parce qu'il ne peut atteindre son auteur, mais il n'en est plus de même du complice contre lequel la peine peut utilement s'exercer. Le suicidé serait donc puni virtuellement, mais son complice réellement, et la répression envers celui-ci serait donc légitimée.

Quoi qu'il en soit, les hésitations sont ici permises. Aussi, avant d'entrer dans notre sujet, nous devons essayer dans cette introduction de régler ce point délicat afin que cet

article 369, cause initiale de notre ouvrage, trouve une place assurée et non équivoque dans notre futur code pénal. Les conséquences qui découleraient de son application actuelle seraient dans certains cas assez singulières: ainsi, en cas de suicide tenté et non consommé, l'auteur de l'acte serait à l'abri de toute poursuite, il n'en serait pas de même pour le complice; concevons-nous l'idée de l'ex-suicidé assistant tranquillement, sûr de son impunité, au procès fait à l'ami qui a eu la malencontreuse idée de l'assister dans son geste fatal. Il est vrai cependant qu'en cas d'homicide-suicide tenté et non consommé, puni cette fois par notre législation pénale, on relève la même anomalie, venant de ce fait que le suicide est impuni. En tout ceci, l'idée générale est donc que chacun a le droit de se tuer, à sa guise et selon sa volonté, mais par contre, personne n'a le droit de tuer son semblable, même avec son consentement. Cependant, si l'individu a le droit de se tuer, pourquoi ne peut-il pas se faire assister dans ses derniers moments, ou même pourquoi ne peut-il pas confier cette mission à un autre ? Telles sont les réflexions qui viennent immédiatement à l'esprit, si l'on considère la légitimité du suicide qui ressort du silence du code à son égard. Il est vrai, et c'est l'opinion de beaucoup, que ce silence du code vient surtout de la difficulté de trouver des peines satisfaisantes et de créer une répression juste et utile, le suicide étant considéré par la plupart des hommes comme un acte blâmable et répréhensible.

En tout cas, il nous semble que, comme base à l'article 369 du projet de code pénal, la répression du suicide, bien atténuée sans aucun doute, serait la solution première. A tout point de vue, ce serait parfait, car oui ou non le suicide

doit-il être puni ? L'homme a-t-il le droit de se donner lui-même la mort, sous un prétexte quelconque ? C'est un problème qui a toujours passionné l'humanité et dont on a donné des solutions diverses.

Cependant, les lois morales ont toujours prohibé cet homicide de soi-même, et les législations anciennes le punissaient sévèrement. Nous nous heurtons cependant ici à deux grands principes de notre code : d'une part, l'action publique s'éteint par la mort du prévenu, les cadavres sont laissés en paix et les procès à la mémoire sont abolis ; d'autre part, la personnalité des peines fait obstacle à la répression du suicide, la sanction pécuniaire frappant les héritiers innocents serait impersonnelle et injuste. La question se complique donc sérieusement.

Si nous ne pouvons toucher au suicide, pouvons-nous punir sa tentative ? Nous pourrions raisonner ainsi : le suicide est puni, en principe et virtuellement par le législateur, mais la peine ne peut exister vu la mort du coupable ; dans le cas où celui-ci s'est manqué et est vivant, la répression reprend tous ses droits, car l'obstacle qui l'empêchait de s'appliquer est levé. Cette solution est acceptable et très juste d'ailleurs ; les complices alors, moins intéressants que l'auteur du suicide et dont l'action est plus ou moins douteuse, se verraient appliquer une peine plus forte : l'emprisonnement de 6 mois à 2 ans.

Il y aurait encore une autre solution, mais moins acceptable et pouvant prêter à bien des hésitations. L'homicide-suicide est puni dans notre législation pénale, le consentement de la victime à sa propre mort, provoquée par un autre individu, n'est pas une cause de justification de cet acte qui est assimilé à un véritable meurtre et puni des

travaux forcés, en Cours d'Assises. Personne n'a donc le droit d'aider d'une façon directe, c'est-à-dire en portant le coup fatal, une personne à mourir, mais alors, on pourrait en déduire que la complicité ou aide indirecte au suicide d'autrui, est prévue aussi ou tout au moins sous-entendue par cette idée générale. Elle serait donc rattachée à cet acte d'homicide-suicide, mais elle encourrait une peine bien moins forte.

Tout en nous inclinant devant les arguments invoqués en faveur de l'impunité du suicide, il nous semble que les conséquences morales de l'inscription de cet acte parmi les délits légitiment hautement celle-ci. Pourquoi le législateur passe-t-il indifférent devant des actes qui blessent si vivement notre conscience? Pourquoi cette opposition entre le Code pénal et la simple morale? Le suicide est immoral en lui-même et surtout il cause préjudice à la société, l'utilité sociale de sa répression est donc incontestable. Sa seule inscription au nombre des délits, une inscription de principe est à souhaiter; c'est d'ailleurs ce qu'a pensé l'Etat de New-York qui, par les articles 172 et 173, marque dans son code sa réprobation très nette pour le suicide, tout en s'inclinant devant l'impossibilité de le punir. Il nous semble cependant que l'interdiction des honneurs funèbres serait à demander; l'individu est honoré après sa mort, il est cité à l'ordre de la nation, décoré, pourquoi ne pourrait-il pas être blâmé? Sa fuite du milieu de ses semblables, sa désertion devant tous ses devoirs doit passer inaperçue, sans honneur et sans faste, sans carillon ni décorum. Il serait injuste de le mettre sur le même plan que le citoyen, le brave père de famille qui, après une vie laborieusement remplie, toute de travail et d'épreuves, s'en va

d'ici-bas avec l'estime de tous les siens. Telle est notre opinion et c'est sur cette base que nous souhaitons voir s'ériger l'article 369 du Code pénal français.

Ce point réglé, nous portons notre attention sur cet acte d'homicide-suicide dont nous avons déjà parlé. La peine portée contre son auteur nous semble bien sévère et l'assimilation de cet acte avec l'homicide ordinaire quelque peu injuste. C'est à ce propos qu'il est nécessaire de se demander si le consentement de la victime exerce une influence sur la criminalité de l'acte; le silence du Code sur ce point soulève de nombreux problèmes que nous nous proposons d'examiner. Disons tout de suite que nous regrettons que le projet de Code pénal ne s'en soit pas préoccupé pour en faire un délit spécial distinct de l'homicide ordinaire et puni d'une peine moins forte, par exemple de réclusion.

Le sujet de notre ouvrage est immense et comporte des aspects nombreux et différents. La sociologie, la morale, le bien-être social, la médecine légale s'y concentrent; aussi, nous ne voulons pas entreprendre l'étude générale du suicide bien que chacun de ces points de vue soit intéressant à examiner. C'est donc sur le terrain juridique que nous nous placerons pour étudier, au point de vue pénal, les différentes manifestations du suicide, car celui-ci peut revêtir des aspects différents tout au moins si l'on considère les diverses personnes qui y coopèrent, car le geste final est toujours le même.

La partie juridique comprendra quatre chapitres: dans le premier, nous étudierons le suicide proprement dit et nous examinerons les responsabilités de son auteur. Nous nous efforcerons de réfuter les divers arguments en faveur

de l'impunité du suicide en législation. Le deuxième chapitre aura trait à la complicité du suicide. Nous nous efforcerons de trouver un critérium satisfaisant pour délimiter les actes de coopération indirecte des actes de coopération directe au suicide d'autrui, ceux-ci rentrant dans le troisième chapitre et étant actuellement seuls punis par notre législation, qui laisse ainsi sans sanction trop de faits moralement et socialement répréhensibles. La répression de la complicité de suicide par l'article 369 aura le grand avantage de mettre fin à cet état de fait en atteignant ces actes jusque-là impunis. Nous montrerons aussi le danger tout particulier de l'instigation au suicide, qui devrait être puni plus sévèrement que les autres actes de complicité.

Les deux derniers chapitres se rapporteront à l'homicide-suicide et au double suicide.

Cependant, avant d'aborder cette quadruple étude du suicide, nous passerons en revue, pour éclairer notre travail, l'histoire des doctrines et des législations anciennes qui flétrissaient le suicide, la comparaison des législations étrangères édictant actuellement des peines soit contre le suicide lui-même, soit contre sa tentative et sa complicité.

Dans une partie préliminaire, nous allons immédiatement, en une étude rapide, traiter du suicide du point de vue général et démontrer combien blâmable est cet acte. Puis nous étudierons ses causes, nous attachant surtout à la question de la folie ou tout au moins de l'inconscience des suicidés. Nous montrerons que leur responsabilité peut être diverse, même nulle dans certains cas, mais qu'elle existe dans bien des autres. Ceci est d'une importance primordiale, car la responsabilité est à la base de toute idée pénale; si, dans tous les cas, le suicidé est un malade non

responsable comme voudraient le faire admettre certains, il n'y a alors plus de répression à appliquer et cette question du suicide serait alors plutôt de l'ordre des médecins que des juristes. Ensuite, dans un bref paragraphe, nous montrerons les progrès constants et désastreux du suicide survenus depuis moins d'un siècle, en nous référant aux statistiques publiées en France.

Dans cette lutte contre le suicide, la prévention joue un grand rôle; la société, par des moyens sociaux, a une véritable bataille à livrer contre ce fléau et sa responsabilité est ici engagée; elle doit prévenir le mal avant qu'il se réalise, et supprimer tout ce qui y porte, tout ce qui y excite, exalter tout ce qui le défend et le condamne. Ce sera là l'objet de notre conclusion et c'est sur ces idées que nous terminerons notre travail.

PARTIE PRELIMINAIRE

Le suicide du point de vue général

§ 1. — Le suicide devant le droit naturel

Il n'y a pour ainsi dire pas un jour de notre vie qui ne voie s'accomplir trois faits regrettables, malheureux, nuisibles à la société, mais d'un ordre si délicat que la société ne sait pas encore si elle doit les souffrir ou les punir. Ces faits sont le suicide, l'adultère et le duel » (1).

Le suicide a été diversement apprécié par la législation et les mœurs, selon les temps, peuples, les principes de philosophie prédominants et selon même sa cause déterminante. Cependant, la tendance la plus générale semble avoir toujours été de le considérer comme un acte immoral et dès lors de le flétrir. Mais les mœurs ne paraissent pas avoir fidèlement obéi à cette impulsion des principaux philosophes tant anciens que modernes et peut-être encore aujourd'hui, l'opinion se montre-t-elle trop indulgente pour une action qui n'est, en définitive, qu'un acte de révolte contre la religion et la nature. Pourquoi, en effet, tolérer ce mal qui ronge la société et constitue une vraie misère de l'humanité? Pourquoi légiférer sur les stupéfiants, l'alcool,

(1) Ed. ABOUT, *Le Progrès*, ch. XV : *La répression*.

les publications obscènes et laisser impuni cet acte dont les conséquences sont aussi désastreuses?

« Je ne connais pas de calamité sociale plus grande, d'exemple plus funeste, de crime plus inquiétant que le suicide. Et la société ne s'en émeut pas comme elle devrait s'en émouvoir; le suicide soulève sa pitié et voilà tout. Elle approuve ou désapprouve selon le motif, mais elle n'a pas l'air de se douter de la réalité du crime, de la gravité du danger, de l'imminence du péril et, partant, ne songe nullement à y remédier, à en rechercher les causes et à se guérir enfin de ce cancer qui la ronge sourdement » (2).

Cette question a toujours passionné l'humanité. Les législateurs y ont vu un problème moral difficile à résoudre et cependant, si nous interrogeons l'histoire, nous voyons que, chez de nombreux peuples, une répression sévère existait, inspirée par les idées religieuses dont l'action était puissante parmi ceux-ci. La morale et la religion sont, en effet, d'accord pour condamner le suicide. La morale, qui a pour base des conditions inhérentes à la nature humaine, montre à l'homme que Dieu, la société civile, la famille, exigent de lui et lui imposent des devoirs nombreux dont il n'a pas le droit de s'affranchir. Quelles que soient les causes qui le produisent, excepté l'état de folie, le suicide est un crime; il sacrifie le devoir à une autre fin, ce qui est le renversement de toute morale; en principe, rien ne peut l'autoriser. « Tant qu'il s'agit du devoir, » dit KANT, par conséquent tant qu'il vit, l'homme ne peut se défaire de sa personnalité; il y a contradiction à supposer qu'il puisse s'affranchir de toute obligation. Détruire dans sa propre

(2) LÉON SARTY. *Le suicide en France et à l'étranger*, Paris, 1889, page 1.

personne le sujet de la moralité, c'est, autant qu'il en soit, faire disparaître du monde la moralité même, c'est avilir l'homme dans sa personne. » L'homme n'a pas le droit, sous un prétexte quelconque, de trancher le fil de sa propre destinée. C'est pour cela qu'on peut affirmer, avec DURKHEIM, « que le suicide a généralement été l'objet d'une réglementation juridique, tantôt il est prescrit, tantôt il est réprouvé, tantôt l'interdiction dont il est frappé est formelle, tantôt elle comporte des revers et des exceptions. Mais il n'a jamais dû rester indifférent au droit, c'est-à-dire qu'il a toujours eu assez d'importance pour attirer sur lui les regards de la conscience publique » (3).

Peu de doctrines l'ont approuvé. Les pernicieuses doctrines des stoïciens n'ont cependant que trop accrédité ce crime dont ils faisaient des maximes dignes de l'aveuglement du paganisme. *Malum esse in necessitate vivere, sed in necessitate vivere, necessitas nulla est* (4). Le stoïcisme allait même jusqu'à en faire une vertu, mais dans le cas seulement où l'on ne croyait pas pouvoir rester conséquent avec soi-même en demeurant dans la société et dans le monde où l'on se trouvait. C'est là d'ailleurs la conclusion logique de leurs doctrines, car nous voyons SÉNÈQUE, EPICTÈTE, PERSE, MARC-AURÈLE (*Pensées*) enseigner que la nature propre de l'homme consiste en la raison elle-même, en l'amour de la science et de la vérité, ainsi qu'en l'exercice du courage et en la grandeur d'âme. Quand il est impossible de vivre conformément à cette nature et de maintenir sa constitution par des actes convenables, mieux vaut s'en aller.

(3) DURKHEIM: Du suicide, p. 383.

(4) Senec. epist. 12/1.

Les systèmes pessimistes, comme le bouddhisme et la philosophie de SCHOPENHAUER, considérant la vie comme un mal, ont été jusqu'à conseiller tout au moins une sorte d'anéantissement universel de toute vie.

Mais, en général, les systèmes modernes paraissent s'entendre sur ce point: puisqu'il y a une morale individuelle et sociale, il n'appartient pas à chacun de fixer le point au delà duquel il cessera d'accepter le devoir. Se réserver à soi-même de décider si la vie vaut ou ne vaut pas la peine d'être vécue, c'est placer en soi seul la règle de sa conscience. Toutefois, ceux qui condamnent le plus nettement le suicide sont amenés parfois à l'excuser quand il paraît être l'aboutissement d'une sorte d'affaiblissement involontaire livrant l'individu désespéré à l'obsession d'une idée fixe, car les limites entre l'état de santé et de maladie sont difficiles à déterminer.

Il s'est trouvé aussi des philosophes qui ont prétendu que, par le droit naturel et indépendamment des lois positives, il est quelquefois permis d'attenter à sa propre vie et de se donner la mort. Les occasions où, selon ces philosophes, il est permis de se tuer sont variées: l'extrême vieillesse, à charge aux autres et à soi-même on ne peut plus faire usage de son esprit; la certitude d'une mort prochaine qui est plus cruelle que celle qu'on pourrait se donner; le motif d'être utile aux hommes par un exemple de constance et de fermeté; lorsqu'on ne peut vivre sans une grande infamie ou sans se soumettre à un esclavage honteux.

Mais, soit qu'on envisage le puissant instinct de conservation que tout être possède, soit que l'on considère la destination supérieure de l'homme qui est de se développer librement dans toute la plénitude de ses facultés intel-

lectuelles et morales, le suicide est quelque chose qui con-terdit tellement la nature humaine qu'il ne pourrait en aucune façon et jamais constituer un droit. Celui qui se suicide viole le devoir qu'il a envers lui-même, c'est-à-dire celui d'exister, et toutes les autres règles posées par la morale; d'ailleurs, ce que celle-ci défend ne peut jamais constituer un droit.

Il doit donc passer pour constant que, par le droit naturel, et indépendamment du christianisme et de toutes les lois positives, il n'est jamais permis de se suicider. La raison en est que: n'étant pas à nous-mêmes, mais à Dieu, nous n'avons pas plus de droit sur notre vie que sur celle des autres; que la vie n'est pas un bienfait pur et simple auquel il nous soit possible de renoncer à notre gré, mais un bienfait nécessairement lié à des obligations et des devoirs dont nous sommes responsables à Dieu, tant qu'il juge à propos de nous continuer cette faveur. D'ailleurs, ce n'est pas constance, mais faiblesse et lâcheté que de se donner la mort pour éviter les peines de la vie. Le véritable exemple de fermeté est de souffrir avec patience, les maux présents. Le suicide est donc une violation manifeste de la volonté divine. Dieu seul est maître de notre vie, aussi PYTHAGORE défendait de quitter la vie sans son commandement et VIRGILE plaçait les suicidés dans les enfers. CICÉRON écrivait que « c'est un crime de sortir de la vie avant d'en avoir reçu l'ordre de celui qui nous y a placé. On semble par là désertier le devoir que Dieu a assigné à l'homme ». Aussi, l'Eglise traite celui qui se tue lui-même comme pécheur impénitent en le privant de sépulture et de prières ecclésiastiques. C'est un véritable homicide à ses yeux; or, pour Dieu, l'homicide est un crime énorme, si

quis per industriam occideris proximum suum et per insidias ab altari meo evella eum ut moriatur (5). La vie nous a été donnée pour la faire servir à la gloire de Dieu, nous dit le droit canon; Dieu n'est jamais plus honoré de notre part que lorsque nous souffrons patiemment les maux de la vie. Il faut se conformer à sa volonté et nous soumettre sans murmure aux ordres de sa Providence.

D'ailleurs, le droit naturel nous fait un devoir de veiller à notre conservation personnelle. Nous avons enraciné en nous l'instinct naturel de la vie et la mort nous semble quelque chose d'épouvantable. La vive horreur de la mort que nous portons en nous a pour princepe, non le préjugé ou l'opinion des hommes, mais l'impression même de la nature, *mortem horret non opinio sed natura: nec mors hominis occideret nisi ex poena quam præcesserat culpa* (6). Le suicide contredit donc tous les instincts primordiaux de l'homme. L'être humain est sur cette terre pour accomplir une tâche, une destination supérieure lui est réservée, rien ne lui est plus nécessaire que de la connaître, il doit y tendre par ses désirs et ses espérances. « Celui qui ne connaît pas le souverain bien ignore nécessairement la manière dont il doit vivre, dit CICÉRON. Il se trouve en si grand égarement qu'il ne saurait trouver aucun port assuré où il puisse se retirer. » *Summum autem bonum si ignoretur vivendi rationem ignorari necesse est. Ex quo tantus error consequitur ut quem in portum se recipiant scire non possint* (7).

Et c'est l'idée que développe J.-J. ROUSSEAU dans sa *Nouvelle Héloïse*, au chapitre du suicide. « Il t'est donc

(5) Exod. XXI, 14.

(6) St-AUGUSTIN. Sér. 172 de verbe apost.

(7) CICÉRON. De fini. LV, c. 6.

permis, selon toi, de cesser de vivre, s'écrie le philosophe. Voilà certes, un argument fort commode pour les scélérats, il n'y aura plus de forfaits qu'ils ne justifient par la tentation de les commettre. Quoi, fus-tu placé sur la terre pour n'y rien faire? Le ciel ne t'imposa-t-il pas avec la vie une tâche pour la remplir? »

La loi naturelle ordonne à chacun de contribuer au bien général. L'homme est un être social lié par nature et non par contrat à la société dans laquelle il vit nécessairement. Il porte atteinte, en se suicidant, aux devoirs qu'il a envers celle-ci et ces devoirs il ne les pas qu'autant qu'il lui plaira de vivre. De tout temps, on a considéré l'homme comme un soldat au service de la société; son travail, son activité, sont nécessaires au développement du progrès social. PLATON, dans le *Phédon*, développe cette idée que la vie est un poste que l'homme ne peut abandonner sans commettre une lâcheté et sans violer les lois de la providence. Edmond ABOUT dit encore « que la seule raison que l'homme ait de ne pas se détruire est la dette de reconnaissance qu'il doit avoir envers la société. » (8). Nous ne sommes pas des êtres isolés avec des droits absolus sur nous-mêmes. D'ailleurs, si la société n'arrive pas à nous retenir, il y a un groupement qui doit arriver à cette fin: la famille. Le suicide est ici un acte qui piétine les liens les plus sacrés et affranchit des devoirs les plus impérieux. Il est d'une lâcheté sans nom d'abandonner ainsi les siens, des conséquences désastreuses peuvent en découler. Le suicide du chef consterne et accable la famille qui, abattue et désespérée, doute de sa puissance de vivre et le souvenir de cet acte infamant restera longtemps comme une trace

(8) *Le Progrès*, p. 70.

deshonorante dans ce milieu qui, jusque-là, se développait dans le calme et la considération générale. Aussi, redisons avec MONTAIGNE, « c'est le rôle de la couardise, non de la vertu, de s'aller tapir dans un creux, soubz une tombe massive, pour éviter les coups de la fortune. Il y a plus de constance à user la chaîne qui nous tient qu'à la rompre, et plus de fermeté en Régulus qu'en Caton » (9).

« On ne s'arrêtera pas à faire voir combien la religion et la raison détestent cette aveugle fureur. Il suffit de remarquer que la mort de Caton, et l'on en peut dire autant de tous ceux qui l'avaient précédé ou qui ont suivi son exemple, n'est pas un acte de courage mais de lâcheté et de faiblesse, s'écrie encore M. le chancelier D'AGUESSEAU. Il imita, continue-t-il, ces imprudents pilotes qui, au lieu de lutter jusqu'au bout contre les vents et tempêtes, perdant tout à la fois l'espérance et le moyen d'échapper au naufrage, hâtent, par un indigne encouragement et par une mort aussi infructueuse qu'insensée, un malheur que la fermeté et la constance eussent peut-être dissipé.

« *Rebus in adversis facile est contemnere vitam. Fortiter ille facit, qui miser esse potest* » (10).

A tous les points de vue, individuel et social, divin et humain, le suicide est condamnable. C'est une rébellion envers Dieu, une cruauté envers nous-mêmes, un crime contre la société et la famille, un geste lâche et deshonorant. Aussi, répétons qu'il n'est pas permis de passer cet acte sous silence et que, ne serait-ce que pour la haute signification morale qui en résulterait, son inscription au nombre des délits est absolument à envisager. D'ailleurs si

(9) MONTAIGNE. *Essais*, livre II, chap. III.

(10) Mart. lib. XI, Epig. 57. *Méditations. Réflexions sur le suicide de Caton*, page 25.

nous considérons le suicide au point de vue sociologique, certains faits importants nous éclairent sur sa parenté avec le crime, aux époques où la criminalité revêt surtout les caractères de la paresse et de la misère. Dans les statistiques, on ne les voit pas monter ou descendre l'un sans l'autre. L'un et l'autre sont donc deux symptômes d'un mal tendant à désagréger la société par cette idée qu'il appartient à chaque individu de disposer à son gré de sa destinée. Le législateur ne peut donc évidemment rester indifférent devant cette plaie sociale qui grandit tous les jours.

§ 2. — Les causes du suicide

Il importe beaucoup de connaître les facteurs déterminants du suicide en s'efforçant de souligner leur importance respective; il n'y a pas un suicide, mais des suicides; si le geste final est toujours le même, les causes qui l'ont produit diffèrent profondément, suivant les cas et suivant les circonstances; certaines mêmes peuvent aller jusqu'à excuser l'acte lui-même; aussi, il est de toute première importance d'essayer de les saisir et de les étudier, c'est par là que nous verrons si l'indulgence humaine ne peut pas trouver place dans certains cas malheureux, plutôt dignes de pitié. Les causes du suicide peuvent être individuelles ou de nature sociale, ayant rapport avec la société. Celle-ci a ici une part de responsabilité et c'est à elle d'écarter, par des mesures de précaution, certains facteurs du suicide, en agissant surtout par des moyens moraux et en s'efforçant de faire régner le bien-être et une grande stabilité sociale.

Les causes du suicide peuvent être aussi volontaires ou involontaires, les facteurs individuels rentrant surtout dans

la deuxième catégorie, comme par exemple les dispositions organico-psychiques et la nature du milieu physique (folie, alcoolisme) ; certains même prétendent que le suicidé agit toujours poussé par des causes morbides qui rendent son acte inconscient et effacent ainsi sa responsabilité. Il convient donc, d'abord, d'examiner ces causes et de régler la question de la folie, base de tout suicide.

I. — CAUSES MORBIDES DU SUICIDE

Tout d'abord : la folie. « Le suicide, dit ESQUIROL, offre tous les caractères des aliénations mentales. L'homme n'attende à ses jours que lorsqu'il est dans le délire et les suicidés sont des aliénés. » FALRET et MOREAU, de Tours, pensent de même ; « le suicide, dit ce dernier, doit toujours être regardé comme le résultat d'une aliénation mentale ». Ainsi, d'après ces auteurs, le suicide offrirait tous les caractères de l'aliénation mentale. FERRI, GAROFFOLO, SCHOPENHAUER pensent de même. L'amour de la vie et l'instinct qui nous rattache à l'existence sont si naturels à l'homme qu'ils prétendent que le suicide est toujours le résultat d'une perturbation de l'intelligence, dont l'étude ne peut ressortir que de la médecine légale. Comment, en effet, se peut-il qu'un homme puisse délibérément et de sang-froid mettre fin à ses jours ? Les partisans de cette théorie soutiennent, avec LAMBROSO, que tel homme naît « suicidé » comme il naît « criminel » et se montrent en conséquence opposés à toute répression. Cette théorie ne correspond point à la réalité des choses. Tous les suicidés ne rentrent pas dans la catégorie des aliénés ; comme nous le verrons, il y a une infinité de causes qui sont d'un autre ordre, le suicidé y

agit dans la plénitude de ses facultés et les écrits qu'il laisse prouvent qu'on peut se tuer avec toute sa raison. D'ailleurs, la vertu et le courage peuvent pousser au suicide et les morts volontaires de Brutus, Scipion et Caton nous démontrent l'entière responsabilité morale de ceux-ci et nous défendent d'assimiler ce sacrifice de sa propre vie à des actes de dégénérés.

Des philosophes et des médecins comme BRIÈRE DE BOISMONT, Etoc DEMASY, LISLE, LEROY, ont critiqué d'ailleurs cette théorie. BRIÈRE DE BOISMONT nous dit qu'un tiers de suicides par lui constatés est dû à la folie. Le docteur SOCQUET fixe au quart la proportion. Sur 133 cas de suicide recueillis par lui, il n'y aurait eu que 24 cas d'aliénation mentale, d'après M. PROVOST, de Genève. D'ailleurs, si nous consultons les statistiques, nous voyons que les maladies cérébrales se plaçaient, en 1907, au deuxième rang comme cause du suicide avec 1.570 suicidés (soit 18 %) contre 1.319 en 1900. Mais l'influence de cette cause a diminué vers la fin du dix-neuvième siècle (de près de 1/2). La proportion des suicides, attribuée aux maladies cérébrales, ne dépasse guère le 1/6 du total. DURKHEIM, en particulier, a démontré que « le suicide et la folie n'obéissent pas aux mêmes lois ». Il n'y a pas de parallélisme entre eux; ainsi, dans les asiles d'aliénés, les femmes sont plus nombreuses que les hommes; or, le suicide est une manifestation essentiellement masculine; pour une femme qui se tue, quatre hommes se donnent la mort. La folie est beaucoup plus fréquente chez les juifs que dans les autres confessions religieuses; or, le penchant au suicide y est très faible. Les pays où il y a le moins de fous sont ceux où il y a plus de suicides, par exemple en Saxe; et

l'idiotie, loin de prédisposer au suicide, paraît plutôt en être un préservatif; dans les sociétés inférieures où le suicide est très répandu, la folie est rare. Il n'y a donc aucune relation entre la folie et le suicide (11). Le docteur LISLE considère les suicidés comme normalement responsables de leurs actes (12) et le docteur CORRE, pour 1.000 suicides, en rattache 320 à l'aliénation mentale.

Cependant, entre l'aliénation mentale et le parfait équilibre de l'intelligence, il existe toute une série d'intermédiaires, ce sont les anomalies diverses qu'on appelle d'ordinaire « neurasthénie ». Joue-t-elle un rôle? Or, la neurasthénie ne conduit pas fatalement au suicide et ne peut lui servir d'excuse. « Elle peut y prédisposer, nous dit DURKHEIM, car les neurasthéniques sont prédisposés à la souffrance, ce type est celui qui se rencontre le plus généralement chez les suicidés; cependant, ajoute-t-il, si elle y prédispose, elle n'a pas nécessairement cette conséquence » (13). Et nous avons encore l'opinion du professeur DEBOVE, « la neurasthénie, dit-il, est le masque; elle n'est pas la cause du suicide, on ne se tue pas par neurasthénie » (14). Nous concluons donc que le suicide n'est pas toujours un symptôme de folie, un grand nombre de morts volontaires ne rentrent pas dans ces états morbides. D'où, on ne saurait voir un fou dans tout suicidé, car beaucoup de suicides ont des motifs qui ne sont pas sans fondement dans la réalité, ils sont délibérés et conscients. Il est vrai que le suicide peut tenir à l'excès de nervosisme. Il est certain, dit BRIÈRE DE BOISMONT, « que les individus

(11) DURKHEIM: *Etude de Sociologie. Le suicide*, p. 39 et s.

(12) *Du suicide*, page 148.

(13) *Id. op. cit.*, p. 35.

(14) *Journal l'Eclair*, 31 mai 1908.

nerveux, impressionnables, seront plus p^ortés au suicide que les personnes d'un tempérament sanguin, lymphatiques, d'un caractère égal, d'humeur gaie » (15). L'abus des plaisirs, la précocité pour la passion, la vie à la ville plus agitée qu'à la campagne, sont autant de causes qui contribuent à rendre les hommes plus nerveux et plus irritables. La sensibilité devenant excessive et la volonté s'amolissant, les passions et les maladies prennent empire sur les hommes, dont beaucoup terminent leurs jours par le suicide, consécutif assez souvent à une crise de folie. MAUDSLEY nous dit « qu'on voit parfois un malade poursuivi par une incessante impulsion au suicide sans désordre appréciable de l'intelligence » (16).

Combien de neurasthéniques et d'hystériques sont hantés par l'idée de suicide. La responsabilité peut certainement être atténuée, même disparaître dans certains cas morbides, mais il ne s'ensuit pas qu'elle fait toujours défaut.

D'ailleurs, pour clore cette étude rapide sur cette question, nous citerons les conclusions toutes récentes du docteur G. ICHOK, formulées dans la revue *Biologie Médicale* de février 1935. « Dans certains cas, dit-il, une mentalité pathologique peut conduire à un délit dont le suicide serait une des formes. Mais loin de nous, l'intention de généraliser et de voir dans chaque délinquant, dans chaque candidat au suicide un malade, un vrai psychopathe; cependant, souvent, on se voit obligé de mettre l'acte anormal sur le compte d'un état d'esprit également pathologique. C'est là un point important surtout pour l'œuvre de pro-

(15) B. DE B., *Du Suicide et de la Folie-Suicide*, p. 53 et s.

(16) MAUDSLEY. *Le crime et la folie*, p. 127 et 133.

phylaxie » (17). Donc, d'après lui, ESQUIROL, qui prenait tous les suicidés pour des aliénés a tort, mais cependant des éléments morbides peuvent jouer un rôle décisif en bien des cas. Une enquête, qui consistait en un examen mental de tous les suicidés, ou plus exactement de tous les rescapés, fut faite. Elle porta sur 306 cas. Il a été possible de ranger les causes des suicides en cinq grandes catégories: psychopathie, alcoolisme, chagrins intimes, maladies incurables, misère. 132 cas, c'est-à-dire un peu moins d'un tiers, se rapportent à la psychopathie. Parmi eux, la moitié, soit 66, présentent avant le suicide des troubles mentaux bien caractérisés (dépression mélancolique, troubles mentaux dus à l'intoxication alcoolique, involution sénile, démence précoce, épilepsie, psychoses traumatiques, obsession-suicide, délires chroniques, démences organiques, délires fébriles, puerpéralité, paralysie générale, séquelles d'encéphalite léthargique). Pour la deuxième moitié des psychopathes, on se trouve en présence de déséquilibres parfois alcooliques, parfois épileptiques, mais dont le suicide n'est pas en rapport direct avec l'alcoolisme ou l'épilepsie. L'acte commis n'est ni inconscient, ni démence et peut s'expliquer jusqu'à un certain point par des motifs plausibles. Ainsi donc, même dans cette catégorie, qui ne comprend d'ailleurs qu'un tiers du total, on peut encore trouver un certain degré de responsabilité chez l'auteur de l'acte. Si nous quittons ces déséquilibres, nous voyons qu'ensuite les alcooliques viennent pour un tiers également. Ce sont ici tous les suicides dus aux troubles mentaux engendrés par l'imprégnation alcoolique, survenus au cours de divers épisodes de l'intoxication. Après ces

deux classes, une place importante est réservée à ceux qui veulent se supprimer pour chagrins intimes. Puis 39 personnes se classent ensuite par suite de souffrances ou maladies incurables (tuberculose, cancer, syphilis) ou par la crainte d'une infirmité grave telle que la cécité. La misère, la détresse matérielle provoquent enfin 38 suicides et, dans les trois derniers cas, nous avons affaire à des sujets passibles de peines qui tentent de se faire justice eux-mêmes.

« Ainsi donc, l'enquête psychiatrique n'aboutit pas toujours à un diagnostic de psychopathie, conclut le docteur ICHOK. L'état d'angoisse, la seule condition nécessaire au suicide, est dû, soit aux causes organiques, soit aux facteurs sociaux, soit à leur influence commune. Facteurs individuels ou sociaux entrent en scène pour déterminer le suicide; mais, pour remédier au mal, il faut une action sociale afin que chacun dans sa détresse, au moment d'une grave défaillance intérieure, puisse trouver le refuge salutaire. C'est aux psychiatres et aux sociologues d'unir leurs efforts. » (18). C'est bien là l'idée que nous avons formulée au début de ce paragraphe.

Nous empruntons d'ailleurs à M. le docteur ICHOK une des statistiques qu'il cite à l'appui de son étude et qui montre bien que le suicide n'est pas seulement provoqué par des états morbides:

TABLEAU.

CAUSES PROBABLES DES SUICIDES A PARIS ET DANS LA SEINE

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Malades déjà internés	62	42	66	55	72	149	41
Troubles mentaux	316	313	335	270	349	794	327
Ivresse	24	25	19	20	26	17	48
Maladies incurables	140	111	90	108	99	88	260
Chagrins intimes	334	149	345	288	268	338	291
Misère	142	151	103	105	96	168	152
Causes diverses	643	766	837	1.004	1.051	849	1.223

Pour toute la France, pour l'année 1930 par exemple, 1.396 suicides sont dus aux maladies cérébrales; mais, à côté, nous voyons: 2.219 pour souffrances physiques, 865 pour chagrins intimes, 625 à cause de misère, 291 pour embarras de fortune, 551 par suite d'amour contrarié ou jalousie, 106 par suite de débauches et d'inconduite, 138 par crainte de poursuites, 97 suicides d'auteurs de meurtres, 36 pour pertes de jeu, 34 par suite d'alcoolisme et enfin 1.396 dont les motifs sont inconnus (19). Nous n'insisterons donc pas plus devant ces constatations qui montrent qu'il y a une infinité de causes particulières, d'ordre moral surtout, qui poussent les individus à la mort. Les conclusions de ceux qui assimilent le suicidé au fou sont donc erronées et tout suicidé n'est pas un dégénéré et, par là, un irresponsable.

Mais avant de passer à l'étude de ces différentes causes volontaires du suicide, il est bon d'examiner trois fac-

(19) Compte général de l'Administration de la justice criminelle.

teurs particuliers qui, d'après certains, rendraient le suicide partiellement involontaire et inconscient, ce sont: l'hérédité, le climat et l'imitation.

2° L'HÉRÉDITÉ

L'hérédité a certainement une influence sur le suicide, mais elle ne s'exerce pas d'une façon aussi générale, ni aussi déterminante que l'ont prétendu certains aliénistes ou littérateurs (20). Les auteurs sont divisés sur la question. MAUDSLEY, BRIÈRE DE BOISMONT et SIGHÈLE prêtent à l'hérédité un grand rôle dans le développement du suicide. Pour BRIÈRE DE BOISMONT, « l'influence de l'hérédité dans la production du suicide est un fait incontestable, la transmission a lieu directement par le père et la mère, elle peut remonter jusqu'aux aïeux et venir même par la branche collatérale » (21). Les suicides s'exécutent souvent de la même manière (pendaison, asphyxie, revolver) voire aussi le même jour, à la même heure. « La répétition héréditaire, écrit encore BRIÈRE DE BOISMONT, se manifeste non seulement par la reproduction de l'acte, mais souvent après de longues années d'intervalle, par la copie la plus exacte du genre de suicide » et il cite le cas d'une dame qui essaie 3 fois de se détruire; la première fois en se précipitant dans un puits, les deux autres fois en se pendant, sa mère a eu recours aux mêmes moyens pour terminer sa vie. « Il y a, dit Paul BOURGET, dans son roman *La Géôle*, où il décrit cette fatale influence héréditaire, une loi que les psychiatres modernes appellent l'homochronie: c'est au même

(20) Paul BOURGET. *La géôle*.

(21) B. DE B., p. 55 et 58, *op. cit.*

âge et le plus souvent à la même saison que la mort volontaire s'observe chez une lignée de prédisposés. » (p. 95.) ESQUIROL a connu un négociant, père de six enfants, sur lesquels quatre se tuèrent et le cinquième tenta d'y parvenir (22).

MAUDSLEY est persuadé que la propension du suicide s'acquiert par l'hérédité, comme certains tics qui se retrouvent chez les membres d'une même famille. « Quand les nerfs de l'individu sont épuisés, la tonicité de son système affaiblie par une cause quelconque, la tendance funeste entre en activité et peut se développer et acquérir une force convulsive » (23). DURKHEIM, par contre, rejette l'hérédité comme une cause de suicide pour différentes raisons, par exemple: les hommes se suicident plus que les femmes, pourtant l'hérédité est la même chez chacun d'eux ; puis, l'hérédité se manifeste de bonne heure or, le suicide est plutôt rare chez les enfants. Il penche vers un phénomène de contagion: le souvenir des suicides anciens obsède et persécute et exerce sur l'esprit des survivants une influence contagieuse (24). Le docteur LISLE pense de même ; d'après lui, le suicide ne serait héréditaire qu'en cas de folie, c'est celle-ci qui est héréditaire et le penchant au suicide en serait le symptôme; donc, ces suicidés sont des aliénés (25).

Il n'y a donc pas de relation certaine entre le suicide et l'hérédité, de tendance définie et automatique qui pousserait fatalement au suicide. Il peut exister ici un cas de contagion contre lequel on peut se défendre.

(22) *Maladies mentales*, tome I, p. 582.

(23) *Leçons de médecine légale à Londres*.

(24) D., *op. cit.*, p. 74.

(25) LISLE, p. 196, *Du Suicide*.

3° LE CLIMAT

Le suicide n'est pas non plus, comme on l'a parfois soutenu, le résultat du climat. Les saisons exercent une influence sur notre organisme et font varier le nombre des suicides. Le printemps voit se produire le maximum de morts volontaires; l'automne, au contraire, qui porte plutôt à la tristesse, diminue la tendance au suicide. On se tue volontiers par les journées les plus belles et les plus ensoleillées et les grandes chaleurs de juillet trahissent une certaine recrudescence des suicides. Ainsi, de 1920 à 1925, à Paris, nous avons au printemps 909 suicides, en été 804, en automne 299 et en hiver 820. MORSELLI explique le développement du suicide à la belle saison par l'excès de force accumulée dans notre organisme par suite de la chaleur extérieure, mais pourquoi cet excès de force conduit-il fatalement au suicide? Il y a d'autres façons d'agir et, d'autre part, le Midi a moins de suicides que le Nord, pourtant il y fait plus chaud. DURKHEIM a donné une autre explication, en établissant un parallélisme entre la longueur du jour et le suicide, les suicides augmentent avec la longueur de la journée, la chaleur est sans importance car alors le mois d'août, le plus chaud de l'année, devrait avoir le maximum de suicides; or, il n'en est rien. Pour lui, c'est principalement vers l'heure de midi que l'on se tue le plus, car c'est le moment où la vie sociale est la plus intense.

Il est possible d'expliquer cette augmentation de suicides au printemps par les troubles occasionnés dans notre organisme par les premières chaleurs, le changement subit de température fatigue notre corps qui n'y est pas habitué et perd de sa résistance; mais ceci ne conduit pas fata-

lement au suicide, des autres causes interviennent ; le suicide peut trouver ici un terrain assez préparé pour lui, mais ce n'est pas sa cause directe et certainement l'individu peut réagir.

4° L'IMITATION

L'imitation contribue-t-elle au développement du suicide comme la température le favorise ? Il faut plutôt parler ici de contagion. Le suicide comme la folie est éminemment contagieux. Il devient même véritablement épidémique à certaines périodes ; en 1927, à Constantinople. 275 jeunes gens se donnèrent la mort en l'espace d'une semaine ; en 1729, les jeunes filles de Marseille se suicidèrent en foule. On a vu des moments où le suicide devenait une véritable maladie de l'âme, où il se propageait comme une contagion morale, soit dans les campagnes, soit au centre des villes ; on vit même se former des sociétés dont les membres devaient se donner la mort ; des clubs de suicides existèrent en Angleterre, en France, surtout à l'époque de la Révolution et de l'Empire, aux Etats-Unis ; la contagion du suicide est donc à redouter ; on voit parfois toute une série d'individus se jeter du haut des tours de Notre-Dame ou de la colonne Vendôme. Sous l'Empire, un soldat se tue dans une guérite ; plusieurs autres viennent s'y tuer ensuite, et il faut brûler la guérite pour faire cesser ces suicides. En 1792, treize invalides viennent successivement se pendre au même crochet d'un couloir, et il fallut murer la porte de celui-ci.

La contagion du suicide est admise aujourd'hui ; « une véritable épidémie toujours croissante, qui, si on ne prend pas des mesures énergiques pour la combattre, atteindra

des proportions désastreuses », nous dit MOREAU, de Tours.

« Si les doubles suicides par amour sont aujourd'hui devenus fréquents », écrit M. PROAL, c'est encore à l'esprit d'imitation qu'il faut l'attribuer, à cette sorte de contagion qui résulte, pour des esprits surexcités par la passion, ou affaiblis par la débauche, de la lecture de drames analogues. J'ai vu des jeunes filles, à la suite d'un amour contrarié, s'asphyxier en robe blanche et la couronne de mariée sur la tête, parce qu'elles avaient lu le récit émouvant d'un suicide accompli dans les mêmes circonstances »(26). Le Docteur CORRE, dans son livre *Crime et suicide*, démontre l'influence pernicieuse de l'imitation, de la suggestion, de la contagion. Ainsi donc, il y a ici toute une éducation à faire, toute une réglementation à poser, si l'on songe à la pernicieuse influence que peuvent avoir, en ce cas, les lectures de toutes sortes et particulièrement la presse qui expose avec tant de détails les circonstances dont s'accompagnent les suicides. Tout ceci frappe l'imagination surtout chez les esprits faibles, et peut éveiller l'esprit d'imitation.

D'après DURKHEIM, l'imitation n'est pas un facteur original du suicide, elle ne fait que rendre apparent un état qui est la vraie cause génératrice de l'acte : la prédisposition au suicide ; MOREAU, de Tours, pense de même : l'individu atteint par la contagion est un prédisposé au suicide.

Convenons que comme le climat, l'imitation, la contagion, ne poussent pas fatalement au suicide ; il y a ici une mentalité qui y prédispose, mais l'individu peut se défendre. D'ailleurs, le suicide serait plutôt dû en ce cas à l'état

(26) PROAL. *Le crime et la peine*, p. 214 et s.

nerveux et à l'esprit faible de l'individu qui n'a plus assez de résistance et qui devient trop impressionnable.

Ainsi donc le suicide n'est pas le résultat directe de ces trois facteurs, qui le rendraient alors involontaire et inconscient et enlèveraient toute la responsabilité à l'individu. Il n'est pas non plus en général le résultat de la folie ou d'états maladifs, et en bien des cas, il est perpétué froidement, avec une lucidité complète et une raison entière, pour des causes qui sont loin d'être morbides.

5° CAUSES VOLONTAIRES DU SUICIDE

Ici, il n'y a plus d'hésitation; l'individu agit, poussé par des motifs normaux qui ne peuvent lui servir d'excuse. Il est souvent, en ces cas, dans des situations fâcheuses, désespérées, où la mort semble une délivrance, mais il est interdit à quiconque de désespérer surtout à ce point, et comme nous l'avons vu, cette action n'est que lâche et blâmable, et ne peut avoir d'excuse absolutoire.

Cependant, M. GARRAUD pense « que quel que soit le motif qui l'a déterminé au suicide, si l'individu se tue, c'est toujours parce que sa volonté a été plus faible que son mal moral ou physique. Or, le code ne punit pas celui qui a agit dans un moment où il était privé de raison. Celui qui attente à sa vie n'a pas le plus souvent cette liberté d'esprit et cette maîtrise de soi-même qui sont les conditions de l'imputabilité pénale. 27).

Mais alors, pourquoi ne pas en dire autant d'actions aussi contre nature que le suicide ; il semble bien, en effet, qu'on peut douter de la liberté d'esprit du jeune parricide qui

(27) *Traité th. et pr du Droit pénal français*, T. IV, p. 633.

tue son père ou sa mère. D'ailleurs, tout le monde n'est pas de cet avis, et un arrêt de la Cour de Lyon, en matière d'assurance sur la vie, nous satisfait pleinement: « Considérant, dit cet arrêt, que le suicide ne fait pas présumer la folie... et peut être même le résultat d'une volonté bien arrêtée et réfléchie, que cet acte justement réprouvé par la morale comme une désertion du devoir de vivre, laisse substituer dans toute sa plénitude le libre arbitre de son auteur, qu'admettre à priori l'inconscience du suicidé, ce serait excuser par la même cause toutes les défaillances de la conscience humaine... (28).

Les causes du suicide sont diverses et variées; nous avons vu que les chagrins intimes prennent une place importante dans les statistiques; ce sont les suicides de veuf ou de veuve à la mort du conjoint; de mari ou d'amant abandonné; de vieillard repoussé par ses enfants; de parents qui ne peuvent survivre à la mort d'un enfant. Une forte douleur morale déclenche l'acte tragique, et non un déséquilibre constitutionnel comme le voudraient certains. D'ailleurs, les enquêtes démontrent qu'il n'y a pas de moindre trouble cérébral et que la raison de ces individus est parfaitement saine.

Les souffrances physiques, la maladie persistante, la douleur violente et tenace, qui menacent de gâter toute une vie causent des suicides: si un suicidé pouvait être excusé, en dehors des cas d'aliénation mentale, c'est bien ici.

Une autre cause regrettable des suicides consiste dans l'amour et la jalousie. « L'amour, dit M. PROAL, qui tient une si grande place dans la vie et la littérature, en occupe une de plus en plus considérable dans les affaires crimi-

(28) Lyon, 17-2-91 et Paris, 16-11-89. S. 91, 2.115.

nelles, et dans les statistiques des suicides. (29). L'amour contrarié, non partagé, fait beaucoup de victimes parmi les jeunes gens; d'une manière générale, l'amour conduit plus souvent au suicide la femme que l'homme, c'est surtout chez elle qu'il se commet le plus de suicides passionnels. Le bouleversement de l'âme par l'amour peut transformer un amoureux en assassin. Les amants se noient ensemble, après s'être ligotés; d'autres s'asphyxient par le charbon. » « Les *Amants de Montmorency* ne sont nullement une invention d'Alfred de Musset; tout se répète ici-bas, l'amour aussi en ces plus extraordinaires manifestations. » (30). La contagion est ici à redouter surtout dans les cas de double suicide que caractérise le besoin d'amour chez certains amants qui préfèrent mourir ensemble que de vivre séparés. Plus fréquemment qu'on le croit, le suicide par amour est une vengeance. Par un étrange dédoublement, celui qui se tue ne se voit pas mort, il songe avant tout à quelqu'un pour qui il vivait et aux remords que son acte occasionnera à cette personne, car celle-ci se rendra compte du bonheur qui vient de lui échapper par sa propre faute. Nous trouvons dans la littérature des exemples de ce suicide, par exemple dans *Anna Karénine*, de Tolstoï.

La jalousie comme l'amour inspire des suicides; il y a aujourd'hui plus de suicides par amour contrarié et par jalousie, qu'autrefois.

L'irresponsabilité n'est admise que pour l'homme malade: l'amour peut atténuer la culpabilité, mais ne doit jamais autoriser ces actes. Comme dit l'Abbé PRÉVOST, « cette folie qui vient du cœur est honteuse et nous rend coupable

(29) *Op. cit.*, p. 1.

(30) TARDE. *Etudes pénales et sociales: Affaires Chambige*, p. 155.

parce que nous sommes libres d'y résister ». D'ailleurs, une grande part des responsabilités revient ici aux conditions sociales dans lesquelles se déroule la vie des individus. « Les causes de l'accroissement du nombre des suicides, dit en effet M. PROAL, il faut les chercher dans la non satisfaction du besoin d'amour, dans le mariage qui devient moins fréquent, dans le nombre des liaisons irrégulières qui deviennent de plus en plus fréquentes et aboutissent à l'abandon, dans la précocité des jeunes gens pour l'amour et la débauche, dans le développement des maladies nerveuses et de l'alcoolisme, dans la lecture de romans qui troublent l'imagination, la publication de Werther fut suivie d'une véritable épidémie de suicide, dans la perte des croyances religieuses qui défendent le suicide. » (31).

Il y a donc ici de nombreuses mesures préventives à appliquer pour enrayer ces suicides, une lutte sociale à engager, une législation à créer ou à refaire. Des hommes sont encore poussés au suicide par la honte ou le remords d'une mauvaise action, ils y recourent encore pour se soustraire à des poursuites judiciaires ou disciplinaires. « Les causes de ce suicide, dit M. JOLY, sont faciles à deviner : c'est l'émotion causée par la perte soudaine de l'honneur, de la liberté, de la fortune ; c'est l'ébranlement causé par un changement radical et soudain de toutes les conditions de l'existence. » (32). « Assez souvent les criminels n'attendent pas la peine qui va leur être infligée et se donnent la mort, surtout parce qu'ils ne peuvent plus supporter les souffrances morales que leur cause le souvenir de leur crime » (33). Le suicide du meurtrier est plutôt un défi

(31) *Op. cit.*, p. 21.

(32) H. JOLY. *Le crime*, p. 325.

(33) PROAL.

jeté à la société qui veut le punir, c'est un acte de rébellion et d'insoumission à la loi. Le suicide, d'ailleurs, ne peut être que tenté pour produire seulement un sentiment de pitié; il y a beaucoup de ces suicides qui ne constituent qu'une velléité conditionnelle, une comédie. Pour les autres, le meurtrier veut se soustraire à l'action des lois répressives et à la peine qui l'attend, éviter l'ignominie du jugement et l'application de la peine qu'il mérite; les rigueurs de celle-ci peuvent aussi produire un désespoir, qui lui montre la mort comme la fin de ses maux.

L'alcoolisme est encore une des principales causes du suicide. Le nombre des suicides dus à l'alcoolisme est effrayant. D'une façon générale, on peut attribuer la fréquence croissante des suicides à la consommation, malheureusement de plus en plus grande, de l'alcool et des autres liqueurs frelatées. DURKHEIM, cependant, n'y voit aucun rapport, car, dit-il, « là où le suicide est le plus répandu, le nombre des alcooliques est très faible ». D'autres auteurs soutiennent le contraire, en citant, par exemple, le Danemark et la Norvège, où le suicide est le moins répandu, par suite de mesures toujours plus rigoureuses contre l'ivresse ou l'alcoolisme.

M. ALPY, dans sa thèse contre le suicide, préconise les mêmes mesures en France pour enrayer la marche du suicide. Les crises économiques, les kracks financiers, les crises politiques, les embarras de fortune, les pertes de jeu, sont autant de facteurs capitaux du suicide. La misère, la crainte de la misère, le chômage, l'état instable de ces miséreux qui changent continuellement de métier pour aboutir finalement à la pauvreté noire, tout ceci y contribue largement. Certains légitiment ces suicides par une idée de

défense de l'individu contre le sort qui l'accable et y voient, surtout pour la misère, de larges excuses. Le fait pour l'agent d'avoir été poussé par la faim, la misère ou la difficulté de gagner sa subsistance pour lui ou pour les siens, constitue une forme incomplète de l'état de nécessité qui semble-t-il, dans les cas extrêmes, devrait aboutir à l'exemption de toute responsabilité.

CONCLUSION

Ainsi donc, le suicide, comme le crime, est une misère humaine provenant de situations complexes; on distingue, d'ailleurs, les suicides selon leurs causes et leurs mobiles; on a donc renoncé à présenter le suicide, en général, comme un résultat de la folie. Ce sont surtout les conditions sociales dans lesquelles se déroule la vie des individus qui ont sur lui la part la plus grande. Le suicide est un mal social qui grandit et contre lequel il faut réagir. Les excès de toutes sortes qui usent l'organisme, conduisent à la neurasthénie, provoquent un tempérament déséquilibré, une volonté faible, conduisent au suicide. Ajoutons aussi l'absence de discipline morale qui caractérise la mentalité d'aujourd'hui et l'égoïsme accentué par toutes ces idées nouvelles qui fausse l'idée de la personnalité humaine en affirmant à l'homme qu'il peut librement disposer de son corps et de sa vie. Il y a donc, tout d'abord, une véritable lutte sociale à organiser aussi bien sur le plan matériel que spirituel et moral.

§ 3. — Les progrès du suicide

Les statistiques publiées dans les divers pays permettent de se rendre compte des progrès effrayants du suicide. La France compte malheureusement parmi les pays où le nombre des suicides s'accroît à peu près régulièrement. En moins d'un siècle, le nombre des suicides y a plus que quadruplé. De 1827 à 1900, il est passé de 1.739 à 9.186, ce qui fait de 5 suicides par 100.000 hommes à 23 suicides en 1900. Il y a alors une légère décroissance jusqu'en 1904, où en enregistre encore 8.876 suicides; mais le mouvement en arrière ne se continue pas et, en 1907, nous avons 9.945 suicides. En 1910, un rapport fait par M. le Garde des Sceaux, constate un développement de 11 % en 2 ans du nombre des suicides. Après la guerre, cependant, le nombre va diminuer; les soucis et les inquiétudes exercent-ils une action préventive ? Ceci va pourtant à l'encontre du principe que les périodes de crise sont particulièrement propices au suicide. En 1915, nous avons 5.584 suicides ; en 1920, 6.831 ; en 1930, 7.915, soit 19 par 100.000 habitants. Il y a donc tendance à une augmentation, mais pas trop prononcée cependant.

Notons rapidement que les suicides trahissent quelques points communs avec la fréquence des divorces. De 1898 à 1902, les 2 chiffres sont les mêmes, soit 23 pour 100.000; de 1920 à 1924, les divorces augmentent considérablement: de 24 pour 100.000, en 1914-1919, ils passent à 62, tandis que les suicides accusent une ascension, mais moins prononcée, soit 21 contre 18 pour 100.000. De 1925 à 1929, nous constatons un rapprochement : 21 divorces et 23 suicides pour 100.000 habitants.

Ajoutons que le célibat a, avec le suicide, des relations étroites; le célibataire, en effet, accuse la première place, si l'on regarde l'état civil des suicidés. Les fluctuations de la courbe sont dans le sens d'un accroissement chez les veufs ou divorcés sans enfants. Pour les gens mariés sans enfants, l'augmentation est aussi plus prononcée qu'ailleurs. Les groupes fortement intégrés, fait remarquer DURKHEIM, résistent mieux aux sollicitations du suicide, et la famille en est le grand préservatif.

1920: 2.351 suicides ; 1931: 2724 suicides pour les célibataires seulement.

1920: 912 suicides ; 1931: 1108 suicides pour les veufs ou divorcés sans enfants.

1920: 1.159 suicides ; 1931 : 1.603 suicides pour les mariés sans enfants. (34).

Pour le sexe, la femme se suicide moins que l'homme, et pour l'âge c'est vers 50 ans que se trouve atteint le point culminant des suicides. Il est à remarquer que les enfants se suicident de plus en plus; c'est là une constatation qui mérite à elle seule d'énergiques mesures propres à arrêter la marche de ce fléau social. De 68, en 1905, le nombre des suicides d'enfants est passé à 218 en 1926, à 237 en 1927; en 1930, nous avons plaisir à ne noter que 190 suicides d'enfants de 15 à 19 ans, et 16 d'enfants de 10 à 14 ans.

(34) Chiffres relevés dans le compte général de l'Administration de la Justice criminelle, France, Algérie, Tunisie.

PREMIERE PARTIE

Historique du suicide et de sa répression

CHAPITRE PREMIER

LE SUICIDE DANS L'ANTIQUITE

Si l'on jette un coup d'œil rapide sur l'antiquité, on ne peut nier que sous l'influence des philosophes de ce temps et des croyances religieuses, divers peuples n'aient approuvé et même parfois recommandé le suicide. Nous commencerons par ceux-ci et il convient de citer tout d'abord parmi ces peuples les habitants de l'Inde.

Bien avant l'ère chrétienne, les suicides dans ce pays sont nombreux, surtout chez les vieillards. La mort est considérée, dès l'origine, comme le passage à la vie véritable, à la félicité parfaite, et la loi de Manou encourage ses fidèles à hâter leur délivrance en cas de mort trop lente, car la vieillesse et la maladie sont des choses honteuses dont on doit se délivrer. Le suicide constitue donc un acte de piété et de courage. « De même qu'un arbre quitte le bord d'une rivière lorsque le courant l'emporte, de même qu'un oiseau quitte un arbre suivant son caprice, de même celui qui abandonne le corps par nécessité ou par sa propre volonté est délivré d'un monstre horrible ». (1). « Le brahmane qui s'est dégagé de son corps par une des pratiques qu'ont mises en usage les saints et les patriarches est admis

(1) *Loi de Manou*, livre VII. St. 76-78.

avec honneur dans le séjour de Brahma. » (2). Les patriarches bouddhistes prêchaient partout cette croyance et se jetaient presque tous dans les flammes, leurs reliques étaient conservées dans les temples. Les pèlerins de Djagernat se faisaient broyer par un char, haut de plus de 12 mètres, pendant la promenade solennelle de la statue de Vichnou. Les veuves, bon gré mal gré, devaient jadis, dans l'Inde, se brûler avec le cadavre de leur mari. La secte des gymnosophistes s'imposait des supplices volontaires allant jusqu'à la mort, et l'indien Zarmaros se précipita tout vivant dans le feu, en présence d'Auguste et des Athéniens.

Les Chinois également ont approuvé la mort volontaire et l'ont considérée comme une action louable. L'exemple historique est celui des cinq cents philosophes de l'école de Confucius se précipitant dans la mer après la perte de leurs livres, brûlés sur l'ordre de l'Empereur Chikoang-fi. Le suicide par vengeance y est très répandu; lorsqu'on veut se venger d'un ennemi, on n'a qu'à se tuer, et l'on est assuré de lui susciter ainsi une affaire horrible, car la législation chinoise rend responsables des suicides ceux qui en sont la cause ou l'occasion. Les condamnés d'une certaine classe étaient autorisés à se donner eux-mêmes la mort pour éviter la honte de l'exécution publique. Les femmes, à raison de leur état perpétuel d'abjection et de misère, se suicidaient beaucoup.

Les Japonais, dédaigneux de la mort, avaient un mode particulier de suicide: le hara-kiri. Le désespéré s'ouvrait le ventre avec son poignard; plus tard, le patient ne se faisait qu'une légère incision et un de ses amis ou serviteur l'ache-

(2) *Loi de Manou*, livre VI. St. 32.

vait en lui tranchant la tête d'un coup de sabre. Des coutumes s'établirent, et c'est ainsi qu'un homme d'honneur outragé par un autre s'ouvrait le ventre en sa présence; l'agresseur devait en faire de même, s'il ne voulait pas être déshonoré. De véritables hécatombes se produisaient en l'honneur de la divinité Amida : ses adorateurs se précipitaient dans la mer par centaines, ou se laissaient enterrer vivants dans une grotte si étroite qu'il était à peine possible de s'asseoir ; les jeunes gens et jeunes filles se soumettaient aussi à ces pratiques. (3).

En Egypte, la doctrine de l'âme universelle et de la métempsychose prêchée par les prêtres, rendit le suicide très en faveur. La mort volontaire de Cléopâtre est demeurée célèbre. Les Académies de Comourants étaient fréquentées par un grand nombre de personnes qui quittaient volontairement la vie après en avoir épuisé toutes les jouissances. Himilcon, général carthaginois, se laissa mourir de faim ; Magon Barcée échappa au supplice par une mort volontaire ; Hannibal s'empoisonna, pour éviter d'être livré aux Romains. Le roi de Numidie, Juba I^{er}, se tua après la défaite de Thapsus.

Le suicide fut plus rare chez les Perses; ceux-ci croyaient à la destinée future de l'homme, et le suicide constituait pour eux un mépris de cette destinée. La doctrine de Zoroastre était une morale très rigide. Les idées religieuses eurent ici une grande influence. Dans les légendes assyriennes, il y a cependant des exemples de morts volontaires, tel Sardanapale assiégé dans Ninive, qui se brûle avec ses trésors et ses esclaves, sur un énorme bûcher. Une épidé-

(3) Voir l'ouvrage de Fernand NICOLAY, *Histoire des croyances*, t. II, p. 255 et s.

mie de suicide avait sévi chez les jeunes filles de Milet; elle fut arrêtée par un remède salulaire: les magistrats ordonnèrent que toute Milésienne serait, après sa mort, traînée nue au milieu de la ville.

L'influence des idées religieuses se retrouve chez les Mahométans. Le Coran interdit le suicide comme un crime qui excite la colère de Dieu. « L'homme ne meurt que par la volonté de Dieu, le terme de ses jours est écrit. » « Ne vous tuez pas vous-même, car Dieu est miséricordieux, et quiconque se tue par malice ou méchanceté, sera rôti au feu de l'enfer », disait Mahomet. (4).

Le suicide, prohibé par le législateur juif, se trouvait déjà défendu par le 5^e commandement du Décalogue « Tu ne tueras point ». Cependant, nous trouvons dans la Bible des exemples de morts volontaires, telles celle d'Abimelech et de Saül. « Nos corps sont mortels, mais nos âmes sont immortelles, et participent en quelque sorte de la nature de Dieu. C'est pourquoi, notre très sage législateur a ordonné que les corps de ceux qui se donnent volontairement la mort demeurent sans sépulture jusqu'après le coucher du soleil (5).

En Grèce, tout d'abord, le suicide semble avoir été en honneur et pratiqué surtout dans les hautes classes. Les stoïciens, dans leur exagération, permettaient le suicide au sage; mais plus tard, sans le proscrire entièrement, ils le subordonnèrent à la pensée meilleure de la résignation, comme on le voit chez Epictète. La doctrine d'Epicure tendait au suicide, mais le considérait comme une fin et non comme un moyen, pour celui qui aurait épuisé toutes les

(4) Coran-Surah, IV-V-124.

(5) Flavius Joseph, rapporté dans la guerre des Juifs contre les Romains. Liv. III, ch. 25.

jouissances de la vie. Le stoïcisme le permettait seulement au cas où la pratique des vertus n'apportait pas le bonheur.

Les philosophes semblent avoir exercé une grande influence sur les mœurs de leurs compatriotes.

Pythagore disait que Dieu nous a mis dans cette vie comme dans un poste que nous ne devons jamais quitter sans sa permission, et Socrate disait à ses disciples que le philosophe doit désirer la mort, mais l'homme doit attendre l'ordre de Dieu pour sortir de la vie. Platon appelle le suicide un acte de faiblesse et de lâcheté et déclare que l'auteur doit être enterré seul dans un lieu à part, dans un endroit inculte et ignoré pour y être déposé sans honneur, sans colonne sur sa tombe et sans nom sur le marbre. (6).

« La loi de Platon, dit Montesquieu, était formée sur les institutions lacédémoniennes, où les ordres du magistrat étaient absolus, où l'ignorance était le plus grand des maux, et la faiblesse le plus grand des crimes. » (7).

Aristote dit que la cité frappe et couvre d'ignominie celui qui se donne la mort : « Mourir pour échapper à la pauvreté, à l'amour ou au chagrin, est plutôt l'action d'une âme vile et lâche, et ceux qui portent sur eux une main homicide doivent être notés d'infamie ». (8).

Eschine raconte qu'on coupait la main du suicidé et que cette main était brûlée ou inhumée séparément du corps ; on flétrissait ainsi à la fois un acte d'impiété envers les dieux et un attentat contre la république, qu'il privait de l'un de ses défenseurs. Zénon, par contre, voyait dans le suicide le moyen suprême d'échapper aux servitudes de la vie.

La législation grecque ne s'est pas laissée influencer par

(6) PLATON. Lois IX^o

(7) *Esprit des Lois*, t. 3, page 9.

(8) *Ethique à Nicomaque*, liv. III, ch. VII.

les doctrines stoïciennes et épicuriennes et édicta des peines. A Thèbes, les corps des suicidés étaient ensevelis sans aucune cérémonie et leur mémoire était flétrie. Athènes mutilait leur cadavre en leur coupant la main, instrument du crime ; cette répression existait réellement.

A Sparte, la réprobation du suicide était plus sévère encore et on ne distinguait pas selon les mobiles ni selon la classe du suicidé. C'est ainsi qu'Aristodème, tué glorieusement à la bataille de Platée, fut privé des honneurs de la sépulture parce qu'il paraissait manifestement avoir cherché la mort.

Le fait de se donner la mort privait la société des services qui lui étaient dus et diminuait la force de l'Etat. C'était là, la raison de cette lutte grecque contre le suicide, et de cette répression particulièrement rude. Tout citoyen se devait à la cité, à la patrie. Il avait le devoir, l'obligation de vivre pour elle. D'où, si l'Etat permettait le suicide, ce n'était plus alors un crime ; aussi, s'établit-il une coutume bizarre, l'homme décidé à mourir devait se présenter devant le Sénat et lui exposer les motifs de son intention funeste ; si ses raisons étaient reconnues valables, l'assemblée lui accordait la permission de se tuer et lui fournissait même la quantité de poison nécessaire, lequel poison était gardé dans un dépôt public. L'île de Céos et la ville de Marseille pratiquait cette coutume, qui n'était cependant pas générale en Grèce.

CHAPITRE II

LE SUICIDE A ROME

Quelle était l'opinion des Romains sur le suicide ? Il semble, qu'au début de la République, les suicides furent peu nombreux. La famille romaine solidement assise et mise sous la domination du pater-familias, les lutttes et combats des premiers temps de Rome, les mœurs rudes, tout s'y opposait. « Sous les premiers rois, nous dit NICOLAY, les suicidés étaient livrés aux bêtes ou exposés sur un gibet ignominieux. » (1).

Une première loi de Tarquin l'Ancien privait de sépulture les cadavres des citoyens qui se tuaient volontairement. Il les faisait mettre publiquement en croix, puis les laissait exposer aux bêtes féroces et aux oiseaux de proie. D'ailleurs, les suicides de cette époque sont nobles et héroïques, commandés par l'honneur et le patriotisme, tels ceux de Lucrèce, Decuis Jubellius, Marcus Curtius, qui se précipita dans l'abîme creusé au forum par un tremblement de terre. La législation grecque eut certainement ici une grande influence, la conception du rôle de l'individu dans la cité étant la même.

(1) *Op. cit.*, t. II., p. 263.

Mais les mœurs et les idées vont bientôt subir une transformation profonde. Les victoires qui comblent Rome d'honneur et de richesse vont entraîner la corruption des mœurs. La philosophie grecque, notamment des stoïciens, implante la formule universelle : « *Mori licet cui vivere non placet* ». Les suicides deviennent nombreux dès le début de la décadence et de plus en plus fréquents. Les jouissances, le mépris de la mort s'accroissent et le suicide devient un moyen commode de quitter la vie. On connaît les suicides de Gracchus, Brutus, Métellus, Scipion après la défaite de Thapsus; de Caton, Dolabella enfermé dans Loadicée; de Cassius croyant à la défaite de Philippi et de son ami Junius Brutus, d'après un engagement mutuel; d'Antoine à la mort de Cléopâtre. L'Empire va redoubler démesurément le nombre des suicides; on se tue par ennui de la vie, rassasié de tous les plaisirs et avec des raffinements inouïs; *Quo Vadis*, le livre de Sienkiewicz, a rendu célèbre la fin de Pétrone, qui s'ouvre les veines en véritable épicurien. La disette pousse les gens du peuple à se précipiter dans le Tibre, du haut du pont Fabricius; on se tue surtout pour éviter les proscriptions des empereurs, les condamnations et leurs conséquences pécuniaires dont la principale était la confiscation; la dévolution du bien au fisc supposait une condamnation irrévocable, si l'accusé décédait avant le jugement, ses biens restaient à ses héritiers, d'où l'accusé avait tout intérêt à se suicider et à prévenir ainsi la confiscation, ses donations à cause de mort gardaient aussi toute leur valeur. Le suicide devient alors une véritable épidémie chez les grandes familles romaines principalement décimées par les proscriptions des empereurs. Que devenait alors la vieille législation romaine? Les anciennes pénalités ont

disparu et la plupart des motifs de suicide sont considérés comme légitimes. « Du temps de la République, dit Montesquieu, il n'y avait point de loi à Rome qui punissait ceux qui se tuaient eux-mêmes, cette action est toujours prise en bonne part et l'on y voit jamais de punition contre ceux qui l'ont faite. Du temps des premiers empereurs, il n'y avait point de loi civile contre ceux qui se tuaient eux-mêmes. (2). Diverses lois vont absoudre et légitimer les diverses causes des suicides : « si quis autem toedio vitae, vel impatientia doloris, alicujus vel alio modo vitam finierit, successorem habere divus Antonius rescripsit ». (3). Le paragraphe 5 de cette loi ajoute comme cause du suicide le regret causé par la perte d'un être cher.

La loi 6 pg. 7 « de injusto rupto testamento » (4), décide que « testamenta valeant » même dans le cas d'ostentation » (jactatio). La loi 45 pg. 2 « de jure fisci » (5). cite encore la honte d'être débiteur insolvable. « Ejus bona qui sibi mortem conscivit et manus intulit... si id toedio vitae aut pudore aeris alieni vel valetudinis alicujus impatientia admisit, on inquietabuntur sed suae successioni reliquantur ». Le suicide commis en état de folie furieuse ou même de simple démente est excusé aussi dans le code par la première loi (6). Tout ceci n'exclut pas d'ailleurs d'autres motifs, comme la pudeur (vel alio modo aut aliquo casu) et l'homicide de soi-même n'encourt donc aucun châtement (non inquietabitur). Le législateur cependant va établir une répression dans un but purement utilitaire. Il va distinguer

(2) *Esprit des Loix*, liv. XXIX, ch. IX.

(3) *Digeste loi 3*; pg 4, de bonis eorum qui ante, XLVIII, 21

(4) XXVIII. 3.

(5) XLIX. 14.

(6) *De bonis mortem sibi consciscientium*, IX. 20.

le suicide légitime et illégitime et, parmi ces derniers, il rangera ceux qui avaient pour but de faire échapper leur auteur à l'infamie d'une condamnation. Les empereurs voyaient d'un mauvais œil leur échapper les biens des condamnés par le suicide de ceux-ci. « Les grandes familles de Rome étaient sans cesse exterminées par des jugements, et la coutume s'introduisit de prévenir la condamnation par une mort volontaire. » (7). Les biens de ces suicidés allaient donc à leurs héritiers, aussi le législateur décide que, en cas de suicide prévenant la condamnation, ils seraient dévolus au fisc. Le code dans sa loi première déclare (8) : « Eorum demum bona fisco vindicantur qui conscientia delati admissi que criminis metuque futuroe sententioe manus sibi intulerint ». Le suicide n'était pas puni pour lui-même, mais en tant seulement qu'il prévenait un châtement mérité. Il impliquait alors une présomption d'aveu du crime dont l'auteur se tuait par remords de conscience et pour éviter la peine ; on punit donc, ici, davantage le criminel que le suicidé et en résumé, à Rome, tous les suicides sont tolérés, seule la personnalité de la victime est retenue par la justice, c'est là un point capital dans l'étude du suicide romain.

Il en résulte donc que si cette fin volontaire découlait d'une autre cause, comme par exemple la folie ou tout autre motif reconnu légitime, il n'y avait aucune poursuite. Le doute profitait à l'accusé, si les preuves suffisantes relatives à son décès faisaient défaut ; l'honneur de la sépulture était alors accordé et les testaments exécutés.

Antonin le Pieux décida en outre que les héritiers du *de cuius* pourraient prouver l'innocence de leur auteur pour

(7) MONTESQUIEU, *op. cit.*, livre XXIX, ch. IX.

(8) *De bonis mortem sibi consciscientium*, IX. 50.

éviter la confiscation. Bien plus, cette peine pécuniaire ne s'appliquait que si le crime pour lequel on poursuivait devait lui-même entraîner la perte de tous les biens « si eo criminue nexus fuit, ut, si convinceretur bonis carat (pg. 3) de la loi); si celui qui s'était suicidé était accusé d'un vol minime p. ex, la confiscation ne s'applique pas, car en cas de condamnation, il en aurait été de même. » (pg. 2.)

En cas d'application de la loi, les biens du suicidé étaient donc dévolus au fisc et le testament ne produisait aucun effet. Les donations entre époux et à cause de mort n'étaient pas valables, et il y avait défense pour les parents de pleurer ou de porter le deuil (non solent lugeri). Parfois même, le cadavre du suicidé était condamné à la peine capitale, c'est ce qui fut fait pour Cneius Calpurnius Piso qui, poursuivi comme coupable de l'empoisonnement de Germanicus, se tua au cours du procès.

Les suicides sans cause rentraient plutôt dans la catégorie des suicides légitimes, mais cependant il est à remarquer qu'en cas de tentative de suicide, si l'individu avait attenté à ses jours sans aucun motif, il était déclaré punissable, car « qui ne s'est pas épargné, épargnera encore moins son prochain », dit le paragraphe 6 de la loi 3. La coutume grecque de demander l'autorisation au Sénat de se suicider semble s'être établie à Rome; il fallait poser les motifs de sa détermination.

Remarquons en tout ceci cette théorie de la cause que les Romains appliquent dans la question du suicide; les jurisconsultes attachent une grande importance aux mobiles qui ont guidé la victime et ils s'efforcent de distinguer les raisons profondes et déterminantes de son suicide.

HADRIEN édicta une législation spéciale sur le suicide des militaires. Si largement toléré chez les civils, celui-ci était interdit aux soldats romains. Le soldat est le défenseur de la cité, d'où il a l'obligation de servir; son suicide est donc assimilé à une désertion. Les guerres civiles et les débauches de l'Empire allaient précipiter les suicides dans l'armée. La répression fut rude et brutale. L'ignominie était prononcée contre lui dans tous les cas, seule une atténuation concernant le testament fut apportée: celui-ci était annulé et le fisc héritait si le soldat s'était suicidé par crainte ou lâcheté, après un délit commis par lui. S'il s'était donné la mort pour des causes reconnues légitimes par la loi romaine, ses dispositions testamentaires étaient reconnues valables.

En cas de simple tentative de suicide, la même distinction s'opérait; au premier cas, ses biens étaient confisqués et sa tête tranchée; au deuxième, un congé ignominieux était prononcé contre lui.

Les Romains ont donc toujours considéré le fait de se donner la mort devant l'ennemi comme un acte répréhensible entraînant dans tous les cas un déshonneur marqué.

L'esclave ne pouvait être frappé en cas de suicide, vu sa condition juridique. Incapable de posséder, il était considéré comme une chose, la confiscation ne pouvait pas jouer. Ulpien admet comme très naturel le suicide des esclaves : « *licet enim etiam servis naturaliter in suum corpus soevire.* » Mais en cas de simple tentative, il pouvait y avoir répression de la part du maître, celui-ci se payait sur le pécule de l'esclave pour se compenser du tort ainsi occasionné et des frais nécessités par les soins prodigués. Il pouvait même, lorsqu'il se trouvait dans le mois de l'acqui-

sition, résilier la vente et obtenir restitution du prix. Le maître n'hésitait pas aussi à lui infliger une correction salu-
taire en le faisant frapper de verges, et si celle-ci aboutis-
sait à la mort de l'esclave, le maître n'était pas inquiété.

CONCLUSION

Si donc l'on fait abstraction de ces quelques exceptions concernant les militaires et les individus en état d'accusa-
tion ou condamnés, on constate que la législation romaine ne réprimait pas le suicide, parce qu'elle était sous l'in-
fluence des doctrines du monde païen qui préconisaient la mort volontaire. Sénèque, fidèle adepte de la doctrine stoï-
cienne, enseigne dans ses lettres à Lucilius, que s'il est lâche de mourir par peur de souffrir, il n'est pas moins sot de vivre pour souffrir perpétuellement : « Le tout est de bien mourir, et bien mourir c'est éviter le danger de mal vivre. »

Cicéron fit dans ses *Tusculanes* (9), l'apologie de la mort volontaire: « Quand Dieu qui règne en nous fait naître un juste sujet de quitter la vie, le sage doit gagner volontiers le séjour de la lumière ». Dans le *De Officiis*, (10) il écrit qu'il y a des circonstances où certaines personnes, à raison de leur caractère, doivent se donner la mort.

Pline l'Ancien déclare dans son *Histoire naturelle* (11), que la mort « est le plus beau des privilèges accordés à l'homme au milieu des maux de la vie. » Martial, par contre, flétrit la sottise et la lâcheté de ceux qui se tuent.

Rebus in angustis facile est contemnere vitam.

Fortiter ille facit qui mise esse potest. (12).

(9) I. 30.

(10) Tome 31.

(11) Livre IV, ch. VII.

(12) MARTIAL, épigrammes XI. 56.

CHAPITRE III

LE SUICIDE ET LE DROIT CANONIQUE

Tout cela devait changer avec l'avènement du christianisme. « Il était temps qu'une doctrine plus austère à la fois et plus humaine vînt retenir la main violente de l'humanité tournée contre elle-même. Il était temps que le christianisme vînt arrêter cette insouciance de la mort et rendre à la vie toute sa signification, l'épreuve. » (1). Le droit païen partant de l'idée que les hommes sont issus de la terre, admettait qu'ils pouvaient y retourner à leur gré; le droit chrétien les considère comme des créatures de Dieu, façonnés à sa ressemblance et destinés à une vie future dans laquelle les êtres humains doivent être punis ou récompensés selon leurs œuvres; l'homme ne peut donc disposer de sa vie qui ne lui appartient pas et le suicide est une désobéissance à la loi divine, c'est une désertion; l'homme placé sur terre par Dieu ne peut que sur son ordre mourir et s'en aller. « Tu ne tueras point », tel est le précepte formel du Décalogue. Le suicide est un véritable homicide et celui-ci est un crime énorme: « Si quis per industriam occiderit proximum suum et per insidias ab altari meo evella eum ut moriatur. » (2).

(1) ALPY. Thèse, page 23.

(2) Exod. XXI. 14.

Il est défendu d'ôter la vie à qui que ce soit, même à soi-même. Chez les Hébreux, Moïse avait déjà assimilé le suicide au crime et l'avait condamné à des peines sévères. Le Nouveau Testament enseigne aux hommes à supporter la vie avec courage et patience.

Les Pères de l'Eglise ont commencé par hésiter dans cette condamnation absolue du suicide. Ils semblèrent le permettre en cas d'outrage à la vertu ou par excès de ferveur et de foi, tel le cas de la vierge Apolline qui, menacée d'être jetée dans un grand feu, si elle refusait de prononcer des paroles impies, demande quelque répit pour délibérer et profite de ce répit pour se jeter d'elle-même au milieu des flammes.

Saint-Augustin, le premier, devait le réprouver d'une façon formelle et affirmer ainsi la doctrine chrétienne. Dans son ouvrage, « La Cité de Dieu », il établit la généralité du principe et s'élève avec indignation contre la mort volontaire dans tous les cas : « Tu ne tueras point, ni un autre ni toi-même, car celui qui se tue n'est-il pas le meurtrier d'un homme » (3), et il le prouve, « car ce n'est pas sans raison que l'on ne saurait trouver nulle part dans les livres saints et canoniques que Dieu nous ait jamais commandé ou permis de nous tuer, non pas même pour parvenir à l'immoralité bienheureuse, ou pour nous délivrer ou nous garantir de quelque mal. Au contraire, nous devons croire qu'il nous l'a défendu quand il a dit : « Vous ne tuerez point », surtout n'ayant pas ajouté « votre prochain », ainsi qu'il le fait lorsqu'il défend le faux témoignage. » (4). Il déclare que la mort volontaire est indigne d'un chrétien et

(3) Ch. 20. L. 1.

(4) Chap. XX.

qu'il est beaucoup plus magnanime de supporter que de fuir les misères de la vie. Saint-Augustin conclut dans le chapitre XXVI : « Ce que nous disons, ce que nous soutenons, ce que nous approuvons en toutes manières, c'est que personne ne se doit faire mourir lui-même, ni pour se délivrer des misères temporelles de peur de tomber dans les feux éternels, ni pour les péchés d'autrui, de crainte que celui que le crime d'un autre ne souillait point ne commence à être souillé de son propre crime, ni pour ses péchés passés parce qu'au contraire on a besoin de vivre pour les effacer par la pénitence, ni pour jouir d'une vie meilleure parce qu'il n'y a pas de meilleure vie après la mort pour ceux qui sont coupables de leur mort. »

Les Conciles n'adoptent pas immédiatement les principes de ce Père de l'Eglise, mais vont s'en inspirer. Le Concile d'Arles, tenu en 452, traite de fureur diabolique la pensée qui porte l'homme au suicide (si quis diabolico repletus furore se percusserit). Cependant en 506, la Lex Romana, publiée par Alaric, admet que les accusés qui se donneraient la mort seraient punis plutôt en tant que suicidés que criminels. Du coup le droit romain se trouvait modifié.

Le Concile d'Orléans, en 533, interdit les oblations en faveur des accusés qui se suicidaient.

Ce sont les Conciles de Bragues, en 563, et d'Auxerre, en 578, qui vont abandonner les distinctions du droit romain et affirmer que tous les suicidés sont coupables. Ils défendent non seulement l'oblation, mais la commémoration ainsi que le chant des psaumes : « Placuit ut hi qui sibi-ipsis aut ferro aut veneno, aut proecipitio, aut suspendio vel quolibet modo violenter inferunt mortem, nulla de illis in

oblacione commemoratio fiat, ne que cum psalmis ad sepulturam eorum cadavera deducantur ». (5).

« Quicumque se propria voluntate in aquam jactaverit aut qualibet occasione voluntarioe se morti tradiderit istorum oblatio non recipiatur. » (6).

Désormais, la répression de l'homicide de soi-même était formelle, indiscutable et la législation canonique avait trouvé sa véritable expression, répression sévère parce qu'elle interdisait toute piété, tout souvenir, tout secours spirituel. On voit, par les récits de Grégoire, de Tours, que ceux qui se suicidaient étaient privés de la sépulture ecclésiastique. Il raconte que le comte Palladius s'étant tué, son corps fut porté au monastère de Cournon, et y fut enseveli, mais en dehors des sépultures chrétiennes et qu'on ne célébra pas de messe après sa mort.

La législation séculaire du temps était cependant encore muette sur la répression du suicide, et les cas de suicide sont encore nombreux, tel celui de Mérovée, qui se fait poignarder, lorsqu'il est pris par les soldats de son père Chilpéric. Pendant plusieurs siècles, le droit canon sera seul à appliquer cette discipline morale sur le peuple des Gaules. Les Pénitentiels des VIII^e et IX^e siècles, qui rappelaient les anciennes distinctions romaines et laissaient espérer l'indulgence de Dieu pour les malheureux qui s'étaient donnés la mort afin d'éviter les châtiments, furent condamnés dès 813 par les Conciles, et au IX^e siècle, le Concile de Troyes aggrave les pénalités, interdit toutes les cérémonies des funérailles ; le suicidé sera enterré sans chants, ni psaumes. Les Conciles continuent à flétrir le sui-

(5) Canon 16, Concile de Bragues.

(6) Canon 17, Concile d'Auxerre.

cide et le Concile de Nîmes, au XII^e siècle, qui l'assimilait à un crime, le prive de sépulture religieuse.

Saint-Thomas d'Aquin, dans sa *Somme théologique*, sera le continuateur de Saint-Augustin, et condamne le suicide encore plus sévèrement. Il montre qu'il est non seulement un manquement à la loi divine, mais aussi à la loi humaine qui doit le punir ; c'est un crime contre Dieu et contre la Société. Saint-Thomas aura une influence considérable sur la matière, et les pénalités en vigueur vont sembler insignifiantes.

Pour résumer la doctrine du droit canonique, le suicidé est assimilé au meurtrier d'autrui : « Est vere homicida et reus homicidii cum se interficiendo innocentem hominem interfecerit » (7). Canons et constitutions pontificales privent de la sépulture religieuse ceux qui se sont donnés la mort volontairement, car ils sont morts en état de péché. Leur âme est privée des prières de l'Eglise. « Placuit ut qui sibi ipsis voluntarie violentam inferunt mortem nullo prorsus pro illis in oblatione commemoratio fiat, ne que cum psalmis ad sepulturam eorum cadavera non deducantur », pourvu qu'ils aient eu la conscience de leur action : « Secus dicendum est de his qui per furorem vel insaniam sibi mortem consciverunt; hi enim qui nesciunt quid agant et satis furore puniantur culpa vacant. » (8).

Depuis le XII^e siècle, l'Eglise excuse les cas où les suicidés ont agi dans un état de folie ou d'aliénation mentale. En cas de folie constatée, les solennités des funérailles sont permises par l'Eglise.

La preuve du suicide doit toujours être formelle, et le suicide doit être volontaire « sponse voluntarie et deliberate. »

(7) Canon 12, Caus. 23, quest. 4.

(8) Canon : *si quis insaniens* 15, quest. 1.

CHAPITRE IV

LE SUICIDE ET LA LEGISLATION COUTUMIERE AU MOYEN AGE

Dès le XII^e siècle, la législation canonique s'affirme donc sévère et rigoureuse et exerce une grande influence sur la législation et la jurisprudence laïques de l'ancien droit. La législation subséquente va s'empreindre de cette sévérité. Déjà, l'influence s'était manifestée dans les capitulaires de Charlemagne. Celui-ci tente d'instituer une répression civile: « De eo qui semetipsum occidit aut laqueo se suspendit consideratum est ut si quis compatiens eleemosynam dare tribuat et orationes in psalmodis faciat. » (1). Il autorise les aumônes ou les prières pour les suicidés de la part de personnes compatissantes « parce que les jugements de Dieu sont impénétrables et que personne ne peut sonder la profondeur de ses desseins », mais il défend la cérémonie religieuse, « oblationibus tamen et missis ipsi careant; quia incomprehensibilia sunt judicia Dei et profunditatem consilii ejus ulmo potest investigare. » Le second capitulaire défend les honneurs de la sépulture « et que le chant des psaumes n'accompagne pas leur corps au lieu de leur

(1) Cap. L. 6 cap. 70.

sépulture » (2), la sépulture des suicidés est assimilée à celle des criminels.

Du v^e au xii^e siècle, le suicide va presque disparaître, mais, au xiii^e siècle, sous l'influence de l'hérésie albigeoise, il va réapparaître et de nombreux cas se produisent alors. « L'ennui s'empara des populations du moyen âge... et souvent les hommes, les moines et chevaliers éprouvèrent le besoin d'en finir avec l'existence. La manie du suicide, bornée d'abord à quelques exceptions, se ranima comme un souvenir des temps antiques et pénétra dans toutes les classes de la société », nous dit BOURQUELOT (3). Il indique surtout « une tristesse et un désespoir qui paraissent avoir affecté particulièrement l'âme des moines, sorte de maladie locale née à l'ombre des cloîtres, qui souvent cherchait son remède dans la mort ». L'Eglise s'efforça de remonter et de combattre le courant, appuyée dans certains cas par le bras séculier comme on le voit dans l'Inquisition née de l'hérésie albigeoise. De nombreuses coutumes s'inspirèrent alors de la doctrine chrétienne, mais certaines cependant subissent encore l'influence du Digeste.

La première peine pécuniaire va apparaître dans les Etablissements de Saint-Louis de l'année 1270 ; ils décident que la confiscation des meubles du suicidé devait être la conséquence de la mort volontaire. « Si il advenoit que aucuns hons se pendit, ou noyât ou s'occit en aucune manière, li meubles seaient au baron et aussi ceux de la fame » (4). On voit dans la *Somme rurale*, de BOUTILLIERS (5), que le suicide entraînait la confiscation des biens du défunt ; il

(2) Cap. VII. 442.

(3) Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, 14, p. 244.

(4) Chapitre 88.

(5) Livres I et II.

pose le principe de l'impunité du suicide commis sous l'empire de la folie. En cas de tentative, il y avait aussi confiscation, nous dit-il. « Si le coupable confesse sa faute et se repent, il ne mérite pas la peine capitale, mais il est à punir civilement. » Ainsi apparaissent les peines civiles depuis longtemps préconisées par la justice d'Eglise. La confiscation était la seule peine jusque-là usitée, le corps du suicidé étant laissé en paix. « Au point de vue féodal, cette pénalité apparaît comme fort juste, car nul n'avait le droit de priver son seigneur de ses services; par contre, la confiscation appliquée aux meubles de la femme s'explique moins; il faut y voir l'idée de la faute rejailissant sur toute la famille du suicidé » (6).

Les coutumes locales vont suivre le mouvement; mais, tandis que l'Eglise s'est toujours tenue dans de justes limites, sans user d'une trop grande sévérité, la répression pratiquée par la justice temporelle du moyen âge va s'exercer principalement sur le corps du suicidé, consacrant ainsi la responsabilité du cadavre et témoignant qu'il n'y a pas d'incompatibilité radicale entre la peine et l'état de non-vie du patient qui la supporte. Ces peines corporelles et barbares, qui s'adressent à un corps inerte et sans vie, nous font frémir aujourd'hui et sont jugées par beaucoup comme odieuses et révoltantes. Il est à remarquer que ces coutumes diffèrent suivant les régions et sont plus rigoureuses au Nord qu'au Midi, où l'influence du droit romain se fait encore sentir. Elles s'accordent pour priver les suicidés des honneurs de la sépulture, pour les inhumer hors de la terre sacrée, à côté des criminels. Mais, auparavant, elles font subir aux cadavres des supplices accessoires variés dans

(6) ALPY. *Thèse*, p. 32.

leurs formes. L'*Arbre des Batailles*, manuscrit cité par SAINTE-PALAYE (voir supplice), s'exprime ainsi: « Si un homme se tuait, il en serait puni plus que d'un autre crime, car l'âme en serait damnée en enfer, et en ce monde le corps au gibet, et les biens au seigneur confisqués ».

L'article 586 de l'ancienne coutume du duché de Bretagne décide que « si aucun se tue à son escient, il doit être pendu par les pieds et traîné comme meurtrier ». La nouvelle coutume de Bretagne de 1580 reproduit, en son article 631, les mêmes dispositions, « ceux qui se tuent à leur escient doivent être seulement pendus et les corps ne sont traînés que quand le diable se met en eulx et s'oscient à leur escient; article 631: « Si aucun se tue à son escient, il doit estre pendu par les pieds et traîné comme un meurtrier ». Il faut observer qu'on ne punit ici que ceux qui se tuent de sang-froid et avec un usage entier de la raison et par crainte du supplice; on ne prononce aucune peine contre ceux qui se tuent étant en démente ou même qui sont sujets à des égarements d'esprits (7). Le cadavre est condamné à être traîné sur une claie, la face contre terre, et ensuite à être pendu par les pieds et privé de la sépulture.

BEAUMANOIR, dans la coutume de Beauvoisis, assimile le suicide à l'empoisonnement commis sur autrui. « Quiconques est pris en cas de crime, dit le chapitre 30 des coutumes de Beauvoisis... il doit être traîné et pendu ». Or, des deux cas cités par cette coutume, « li second cas est d'estre homicide de lui mesme si comme de chelui qui se tue à essient ».

La coutume de Beaumont-en-Argonne voulait que le

(7) Ainsi jugé par arrêt du 18 mars 1550.

corps, traîné hors de sa demeure « le plus cruellement que se faire pourra pour montrer l'expérience aux autres, fût ensuite afourchiz ».

A Abbéville, on traînait le cadavre du suicidé par une ouverture pratiquée sous le seuil de la maison où la mort avait eu lieu. Il en était de même à Metz; quelquefois, on plaçait le corps des suicidés dans des tonneaux qu'on abandonnait ensuite au cours de la Moselle.

La coutume de Lille décidait (si le coupable était une femme) que le cadavre serait brûlé sur un bûcher.

La coutume de Loudun fait de même varier la peine avec le sexe du suicidé: « Le corps de celui qui se fait mourir à son escient doit être traîné et pendu s'il est homme, et la femme doit être enfouie, déclaration premièrement faite qu'il s'est fait mourir à son escient » (8).

Les coutumes d'Anjou et du Maine de 1411 déclarent que « le comte et le baron ont la connaissance des troys grands cas, comme des ravissement, meurtre et occis » et que « meurtre est celui qui occist d'aguet apensé, ou qui est homicide de soy-meisme » (9). L'article 77 poursuit: « Les délinquans de tels meffais, si c'est homme, il doit estre traîné et pendu; si c'est femme, elle doit estre arse ». Les nouvelles rédactions reproduisent les mêmes termes (1463-437). La distinction des suicides conscients et inconscients est presque toujours envisagée? S'il y a aliénation mentale, on n'inflige pas de peine et on admet l'irresponsabilité. Ainsi, le droit du Hainaut applique le supplice de la pendaison si la responsabilité est établie; au cas contraire, aucune peine n'est infligée. Cependant, en cas de

(8) Titre XXXIX, article 8.

(9) Article 76.

tentative de suicide, l'aliéné était confié aux siens avec mission de le surveiller, sous menaces de sanctions sévères.

Les mêmes principes inspirent la législation de l'ancien droit de Brabant; le cadavre du suicidé y était traîné sur une claie et ses biens confisqués. Toutefois, aucun de ceux qui se tuaient n'étaient censé avoir agi de sang-froid et, avant de le punir, l'officier criminel avait mission de prouver le suicide contre les héritiers naturels du mort. Dans le cas de graves présomptions pesant sur le défunt, ou en cas de suicide notorié, l'officier criminel prenait les devants, sauf le droit d'opposition des héritiers. C'était à ceux-ci qu'incombait alors l'obligation de prouver que la confiscation ne devait pas être prononcée, soit que le défunt eût péri par accident, soit qu'il se fût donné la mort dans un moment de folie.

Les coutumes, indépendamment de ces peines morales ou corporelles, prenaient donc généralement à l'égard des suicides une mesure d'un caractère pécuniaire: la confiscation, instituée par les Etablissements de Saint-Louis et venant du droit romain. Comme le disait LOYSEL, « l'homme qui se met à mort par désespoir confisque envers son seigneur (537) », qui confisque le corps, confisque les biens 539 (10). « L'homme, dit-il, est justiciable de corps et de châtel, où il couchait et levait. C'est son seigneur qui revendique et le corps et les biens, les meubles suivent le corps. » En l'année 1566, l'ancien droit fut changé par Charles IX qui ordonna, par l'article 35 de l'ordonnance de Moulins, que les crimes seraient punis où ils auraient été commis. Il y eut des divergences plus ou moins grandes et

(10) Institutes coutumières d'Antoine LOYSEL, Livre VI, titre II, règles 537 et 539.

le principe de la confiscation fut modifié par les diverses coutumes qui appliquèrent cette peine plus ou moins différemment.

Les coutumes les plus nombreuses appliquaient la règle formulée par LOYSEL, sans faire de distinction; ce sont les coutumes de Paris, Meaux, Sens, Troyes, Nantes, Tours et Poitou. A Montreuil-sur-Mer, le corps doit être condamné à être mis au gibet ou à la fource (11). L'article ajoute: « L'homicide deluy ou d'autrui confisque envers le Seigneur qui doit avoir la justice dudit corps, son dit corps et tous ses biens meubles, et tout ce qui tient condicio de meubles, et ses héritages, envers les haulx justiciers desquelz ils sont tenus. »

Les coutumes de Beauvoisis décident (12) que « chelui qui se tue à essient, meffet tout le sien quanque il a vailant, et vient le forfaiture au seigneur dessous qui li siens est trouvés et en a chascun Sires che qui en est trouvés en sa Seigneurie ».

« Se aucun se occit et tue par desespérance, dit l'article 376, des anciennes coutumes de Bourgogne, le Sire en quel justice il est trouvé, en doit faire justice aussi comme s'il avait tué un autre, car il est homicide de lui-mesme. Tous ses biens sont confisque au seigneur, dessous qui ils sont. »

Les coutumes du Nivernais paraissent douter « si les biens de celuy qui s'est luy-même fait mourir sont confisquez ».

Plusieurs coutumes appliquent la confiscation aux meubles seulement. Il faut citer, en premier lieu, la coutume

(11) Article 130.

(12) Chapitre 30.

de Normandie, « les meubles de ceux qui se sont occis ou faits mourir d'eux-mêmes appartiennent au Roi privativement aux seigneurs, s'ils n'ont titre ou possession valable au contraire ». Nous notons ici une particularité remarquable que nous ne retrouvons dans aucune autre coutume: la veuve du suicidé jouit dans cette coutume d'un régime spécial et de faveur; l'usage de Normandie décide, en effet, qu'un tiers seulement du mobilier irait au seigneur, les deux autres tiers étant réservés à la veuve et aux orphelins.

Les différentes coutumes de Bretagne décident que les meubles sont aussi perdus pour les héritiers. De même dans le Poitou, Ponthieu et le Perche.

Les coutumes d'Anjou et du Maine ont les mêmes dispositions; elles ajoutent « quant aux héritages, il n'y a point de confiscation, mais les maisons doivent estre fondues ou descouvertes du costé du grans chemin, les prez ars, les vignes tranchées et estrepées, les boys tranchez à haulteur d'homme, et l'appelle ou ravaire; et convertira le seigneur du fief les fruiz d'une année des héritages du malfaiteur à son proffit avant ledit ravaire; les diz pays n'a confiscation ne forfaiture de terre en matière criminelle, sauf en deux cas, en crime de hérésie ou de lèse-majesté ».

Il y a enfin des coutumes qui n'admettent la confiscation en aucun cas, comme celles de Bourges et de Dun-le-Roy, « il ne perd point ses biens qui viennent à ses héritiers, comme dessus est dit ».

Les anciennes coutumes de Tours et Orléans « en cas de suicide on confisque le corps et non les biens ».

Les cas d'irresponsabilité jouaient encore ici dans les coutumes qui les avaient acceptés, comme nous l'avons vu dans la législation de l'ancien duché de Brabant. L'influen-

ce du droit romain se faisait à nouveau sentir et déjà quelques censeurs font, au sujet de cette confiscation, une distinction entre ceux qui se tuent pour éviter la honte d'un supplice et ceux que la perte de quelque procès ou quelque violent chagrin engage à se défaire d'eux-même, « parce que ces sortes de chagrins ne permettent pas le plus souvent que l'on soit maître de soi-même et dérangent entièrement l'esprit » (13). Une atténuation de la répression semblait se manifester et on semblait vouloir rétablir la vieille distinction portée par le droit romain entre ceux qui se tuent pour éviter la honte d'un supplice et ceux qui se tuent pour toute autre cause. Les premiers seuls étaient punis.

Telle est la disposition de la coutume de Normandie (14) qui porte « que les meubles de ceux qui se sont occis eux-mêmes appartiennent au Roi, mais que néanmoins si, par force de maladie, frénésie ou autre accident, ils étaient cause de leur mort, leurs meubles demeureront aux héritiers aussi bien que leurs immeubles ».

C'est aussi le sentiment de COQUILLE, car il dit que si quelqu'un s'est fait mourir par ennui de vivre ou impatience de douleur, on doit pour l'exemple ordonner que corps sera pendu ou jeté à la voirie, mais que ses biens ne doivent point être confisqués. Cette distinction se retrouve principalement dans les coutumes et parlements du Midi, en particulier ceux de Toulouse et de Provence. Les arrêts du parlement de Toulouse sont conformes à cette distinction: Un arrêt du 7 décembre 1637, rendu au sujet de la nommée Agelle, qui s'était fait mourir par un cha-

(13) JOUSSE. *Traité de la justice criminelle de France*, tome IV, pages 130 à 140.

(14) Ch. 9, art. 149.

grin violent, a jugé que ses biens n'étaient pas confisqués (15). BRETONNIER nous dit, en effet, qu'à Toulouse on suit la distinction posée par le droit romain.

Cette disposition allait se généraliser. Nous la trouvons dans la constitution de Charles V, de l'année 1551 (xiv^e siècle): « Si une personne accusée en justice de faits pour lesquels, en cas de conviction, elle serait punie en ses corps et biens, vient à se tuer elle-même dans la crainte du supplic, ses héritiers seront privés de la succession confisquée au profit du seigneur ». « Si elle s'est portée à cette extrémité par l'effet d'une maladie de corps, mélancolie, faiblesse d'esprit ou quelqu'autre infirmité véritable, ses héritiers succéderont à ses biens. » Dans le doute, on présume toujours que le suicidé l'a fait par folie ou chagrin, à moins qu'on ne prouve le contraire.

BACQUET fait observer que, quand on voit qu'une personne s'est tuée par nécessité, indigence ou pauvreté, on n'use pas contre elle avec rigueur de la peine, mais on ordonne seulement que son corps sera privé de sépulture en terre sainte (16).

Le Parlement de Paris suivit un moment la même distinction (17). « Mais, aujourd'hui, le Parlement ne reçoit que l'excuse de la folie ou de la maladie que les parents du mort ne manquent pas d'alléguer afin de sauver par ce moyen les biens du défunt et l'honneur de la famille », nous dit cependant JOUSSE.

(15) JOUSSE, op. cit.

(16) BACQUET. *Traité des droits de la justice*, ch. VII, N^o 17.

(17) Arrêt du 13 février 1588.

CHAPITRE V

DU XVI^e SIECLE A LA REVOLUTION LA LEGISLATION ROYALE

Le xvi^e siècle, par l'orientation spéciale de son esprit, comme aussi par le renouveau des sciences et des lettres, devait bouleverser les esprits et les mœurs. « Les idées d'indépendance et de liberté s'affirmaient déjà avec assez de force pour modifier la vieille conception que l'individu se faisait de lui-même. De là, à admettre la libre disposition de soi-même et à poser la légitimité du suicide, il n'y avait qu'un pas, et il fut bientôt franchi », nous dit COQUELIN DE LISLE (1).

L'affaiblissement de la répression devait tout naturellement provoquer une recrudescence de suicides, qui apparaît dès les xiv^e et xv^e siècles. La renaissance du droit romain y contribue largement, ainsi que l'influence de la littérature. « La savoir mourir nous affranchit de toute subjection et contrainte », affirme MONTAIGNE (2). Pierre AYRAULT, lieutenant criminel au siège présidial d'Angers, examine en philosophe « s'il n'est point ridicule et inepte, voire barbare, de batailler contre des ombres, c'est-à-dire

(1) Thèse, page 39.

(2) *Essai*, t. I, ch. 39.

citer et appeler en jugement ce qui ne peut à la vérité ne comparoir ni se défendre ». La sévérité de la répression est blâmée et certains arrêts sont empreints de quelque pitié et de quelque indulgence, surtout en ce qui concerne la confiscation; tel cet arrêt du Parlement de Paris rendu le 16 mars 1630, qui confisque les biens d'un particulier âgé de 74 ans, lequel s'était étranglé de désespoir de n'avoir pu consommer son mariage avec une fille de 20 ans. Il adjuge néanmoins à la veuve de cet homme, laquelle s'était remariée quinze jours après son décès, une somme de 1.500 livres pour le douaire et les autres avantages à elle faits par son contrat de mariage et 1.000 livres, tant aux héritiers présomptifs du défunt qu'aux pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais, par forme d'œuvre pie » (3). (Or, le Parlement de Paris était sévère pour la confiscation.) Des tendances nouvelles apparaissent donc, mais le droit canonique avait encore trop d'influence pour être vaincu et, au XVII^e siècle, une réaction se produisit avec l'ordonnance criminelle de 1670, de Louis XIV.

ORDONNANCE DE 1670

Le titre 22 de l'ordonnance édicte les règles de fond et de forme dans la poursuite faite aux suicidés. Toute la procédure y est minutieusement organisée et les peines appliquées retrouvent toute leur ancienne sévérité. L'ordonnance, qui a force de loi dans tout le royaume, abolit les coutumes du Midi qui suivaient encore le droit romain. Désormais, tous les territoires du royaume doivent suivre les prescriptions de l'ordonnance de 1670. C'est la consécra-

(3) *Journal des Audiences*, tome I liv. 2 ch. 69.

tion définitive de l'abolition du droit romain et le retour aux vieilles et rigoureuses pénalités des siècles passés.

L'ordonnance établit comme maxime générale que l'on peut faire un procès criminel au cadavre ou à la mémoire du défunt pour cinq espèces de cas : crime de lèse-majesté divine ou humaine, duel, homicide de soi-même, rébellion à justice à force ouverte lors de laquelle le coupable est tué.

Le suicide, pour qu'il puisse donner lieu au procès dont il s'agit, doit être l'effet d'une mort volontaire déterminée ; aucune maladie violente n'est venue altérer l'esprit de l'individu, ni sa mort n'est due à quelque accident impérieux. Il faut donc rechercher si ce suicide n'est pas le résultat de la démence, auquel cas il est excusé. Le procès au défunt ne doit avoir trait qu'au suicide et non aux autres délits dont le défunt pourrait être prévenu, « parce qu'il est de maxime que la mort acquitte les dettes des vivants envers la société » (4), à moins qu'il ne s'agisse de ces crimes dont parle l'ordonnance. Il est, croyons-nous, d'un grand intérêt à suivre dans ses détails la procédure engagée dans ce procès.

« Lorsqu'un homme est trouvé mort ou blessé, le juge doit se transporter sur les lieux et dresser procès-verbal de l'état auquel seront trouvées les personnes blessées ou les corps morts, du lieu du délit, et de tout ce qui peut servir pour la décharge ou conviction » (5). La déclaration du 5 septembre 1712 complète ces prescriptions. « Tous ceux qui auront connaissance des dits cadavres seront tenus d'en donner avis aussitôt. Aux juges et commissaires,

(4) MERLIN. *Répertoire de Jurisprudence*, 1815. Voir *Cadavre*.

(5) Article I du titre IV.

nous enjoignons de se transporter diligemment sur le lieu et de dresser procès-verbal de l'état du corps, de lui appliquer le sel sur le front et le faire visiter par le chirurgien, d'informer et entendre ceux qui sont en état de déposer de la cause de la mort, du lieu, des vie et mœurs du défunt... Faisons défense de faire inhumer lesdits cadavres avant que l'inhumation soit ordonnée par le juge » ; il y a même des exemples de suicidés qui ont été déterminés. Une déclaration du Roi du 9 avril 1736 vint défendre aux ecclésiastiques de faire inhumer, sans la permission du juge, les corps de ceux qui auraient été trouvés morts en des circonstances faisant présumer une mort violente.

Le juge doit s'informer de l'état de l'esprit ou de la raison du suicidé et de la cause pour laquelle il s'est tué. Tout ceci, nous dit JOUSSE, pour créer un curateur au défunt parce que s'il est reconnu qu'il n'y a point de crime et que le défunt s'est tué par folie, il est inutile de nommer un curateur et de faire une plus ample procédure. Cette enquête est indispensable. A défaut de témoins, on a recours aux indices et présomptions pour juger si la personne s'est tuée elle-même, par exemple si le suicidé tient un poignard ou pistolet à la main et est blessé dans le corps, si on le trouve appuyé sur son épée la pointe en haut, on pendu à une corde dans sa chambre les mains libres, une chaise à côté de lui, ou précipité dans son puits, etc...

La justice s'abstient donc de punir ceux qui n'avaient point l'usage entier de leur raison. Il faut donc prouver, pour qu'il puisse donner lieu au procès, que le suicide est l'effet d'une volonté déterminée: aucune maladie violente capable d'altérer l'esprit de l'individu ou aucun accident

antérieur n'a causé cette mort. Il y a communication à la Partie publique. La preuve de la démence rapportée, on met hors de cour sur l'accusation et on ordonne que le cadavre soit enterré en terrain sainte (6). Sa mémoire est intacte et ses biens ne sont pas confisqués.

Lorsque le suicide volontaire est établi, on conserve le cadavre pour lui faire supporter en quelque sorte la peine due à un si grand crime. Le cadavre attendait donc son jugement dans la cour de la géôle ou de ses dépendances. Le cadavre n'est pas absolument nécessaire, mais ici les peines ne se prononcent et ne s'exécutent sur lui que pour l'exemple et afin de détourner de commettre de pareils crimes par l'horreur du spectacle: « Male tractando mortuos terremus viventes ». On peut épouvanter les vivants, mais lorsque quelque raison (infection du cadavre) empêche de le garder durant tout le procès, la loi n'assujettit pas ici à cette conservation; si le cadavre ne peut être conservé, le juge peut ordonner qu'il sera inhumé. C'est ce que la cour a fait, sur la requête de M. le Procureur général, par arrêt rendu le 2 décembre 1737, à l'occasion du conflit qui s'est élevé entre le baillage et le prévôt d'Orléans, sur question de savoir lequel de ces deux tribunaux instruirait le procès au cadavre et à la mémoire de Louis Martin, qui s'était pendu dans son cachot avec une corde faite de la paille de son lit. La cadavre non inhumé était en dépôt dans une des tours de la ville; à cause de l'infection qu'il causait dans la prison, on ne pouvait plus le garder.

L'article 11 de l'ordonnance décide que le « juge nommera d'office un curateur au cadavre du défunt, s'il est en-

(6) Arrêt du 13 février 1567 du Parlement de Dijon.

core extant, sinon à sa mémoire, et sera préféré le parent du défunt, s'il s'en offre quelqu'un, pour en faire fonction ». Le nom du curateur sera compris dans toute la procédure, mais la condamnation sera rendue contre le cadavre ou la mémoire seulement. Le curateur saura lire et écrire, fera le serment et le procès sera instruit contre lui dans la forme ordinaire; sera néanmoins debout et non sur la sellette lors du dernier interrogatoire ».

Le défunt sera donc défendu par un membre de sa famille, qui a tout intérêt à ne pas perdre le procès pour ne pas se voir appliquer les conséquences judiciaires de la condamnation portant confiscation des biens. « Il pourra rejeter appel de la sentence rendue contre le cadavre ou la mémoire du défunt. Il pourra même y être obligé par quelqu'un des parents, lequel, en ce cas, sera tenu d'avancer les frais » (7).

La justice rendait alors son jugement prononçant des peines qui frappaient le corps et les biens du désespéré. Le corps du coupable devait être traîné sur une claie, la face tournée contre terre, puis pendu par les pieds et jeté à la voirie ou enterré sous la potence. Ces peines ont été prononcées contre un magistrat de province par sentence du Châtelet du 8 janvier 1729, confirmée par arrêt rendu le même jour. Comme il n'était pas mort sur le champ, il reçut l'extrême-onction.

Si le cadavre n'était plus extant, « la mémoire du coupable était flétrie par une condamnation ». La condamnation du cadavre emportait d'ailleurs condamnation à la mémoire. Le procès à la mémoire se distingue à peine du procès au cadavre; le premier remplace le second quand

(7) Article 4.

le cadavre n'est plus extant, c'est-à-dire quand il est perdu ou corrompu. Depuis 1770, le suicide ne donnait plus ouverture qu'au procès contre la mémoire. Les juges devaient, après les premières informations, ordonner l'inhumation du cadavre en terre profane, sans pouvoir la retarder sous quelque prétexte que ce fût. Ainsi, la condamnation à la mémoire est un phénomène de transition qui vient à la fois de la sanction infligée au cadavre puisqu'elle est posthume et de la peine ordinaire puisqu'elle s'applique en somme à ce qui survit du criminel dans le souvenir des vivants.

Si les coupables étaient nobles, on les dégradait de noblesse eux et leurs descendants, leurs armoiries étaient brisées, leurs bois coupés et leur nom supprimé à jamais (8).

Le juge prononce en même temps la confiscation des biens. Les biens des suicidés appartenaient au seigneur haut-justicier ou au roi. Sous l'influence de l'ordonnance de 1670, la confiscation fut étendue à tous les cas de suicide. Les efforts de la royauté tendirent de plus en plus à accaparer le monopole de la juridiction des homicides de soi-même, vu l'avantage pécuniaire de la confiscation. Le seigneur ou le roi peuvent disposer des biens confisqués en faveur de qui bon leur semble. Le roi en faisait quelquefois don aux courtisans et même aux dames de la cour. On lit dans le journal de Dangeau, à la date du 6 août 1689, « le roi a fait don à M^{me} la Princesse d'Harcourt d'un homme qui s'est tué lui-même et dont elle espère tirer beaucoup, on dit qu'il a plus de vingt mille livres de rente ».

La tentative de suicide, dit MUYART DE VOUGLANS, était

(8) MUYART DE VOUGLANS, pages 183-5 et JOUSSE, *Matières Criminelles*, t. 4. p. 131.

considérée et punie comme l'homicide volontaire « puni-
tur tamen perinde ac si delictum consumasset. » (9). De
même, JOUSSE nous dit qu'il n'est pas nécessaire que le cri-
me ait été consommé et suivi de mort pour être punissable,
car celui qui attente à ses jours mérite la mort. Quelques-
uns, néanmoins, prétendent qu'on ne doit pas imposer la
peine de mort, mais une autre moindre, à l'arbitrage du
juge.

(9) Matières criminelles.

CHAPITRE VI

LE XVIII^e SIECLE ET LA REVOLUTION

La législation de l'ancien droit a donc flétri les homicides et institué ces procès aux cadavres qui nous stupéfient aujourd'hui. C'est notre ancien droit français qui fournit l'exemple le plus instructif de la responsabilité des cadavres, acceptant pleinement le principe de ces peines et en réglant minutieusement l'administration. « Tout crime est éteint par la mort du coupable », il apporta des dérogations à cette maxime pour quelques-uns des crimes considérés comme les plus graves, non pour châtier les morts, mais surtout pour épouvanter les vivants, recherchant ainsi plus l'exemple que la punition.

Au XVIII^e siècle cependant, des assauts vont être livrés contre cette loi, surtout par les écrivains et les philosophes. On voit MONTAIGNE poser en principe que, « au pis-aller, la mort peut mettre fin quand il nous plaira et couper broche à tous autres inconvénients » dans ses *Essais*. MONTESQUIEU fait l'apologie du suicide dans ses *Lettres persanes* (1). « Il me paraît, Ibben, que ces lois sont bien injustes. Quand je suis accablé de douleur, de misère, de peine, pourquoi veut-on m'empêcher de mettre fin à mes

(1) USBECK à IB BEN, lettre LXXVI.

peines et me priver cruellement d'un remède qui est entre mes mains. Pourquoi veut-on que je travaille pour une société dont je consens à n'être plus. » Cependant, dans son *Esprit des Lois*, il déclare: « Il est clair que les lois civiles de quelques pays ont des raisons pour flétrir l'homicide de soi-même, contraire à la loi naturelle et à la religion révélée » (2). J.-J. ROUSSEAU le flétrit énergiquement: « Il te sied bien d'oser parler de mourir, tandis que tu dois l'usage de la vie à tes semblables. Apprends qu'une mort telle que tu la médites est honteuse et fictive. C'est un vol fait au genre humain » (3). VOLTAIRE blâme ceux qui se tuent dans les temps modernes par excès de passion ou dégoût de leur existence, dans le *Dictionnaire philosophique*. Mais dans son roman *l'Ingénu*, il critique ces « lieux communs, fastidieux, par lesquels on essaye de prouver qu'il n'est pas permis d'user de sa liberté pour cesser d'être, quand on est horriblement mal ».

M^{me} de STAEL se repent d'avoir loué le suicide dans son ouvrage sur *l'Influence des Passions*. « A quoi servirait-il de vivre, dit-elle, si ce n'était dans l'espoir de s'améliorer » (5).

LA RÉVOLUTION

La répression cependant continuait toujours à s'exercer sur les suicides. Mais vint la Révolution de 1789, avec sa doctrine de la liberté humaine impliquant le droit de chacun de disposer de sa vie. Elle mit fin à la rigueur de notre vieille législation, dont les pénalités soulèvent un sentiment de réprobation. Le décret du 21 janvier 1790 éta-

(2) Livre XIV, chap. X.

(3) *La Nouvelle Héloïse*, 3^e partie, lettre XII.

(4) Art. *Caton et suicide*.

(5) *Réflexions sur le suicide*.

blit « les délits et les crimes étant personnels, le supplice d'un coupable et les condamnations infamantes n'impriment aucune flétrissure à la famille. La confiscation ne pourra jamais être formulée en aucun cas ». Le Code pénal de septembre-octobre 1791 va passer sous silence l'acte de suicide et le Code pénal de 1810 ne l'a pas prévu non plus. Ce silence devait consacrer la non-répression du suicide et le dispenser de toute pénalité. Cependant, il est à remarquer qu'aucune disposition expresse n'abroge l'ordonnance de 1670. Le silence des Codes révolutionnaires est considéré comme volontaire, impliquant l'abolition des anciennes pénalités. Ainsi donc, le suicide doit être considéré comme non prohibé par la législation actuelle. D'ailleurs, l'article 2, paragraphe 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, porte « que l'action publique s'éteint par la mort du prévenu ». Celle-ci fait obstacle au châtiment et notre droit ne tolère pas d'exception à ce principe. Dès lors, le suicide est toujours resté impuni en France. Au cours du XIX^e siècle, on trouve cependant un dernier vestige de l'ancienne répression; le corps du suicidé était encore enterré dans un coin écarté du cimetière, qui était réservé aussi aux criminels suppliciés. Cette déchéance spéciale en matière de suicide, qui a duré presque tout le siècle dernier, fut amenée par le décret du 23 Prairial, An XII, qui assignait dans les cimetières une place spéciale à chaque culte; les suicidés furent alors enterrés à l'écart.

Ceci disparut avec la loi du 14 novembre 1881 qui sécularise les cimetières et la loi du 5 avril 1884 qui préconise l'inhumation sans distinction de culte ni de croyance, ou des circonstances qui ont accompagné la mort (6).

(6) Articles 93 et 97.

La jurisprudence a suivi, comme nous le voyons dans divers arrêts :

« Le maire qui s'oppose à l'inhumation dans la partie commune du cimetière du corps d'une personne qui s'est suicidée et n'autorise cette inhumation que dans la partie appelée par les habitants « le coin aux chiens », commet une faute donnant ouverture à une condamnation en dommages-intérêts sur l'action intentée par le père du défunt » (7).

(7) Cour de Rennes, 13 décembre 1904 - S : 1905-2-76.

DEUXIÈME PARTIE

Législations comparées

CHAPITRE PREMIER

LE SUICIDE

La plupart des codes actuellement en vigueur ne prévoient ni ne punissent le suicide. Le législateur n'a pas cru devoir retenir et châtier l'homicide de soi-même. Presque toutes les codifications des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, animées d'un esprit libéral, se sont accordées sur ce point; puis, d'autre part, la laïcisation du droit moderne a prétendu s'éloigner de plus en plus des principes canoniques. Mais c'est une erreur de croire cependant que le suicide consommé, ainsi que la tentative, sont toujours restés impunis et l'Europe même en offre de nombreux exemples du contraire (1).

Russie. — Le code pénal russe de 1866 est celui qui renferme sur le suicide les plus larges dispositions (art. 1472 à 1476). Il punit le suicide et sa tentative de peines civiles et religieuses. Le suicide est puni de l'annulation des dispositions de dernière volonté, ainsi que de la privation de funérailles chrétiennes; la tentative est punie d'une pénitence ecclésiastique et d'une amende religieuse fixée par l'autorité ecclésiastique. Ces sanctions n'étaient d'ailleurs pas appliquées à celui qui, au moment de son acte, était privé

(1) Les différents codes étrangers sont classés non par ordre alphabétique, mais d'après l'importance de leurs dispositions relatives à notre sujet.

de ses facultés ou ne se trouvait mû que par un sentiment de patriotisme ou de pudeur. Le code pénal russe du 22 mars 1903 n'a pas reproduit les dispositions des articles 1472 et suivants, ni le code soviétique de 1933.

Autriche et Italie. — Le code pénal autrichien de 1803, mis en vigueur en 1815 dans la Lombardie et la Vénétie, prit des mesures répressives contre le suicide. Il distinguait entre la tentative suspendue volontairement et celle qui n'avait manqué son effet que, contre la volonté de son auteur. Dans le premier cas, la loi infligeait au coupable un sérieux avertissement sur « l'énormité de son attentat qui offensait tous les devoirs »; dans le second cas, enfermé et étroitement surveillé, il devenait l'objet d'un traitement physique et moral propre à lui rendre l'usage de sa raison et à lui rappeler ses devoirs.

Le suicide était-il consommé? La justice saisie pouvait déclarer que le cadavre serait enterré hors du cimetière. Tous les cas de suicide étaient alors examinés par une commission qui décidait si l'individu jouissait ou non de son libre arbitre, et la décision n'était prise qu'après avis du médecin et du curé de la localité.

Des dispositions analogues furent inscrites dans le *Code pénal Albertin* de 1839, régissant notamment les provinces du Piémont et de la Sardaigne, dont l'article 585 était ainsi conçu: « Quiconque se donne volontairement la mort est considéré par la loi comme un être vil et comme ayant encouru la privation des droits civils. Les dispositions de dernière volonté qu'il aurait faites seront en conséquence nulles et de nul effet; il sera, en outre, privé de tous les honneurs de la sépulture. Si celui qui s'est rendu coupable

ble de tentative de suicide n'a été arrêté dans l'exécution du crime que par des circonstances indépendantes de sa volonté, et non par un repentir spontané, on le conduira dans un lieu sûr, où il sera gardé et soumis à une surveillance rigoureuse, pendant un an au moins et trois ans au plus ».

Aujourd'hui, le *Code autrichien de 1853*, qui a abrogé celui de 1803, ne mentionne plus de répression contre celui qui se donne la mort. Il en est de même de l'ancien code pénal italien de 1889 applicable à toute l'Italie. Les anciennes prescriptions canoniques restent seules maintenues. En Autriche, la police a mission de faire inhumer hors des cimetières les cadavres des suicidés. Le nouveau code pénal italien de 1930 est muet sur ce point aussi.

Suède. — En Suède, le code de 1734 défendait le suicide. Si l'on prouvait que son auteur, au moment de l'acte, se trouvait atteint de folie, son corps devait être emporté et enterré dans la forêt par le bourreau. Si l'individu n'avait pas réussi à se tuer, il était passible des grandes et des petites verges ou encore de l'emprisonnement au pain et à l'eau. Mais depuis, sous l'empire du code actuel de 1864, la Suède ne réprime plus le suicide.

Allemagne : Le droit germanique avait condamné autrefois le suicide, suivant les principes de l'Eglise, les funérailles des suicidés, tantôt ignominieuses, tantôt silencieuses, se faisaient sans le concours du clergé et sans pompes. En Saxe, notamment, le corps du suicidé était abandonné aux dissections anatomiques et il devait être enterré en Prusse sur le lieu d'exécution des malfaiteurs. Diverses peines, telles que le bannissement ou l'emprisonnement,

frappaient en outre la simple tentative de suicide. Le nouveau code de l'Empire de 1871 a aboli ces peines ou du moins ne les a pas reproduites. Cependant la loi ecclésiastique du 3 juin 1897, a réglementé pour le Brunswick les obsèques des suicidés. Elle y proscriit en principe l'intervention de l'autorité ecclésiastique et les autres cérémonies religieuses usitées aux enterrements, telles que: sonneries, escortes et chants (art. 1^{er}). Il en sera différemment si le suicide est dû à un état d'inconscience ou de trouble d'esprit, ou si un repentir sincère a été manifesté avant la mort (art. 2). L'inscription tumulaire, dit l'art. 5 de cette loi, doit se borner à une simple indication de l'état civil de la personne suicidée. Tout mode infamant d'inhumation est interdit. (2).

Japon : Le code japonais de 1886 punit de 6 mois à 3 ans de prison tout suicide, spécialement l'hara-kiri qui est le mode le plus employé.

La Bolivie: (art. 519 et 520), qui réprimait la tentative de suicide, prescrit dans son code pénal que l'auteur en sera maintenu de 1 mois à 1 an dans un hôpital, sous la surveillance d'un médecin ; le détenu qui tente de se suicider, est maintenu de la même façon dans l'établissement pénitentiaire.

Une répression analogue fut instituée au Pérou par le code de 1836, nous apprend CARRARA. (3).

Ainsi donc, nous ne rencontrons plus aujourd'hui que deux législations s'intéressant au suicide. Ce sont : la législation pénale anglaise et la loi de l'Etat de New-York.

(2) Voir l'ann. de législ. étrang. 1897, p. 296.

(3) *Programma del Corso di Diritto criminale*, t. I, p. 189, note 2.

Angleterre : « La loi d'Angleterre, nous dit BLACKSTONE (4), considère une telle action sous un point de vue sage et religieux. Elle juge que nul n'a le droit d'attenter à sa vie, que Dieu seul qui en est l'auteur doit en disposer. Et, comme le suicidé est coupable d'une double offense, l'une spirituelle, en usurpant la prérogative du Tout-Puissant, et se jetant en sa présence immédiatement sans être appelé ; l'autre temporelle, commise envers le Roi qui a intérêt à la conservation de tous ses sujets; la loi, en conséquence, a rangé ce crime parmi les crimes les plus graves. Elle en a fait une espèce particulière de félonie; une félonie commise contre soi-même. » La loi anglaise punit donc le suicide depuis longtemps; le coupable est flétri dans son honneur et sa fortune. « Il est felo de se », dit encore GLASSON (5). Mais, comme il est mort, les lois humaines ne peuvent frapper que sur ce qu'il laisse après lui, son honneur et sa fortune. Il est flétri dans son honneur par la sépulture ignominieuse donnée sur le grand chemin au cadavre traversé d'un pieu et enfoui sur une route publique pour mieux marquer la honte résultant pour lui d'être foulé aux pieds par tous les passants. Quant à sa fortune, tous ses chattels sont confisqués au profit du roi; on a pensé que la crainte du déshonneur ou l'intérêt d'une famille chérie, empêcherait de se livrer à l'action désespérée du suicide. BLACKSTONE nous fait observer qu'ici on fait entrer en considération le moment où a été commis l'acte qui a causé la mort, par exemple si le mari et sa femme possèdent conjointement une terre, la possession de celle-ci ne revient pas à la femme si le mari se suicide, mais au roi, car la

(4) *Commentaires sur les lois anglaises*, t. V, pages 526 et suiv.

(5) *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. 5, p. 614.

jouissance passe au roi dont le titre précède alors le droit de la femme, à cause de la confiscation. Une décision spéciale du gouvernement pouvait cependant prononcer remise de la peine de la confiscation en faveur des héritiers.

Le suicide était toujours présumé volontaire, mais la preuve contraire était réservée, et c'est un coroner assisté de son jury qui se prononçait sur l'irresponsabilité. Les jurés de la couronne poussaient trop loin cette excuse, déclarant presque toujours la démence de celui qui attentait à sa vie. BLACKTONE se plaint de ce que les jurés admettent trop facilement l'excuse tirée de l'état de folie, et il pense qu'il serait sage de ne pas faire de distinctions relatives à l'état de folie ou de raison dans les cas de suicide et d'ordonner que le coroner serait tenu de livrer le corps aux chirurgiens pour l'anatomie. Rien n'est plus propre à détourner de cette idée de suicide, dit-il, que la crainte d'être disséqué par le scalpel du chirurgien et d'être exposé à la vue des assistants, surtout parmi les personnes du sexe qui offrent fréquemment l'exemple du suicide commis ou tenté.

La législation devint plus humaine ; la confiscation fut supprimée en 1873, puis le transport du corps du suicidé au cimetière fut admis, mais seulement entre neuf heures et minuit, et dans un délai de vingt-quatre heures après la clôture de l'enquête du coroner ; enfin, une loi du 3 juillet 1882, ne laisse subsister que l'interdiction des cérémonies du rite anglican aux obsèques des suicidés.

La législation anglaise punit aussi la tentative de suicide comme délit spécial. Tout individu pris sur le fait d'attenter à ses jours est conduit en prison et traduit devant le magistrat et retenu, à moins que deux personnes ne consentent

à signer un acte appelé bond ou security, dans lequel elles se reconnaissent responsables de sa vie; c'est à cette condition que la liberté lui est rendue. Ces personnes doivent désormais veiller sur le désespéré. Elle devront payer l'amende fixée dans l'acte qu'elles ont signé, s'il leur échappe et attende encore à ses jours. Celui qui n'a trouvé personne comme garant est condamné à rester plus ou moins longtemps en prison.

Selon VIDAL (6), en Angleterre, le suicide est puni encore aujourd'hui, en cas de mort du suicidé, de la privation de sépulture avec le rite chrétien.

La tentative de suicide non suivie de mort est considérée comme un homicide ordinaire. Du reste, les poursuites pour tentative de suicide sont rares; ainsi, sur une moyenne annuelle de plus de 2000 suicides pour l'Angleterre et le Pays de Galles, une des dernières statistiques citée par M. FERRI, relève seulement 106 poursuites (76 hommes et 30 femmes), suivies de 22 acquittements et de 84 condamnations; des 84 condamnés, 34 furent condamnés à une amende ou mis en liberté sur caution, 30 à moins d'un mois de prison, 13 de 1 à 3 mois, et 7 de 3 à 6 mois.

En Irlande, il y a eu, en 1890, 28 poursuites (22 hommes et 6 femmes) dont 11 suivies d'acquittement.

Le code pénal indien, dans son article 184 du projet de 1879, frappait la tentative de suicide d'une peine de prison avec travail forcé (hard labour) de deux ans au maximum. Le projet de 1880, article 515, ne prononçait qu'une peine de prison d'un an au maximum, avec ou sans travail forcé.

Le code pénal du Soudan anglais, article 238, reproduit les mêmes dispositions, en y ajoutant parfois une amende.

(6) *Cours de droit criminel*, 1928, pages 354 et s.

Loi de l'Etat de New-York. — L'Etat de New-York prévoit le suicide dans les paragraphes suivants, du code pénal de 1881 :

Pgf. 172. — « Le suicide est l'anéantissement volontaire de sa propre personne. »

Pgf. 173. — « Quoique le suicide soit considéré comme un mal grave et public, cependant à raison de l'impossibilité d'en frapper utilement l'auteur, il n'est en aucune façon puni. »

Pgf. 174. — « Celui qui, dans l'intention de s'enlever la vie, se donne un coup ou accomplit sur sa personne un acte de nature à donner la mort, sera coupable de tentative de suicide et accusé comme tel, d'homicide. »

Pgf. 178. — « Celui qui se rend coupable d'une tentative de suicide est puni de la réclusion dans une prison d'Etat jusqu'à 2 ans et d'une amende jusqu'à 1.000 dollars, ou de l'une ou l'autre de ces deux peines. »

La législation de l'Etat de New-York, dans ses articles 172 et 173, a marqué dans son code une réprobation très nette pour le suicide, mais s'inclinant seulement devant l'impossibilité de châtier un corps dans vie, elle a pensé qu'un châtiment s'imposait dès l'instant où le sujet était encore responsable et susceptible de s'améliorer. La tentative de suicide est donc punie et on en donne ce singulier motif: l'individu qui pense à se suicider dérange un policeman, fait venir une ambulance, cause des frais à l'hôpital où on le soigne.

Nous constatons que les dispositions du code américain sont particulièrement sévères. Le législateur américain a cru devoir châtier le maladroit ou le faible qui n'aura pas réussi dans l'exécution de son projet. Son horreur du sui-

cide le fait agir avec brutalité dès que l'utilité de la peine lui paraît réelle. Il n'hésite pas à réprimer ce geste de désespoir, puisque l'individu est encore responsable et que le châtement peut offrir tous les caractères d'une bonne répression.

Si, comme on vient de le voir, le suicide n'est guère puni en Europe, par contre son auxiliaire encourt, dans beaucoup de pays, des peines établies par la loi. Les législations qui incriminent les faits de participations au suicide sont nombreuses, et si quelques-unes répriment ces faits comme des homicides de droit commun, la très grande majorité les distinguent, au contraire, et en font un délit spécial, *sui generis*.

CHAPITRE II

LA COMPLICITÉ

Angleterre. — Le Code anglais, conséquent avec lui-même, frappe la complicité. Celui qui aide au suicide est considéré comme complice de meurtre (murder). Autrefois, cela ne se pouvait pas, car l'auteur principal, le felo de se mort, la poursuite s'éteignait et le complice restait impuni. La loi du 2 août 1861, relative aux crimes contre les personnes, a décidé au contraire que le complice pouvait être poursuivi pour murder, même si l'auteur principal était décédé. Toutefois, d'après le projet de STEPHEN et LEWIS, ces auteurs considèrent l'action du complice comme un « crime sui generis » et le punissent au maximum d'un emprisonnement avec travail forcé à perpétuité. (1). Il se manifeste, en effet, dans le droit anglo-américain, une tendance à créer une disposition spéciale.

Le code pénal soudanais, dans son article 234, punit de mort, de prison perpétuelle, ou de prison temporaire et amende, la complicité de suicide d'un enfant ou individu dément. Les projets postérieurs envisagent l'instigation et l'aide et les assimilent pour la répression; le projet Nord-

(1) GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre*, t. VI, p. 858.

Américain de 1901, dit, en effet, « celui qui pousse, encourage, aide ou assiste quelqu'un dans son suicide ».

L'ancien code pénal russe de 1866, qui frappait aussi le suicide, avait des dispositions sévères et très explicites. L'art. 392 dit, en effet, « quiconque détermine une autre personne à se tuer ou qui l'y aide en lui procurant les moyens ou de quelque autre façon, est puni des peines prononcées contre les complices d'un meurtre prémédité. » Ces peines sont mêmes aggravées lorsque la personne qui a pesé sur les décisions du suicidé, avait sur celui-ci une certaine influence à raison de la parenté existant entre eux ou de toute autre circonstance (tuteur). Privation de certains droits civils et de 8 à 16 mois dans une maison de correction.

Le code pénal russe de 1903, qui l'avait remplacé, a réglementé séparément et d'une façon moins compréhensible ces deux hypothèses :

Aux termes de l'article 462 « quiconque aura fourni des moyens de suicide sera puni, si un suicide s'en est suivi, de la détention dans une maison de correction ou dans une forteresse pour 3 ans au plus. »

« Quiconque, ajoute l'article 463, aura conseillé de se donner la mort à une personne n'ayant pas encore l'âge de 21 ans ou à une personne incapable de comprendre le sens ou la portée de ses actes ou de diriger ses actions, ou contribué au suicide d'une telle personne par des conseils ou des indications, sera puni, si un suicide ou une tentative de suicide s'en est suivi, de travaux forcés pendant 8 ans au plus. »

L'article 488 du même code punit aussi le duel américain, comme le fait le code hongrois, « celui qui aura convenu avec son adversaire que le suicide d'un d'entre eux dépendra d'un sort jeté ou d'une autre condition conventionnelle, sera puni, si un suicide s'en est suivi, des travaux forcés pendant 8 ans au plus. Mais s'il s'en est suivi seulement une tentative de suicide n'ayant pas abouti à cause de circonstances indépendantes de la volonté de celui qui a consenti au suicide, l'auteur de la convention du suicide sera puni de la détention dans une maison de correction. De plus, la complicité de ce duel est punie aussi. Seront passibles des mêmes peines, et en vertu des mêmes dispositions, ceux qui ont incité à cette convention, comme ceux qui y ont contribué. »

Le code pénal bulgare contient des dispositions similaires : Article 252, « quiconque aura fourni les moyens, ou de quelque façon que ce soit aura aidé à l'accomplissement d'un suicide, s'il y a tentative ou suicide, est puni d'emprisonnement. »

— Article 253, « quiconque aura poussé au suicide un mineur ou telle personne que le coupable sait incapable de se diriger elle-même ou de comprendre la nature et la portée de l'acte accompli, ainsi que quiconque aura conseillé délibérément, fourni les moyens, ou de quelque autre façon que ce soit, aura aidé une telle personne à se suicider, est puni de cinq à dix ans de travaux forcés, au cas où suicide et tentative de suicide s'ensuit. »

Le code pénal soviétique de 1933 (code de la R.S.F.S.R) qui, indulgent pour les crimes contre les personnes, réserve aux délits politiques et économiques les sévérités d'une

défense sociale, s'occupe cependant de l'aide et de l'instigation au suicide d'autrui, dans un article très complet. Art. 141. « Si une personne qui se trouve sous la dépendance matérielle ou autre d'une autre personne, a été amenée au suicide ou à une tentative de suicide par les sévices de cette dernière ou autrement, cet acte entraîne la privation de la liberté jusqu'à 5 ans.

« Le fait d'aider ou de pousser au suicide un non-majeur ou une personne notoirement incapable de comprendre la nature ou l'importance de son acte ou de gouverner ses actes, s'il a été suivi de suicide ou de tentative de suicide, entraîne la privation de la liberté jusqu'à 3 ans. »

La Pologne. — « L'ancienne législation pénale était très sévère et punissait non seulement l'instigation au suicide, caractérisé, mais aussi le simple fait d'avoir conseillé l'acte à une personne mineure. Dispositions similaires à celles du code russe que nous donnons en entier parce qu'elles sont intéressantes :

— Article 462 : « Quiconque aura fourni les moyens d'un suicide et si de ce fait il s'en est suivi mort d'homme, sera passible d'une peine allant de 1 à 3 ans de détention ou de 3 ans de forteresse. »

— Article 463 : « Quiconque aura conseillé le suicide à une personne n'ayant pas la compréhension suffisante de l'acte en lui-même, ni de son importance, ou n'ayant pas le contrôle de ses actes. Quiconque aura participé au suicide de telles personnes, soit par ses avis, soit par des instructions, soit en fournissant les moyens ou en écartant les obstacles et si, en raison de ce fait, il y aura eu suicide

ou tentative de suicide, sera passible d'incarcération dans un pénitencier pour une durée de 4 à 8 ans ».

— Article 488 : « Quiconque aura conclu avec son adversaire un accord dont devra dépendre le suicide de l'un des deux par tirage au sort ou quelque autre événement fixé au préalable, sera passible d'incarcération dans un pénitencier, pour une durée de 4 à 8 ans. »

Si, en vertu de cette entente, il n'y aura eu que tentative de suicide ou que le suicide n'aura pu être mené à chef, grâce à des circonstances indépendantes de la volonté des personnes qui s'étaient mises d'accord, le coupable sera passible de l'emprisonnement de un à six ans; sera passible des mêmes peines quiconque aura incité à une telle entente ou participé à sa conclusion. »

Le nouveau code pénal polonais du 11 juillet 1932 ne traite de la complicité du suicide que dans un bref article. Article 228, « celui qui, par persuasion ou en lui prêtant aide, pousse un homme à attenter à ses jours, est puni d'un emprisonnement jusqu'à 5 ans. »

L'article 370 du code italien de 1889, punissait aussi l'aide et l'instigation au suicide. « Celui qui détermine autrui au suicide et lui fournit son aide dans ce but, est puni, lorsque le suicide a eu lieu, de 3 à 9 ans de réclusion. » Disposition inspirée de l'article 314 du code toscan, qui avait dans un projet ultérieur prévu l'aggravation résultant de la préméditation. »

Le nouveau code du royaume d'Italie, publié le 19 octobre 1930, mis en vigueur le 1^{er} juillet 1931, réglemente minutieusement la complicité du suicide dans son article 380 :

« Quiconque détermine un tiers au suicide ou raffermir le projet de suicide d'un tiers, ou bien en facilite de quelque façon que ce soit la réalisation, est puni, si le suicide advient, de la réclusion de 5 à 12 ans. Si le suicide n'a pas lieu, il est puni de la réclusion de 1 à 5 ans, dans le cas où la tentative de suicide aurait entraîné une lésion personnelle grave ou très grave. »

Les peines sont augmentées si la personne incitée ou excitée au suicide se trouve dans l'une des conditions indiquées aux numéros 1 et 2 de l'article précédent, c'est-à-dire si elle est mineure de 18 ans, ou si c'est une personne atteinte de maladie mentale ou qui se trouve en état de déficience psychique par suite d'une autre infirmité, ou de l'abus d'alcool et des stupéfiants. Cependant, si la personne susvisée est mineure de 14 ans et, de quelque manière, dépourvue de la capacité de comprendre ou de vouloir, on applique les dispositions relatives à l'homicide. »

Le texte précise donc les cas où la participation au suicide n'occasionne qu'une lésion grave et où la personne qui veut se suicider est dans certaines conditions d'âge ou d'état mental ; ces peines varient suivant les circonstances.

« Le code de 1889, nous dit Pierre de CASABIANCA, prévoyait cette infraction, dont l'élément caractéristique est la participation au meurtre que la victime commet elle-même sur soi, il distinguait deux hypothèses: l'instigation donnant naissance à la volonté de se suicider et l'aide matérielle apportée en fournissant des moyens de la réaliser. Le texte, avec des expressions différentes, reproduit en somme cette double hypothèse; on peut aussi, ajoute-t-il, favoriser le suicide en omettant frauduleusement de remplir le devoir

de garde ou de surveillance, qu'imposent les rapports avec la victime ou la loi. » (2).

Nous lisons dans le rapport ministériel qui s'étend longuement sur ce délit : « On ne doit pas exclure des formes de l'instigation au suicide, celles qui consisteraient dans la coupable méconnaissance des obligations de garde ou d'assistance, soit imposées par la loi, soit découlant des rapports avec la victime. »

Le nouveau code affirme donc ce principe social qu'il importe de contribuer à la conservation du bien juridique qu'est la vie, mais il l'élargit en ce sens qu'il atteint non seulement l'aide matérielle apportée au suicidé, mais encore l'induction ou le fait de le faciliter sous des formes très variées, tel ce défaut d'assistance et de surveillance. »

Le principe fondamental à ce sujet, déclare encore le ministre, « est que la vie physique est un bien juridique dont la conservation est d'un primordial intérêt social. Le législateur a le devoir de combattre le fléau social du suicide qui, aussitôt après la guerre, a pris un effrayant développement. La nécessité de poursuivre avec la plus grande rigueur toutes les causes de ce phénomène douloureux a été universellement proclamée. » (3).

Belle leçon d'exhortation pour toutes les législations qui méconnaissent encore le suicide.

Espagne. — (§ 335). L'ancien code pénal disposait : « Celui qui aidera un autre individu à se suicider sera puni de la prison majeure. »

(2) Code pénal du Roy d'Italie, du 19 octobre 30, article 580. Annotations.

(3) R. P. de droit pénal, sept., déc. 1930. Rapport de M. DE CASABIANCA, sur le nouveau code pénal italien.

Le nouveau code pénal espagnol du 8 septembre 1928, apporte une réglementation précise :

Article 517 : « Celui qui aiderait un autre individu à se suicider ou qui le pousserait au suicide sera puni de la peine de 4 à 8 ans de prison. S'il l'avait aidé jusqu'au point de le mettre à mort lui-même, il sera puni de 6 à 15 ans de prison. »

« Toutefois, et dans tous les cas cités au paragraphe précédent, les tribunaux, en appréciant les conditions personnelles du coupable, les mobiles de sa conduite et les circonstances du fait, pourront dans leur prudent arbitraire infliger une peine inférieure à celle indiquée pour le délit. »

Article 518 : « Les tribunaux, en appréciant les circonstances personnelles du coupable, les mobiles de sa conduite, pourront substituer la peine de réclusion à la peine de prison. »

Le texte fait donc attention aux mobiles de l'acte qui peuvent faire varier la peine; ceci est particulier.

Le code pénal espagnol de 1928 est abrogé actuellement.

Le code de l'Etat de New-York punit, dans les articles 175 et 176 également « celui qui conseille, excite, instruit ou aide au suicide. »

Suisse. — Quant à la Suisse, aucune des législations cantonales n'a prévu le suicide lui-même, mais quelques-unes punissent l'aide prêtée au désespéré.

L'assistance prêtée à celui qui veut attenter à ses jours n'est prévue que dans les quatre codes de Berne (art. 125), de Fribourg (art. 368), de Schaffouse (art. 145), et du Tessin.

Le code pénal tessinois, à l'art. 301, prévoit que celui qui prête assistance ou aide au suicide d'autrui est puni comme complice pour homicide volontaire consommé ou tenté, à moins que regrettant son acte il ne réussisse à empêcher tout résultat malheureux, auquel cas il ne sera soumis à aucune peine.

Les cantons de Fribourg, Schaffouse et de Neuchâtel prévoient de plus l'instigation au suicide.

Le code pénal du canton de Fribourg, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1925, prévoit ce qui duit à l'article 56 : « Celui qui incite une personne au suicide ou lui prête assistance en vue du suicide est, si le suicide a été consommé ou tenté, puni de réclusion jusqu'à 5 ans ou de prison pour 6 mois au moins. »

L'article 289 du code pénal du canton de Neuchâtel a la teneur suivante : « Celui qui, volontairement excite une autre personne au suicide, sera puni d'emprisonnement jusqu'à 3 mois ». Il est à remarquer que l'aide et l'assistance ne sont pas prévues dans ce code.

Celui de Schaffouse, au paragraphe 145, dispose : « Celui qui a entraîné un autre au suicide ou lui a prêté aide dans ce but, est passible d'un emprisonnement du premier degré d'au moins 3 mois. » Plusieurs lois étrangères prévoient d'ailleurs l'instigation au suicide qu'elles assimilent à l'aide.

Le code du Tessin se distingue par la variété de ses prévisions, article 301.

§ 2 : « La peine sera diminuée d'un degré si le suicide ou l'attentat a été déterminé par l'horreur d'une mort douloureuse inévitable ou imminente par l'effet d'une maladie incurable. »

§ 3 : « Elle sera également diminuée d'un degré si le suicide ou l'attentat a été déterminé par le désir de sauver son propre honneur ou l'honneur de sa famille. »

§ 4 : « Dans les cas prévus par les paragraphes 2 et 3 du présent article, on n'aura pas égard au préjudice du coupable, aux rapports personnels qui peuvent exister entre le suicidé et son complice. »

Berne. — Art. 125 : « Celui qui aide sciemment à l'accomplissement d'un suicide peut-être puni de maison de correction jusqu'à 4 ans. »

Projets de code pénal fédéral. — L'art. 52 du projet de 1894 était ainsi conçu : « Celui qui aura déterminé un autre au suicide ou lui aura prêté assistance à cet effet, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an. »

En 1903, on change cette rédaction et, dans le projet de cette année, nous trouvons une aggravation considérable de la peine de l'article 62, qui disposait ainsi : « Celui qui a déterminé quelqu'un au suicide ou qui lui a prêté assistance, sera, si le suicide a été consommé ou s'il y a eu tentative, puni de détention dans une maison de force, avec un maximum de 5 années. »

Stross, son auteur, justifiait cette pénalité en montrant le danger de l'instigation au suicide sur une personne d'un état maladif.

Avant-projet de code pénal suisse de 1896. Art. 54 : Celui qui aurait décidé une personne au suicide ou lui aura prêté son aide dans ce but, sera puni de l'emprisonnement pour 3 mois au moins ou de la réclusion jusqu'à 5 ans, pourvu que le suicide ait été consommé ou tenté.

Dans celui de 1918, on a gardé le maximum de la peine, mais on a subordonné la répression aux motifs déterminants et à l'accomplissement, ou à la tentative de suicide. Art. 102 : « Celui qui, poussé par des mobiles égoïstes, aura incité une personne au suicide, ou lui aura prêté assistance en vue du suicide, sera puni de la réclusion jusqu'à 5 ans ou de l'emprisonnement, si le suicide a été consommé ou tenté », c'est-à-dire que l'instigateur qui pourra invoquer des motifs respectables, non égoïstes, sera à l'abri de toute peine. Les rédacteurs du projet de 1918 ont été peut-être dirigés par les théories de l'école positiviste qui veulent faire des motifs déterminants, le vrai critère de la responsabilité des délinquants.

Danemark. — D'après l'ancien code danois, § 196 : « Quiconque a aidé une autre personne à se suicider encourt la peine de l'emprisonnement. »

Le nouveau code pénal danois, du 15 avril 1930, dispose : Art. 240 : « Celui qui aide une personne à se suicider est passible d'amende ou de détention. Si l'acte a été commis pour des motifs d'intérêt personnel, la peine est plus grave. Emprisonnement jusqu'à 3 ans.

L'article 548 du code de la *Louisiane* décide que « quiconque, en connaissance de cause, aide dans son action un suicidé ou lui procure les moyens de la commettre, sera emprisonné et soumis aux travaux forcés. La peine ne pourra excéder trois ans, ni être moins de trois mois. »

Le code du *Brésil* déclare (art. 196), « passible de 2 à 6 ans d'emprisonnement celui qui a aidé quiconque à se suicider et lui en a fourni les moyens, avec connaissance de cause. »

Au Japon, le code pénal du 24 avril 1907, aux art. 202 et 203, punit l'instigateur ou le complice ainsi que l'auteur de la mort, sur demande et avec le consentement de la victime, de travaux forcés ou d'un emprisonnement de 6 mois à 7 ans.

L'article 283 du *code pénal hongrois*, du 28 mai 1878, édicte la peine maximum de 3 ans de prison contre celui « qui détermine un tiers au suicide ou lui procure sciemment à cet effet des moyens ou instruments. » Le second alinéa de cet article est relatif au duel américain, c'est-à-dire à l'accord intervenu entre deux adversaires, par lequel ils font dépendre du tirage au sort ou de quelque autre événement fixé au préalable, le suicide de l'un d'eux. Tous deux seront punis de 1 à 5 ans de prison d'Etat lorsque la mort n'est pas résultée. Si la mort s'en est suivie, le survivant est puni de 5 à 10 ans de la même peine. ».

Le code des Pays-Bas, du 3 mars 1881, n'a qu'un article qui englobe aussi tous les cas d'assistance. Article 294 : « Celui qui détermine volontairement quelqu'un au suicide, ou lui prête secours à cet effet, ou lui en fournit les moyens, est puni, si le suicide a lieu, d'un emprisonnement de 3 ans au maximum. »

Le code pénal de la République de Chine, promulgué le 10 mars 1928, traite de même de l'instigation et de l'aide au suicide. Article 290 : « Celui qui incite ou aide une autre personne à se suicider ou qui lui donne la mort à sa requête ou de son consentement, sera puni de l'emprisonnement d'un an au moins et de 7 ans au plus. La tentative de l'infraction prévue au présent article est punissable. Si l'infraction

tion prévue au présent article est perpétrée à l'occasion de desseins concertés d'un suicide collectif, la peine peut être remise. »

La privation des droits civiques peut être prononcée (art. 292).

Code pénal du Royaume du Cambodge, du 25 août 1924 art 509 : « Quiconque, par l'usage de procédés volontairement vexatoires ou par l'emploi de manœuvres coupables, est convaincu d'avoir déterminé une personne à se donner volontairement la mort, est puni d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans de prison et d'une amende de 10 à 100 piastres.

Nous lisons dans l'*avant-projet du code pénal philippin*, dont la mise en vigueur date de 1927 : « Le suicide, aide prêtée au suicide : prison média ; le complice a été jusqu'à donner lui-même la mort : prison mayor ; suicide manqué ou simple tentative : prison menor. (art. 199).

Prison mayor : de 15 à 30 ans.

Prison média : de plus de 6 ans à 15 ans.

Prison menor : de plus de 18 mois à 6 ans.

Code pénal portugais, du 16 septembre 1886. Art. 354 : « Sera puni d'un emprisonnement correctionnel celui qui aide une personne à se suicider. »

Nous ferons remarquer que presque toutes les législations dont nous nous sommes occupés dans ce chapitre assimilent l'instigation aux autres formes de participation au suicide d'autrui, sauf l'ancienne législation pénale de Pologne, la législation bulgare, la législation russe de 1903. Mais la distinction des codes de ces pays n'est que partielle et se réfère surtout aux mineurs et aux faibles d'es-

prit. En ce qui concerne le passé cependant, dans les législations particulières de l'Allemagne, dans la première moitié du xix^e siècle, la Thuringe par exemple (art. 121), et le Brunswick (art. 148), punissaient l'instigation plus sévèrement que l'aide. La Saxe (art. 158), et le Grand Duché de Bade (art. 208), les frappaient au contraire de la même peine. Le code pénal impérial actuel ne contient plus des dispositions spéciales contre l'aide et l'assistance au suicide. Notons cependant le code pénal du canton de Neuchâtel qui punit spécialement l'excitation au suicide en omettant de parler de l'aide ou de l'assistance au suicide.

A côté de toutes ces législations instituant la répression de l'aide et de l'assistance au suicide et l'appliquant largement, un petit nombre par contre ne contient pas de dispositions spéciales. Ce sont la Suède et l'Autriche, puis le code pénal impérial allemand, et enfin la Belgique et la France.

En Allemagne, cependant, un très fort courant d'opinion se manifeste en faveur de l'introduction d'une disposition spéciale. Von LISTZ reconnaît que la vie n'appartient pas aux biens aliénables et estime que le législateur doit instituer une disposition spéciale contre le complice du suicide par aide ou assistance, sinon celui qui donne le poison à une personne mortellement blessée, ou l'aide à le porter à sa bouche, commettrait un acte impuni, tandis que celui qui inoculerait le poison même sur son ordre encourrait une peine (il y a ici un homicide consenti puni par le code impérial allemand) ce qui serait contradictoire. Il préconise l'établissement d'une peine dont les limites seraient fixées dans leur maximum comme dans leur minimum, mais entre

lesquelles on puisse évoluer pour l'appréciation des cas particuliers et que l'on puisse encore tempérer parfois pour la condamnation conditionnelle. Il trouve la peine de l'assassinat trop lourde et peu satisfaisante dans ce cas. (4).

En *Belgique*, on retrouve les mêmes idées dans les discussions originaires du code pénal belge. D'après HYPELS (5), les auteurs du projet avaient d'abord inscrit « lorsqu'une personne s'est donné la mort, ceux qui auront participé au suicide par des moyens indiqués aux articles 66 et 67 du code, seront punis d'un emprisonnement de 3 mois à 5 ans et d'une amende de 26 à 500 francs ». La participation au suicide, ajoutait l'exposé des motifs, est un acte profondément immoral et que la société a le plus grand intérêt à empêcher. Si le législateur ne peut réprimer par des pénalités quelconques le suicide même, il a le droit et le devoir de punir ceux qui ont provoqué ou coopéré à cette action. Les plus coupables sont ceux qui ont poussé au suicide une personne dont les facultés étaient affaiblies (6). La Chambre supprima cette disposition, estimant que « la nécessité d'innover sur ce point ne s'était révélée par aucun fait propre à le justifier. » (7).

Cependant, la jurisprudence belge n'admit pas cette impunité des complices et fit rentrer tous ces faits dans la conception de complicité de crime, mais un acquittement était presque toujours prononcé vu la trop grande sévérité des peines du meurtre et le grand nombre d'excuses admissibles dans ce cas particulier de complicité. Selon HYPELS,

(4) Vergleichende Darstellung der Deutschen und Ausländischen Strafrechts.

(5) *Code pénal belge interprété*, t. II, page 262.

(6) *Législation criminelle de la Belgique*, t. III, p. 211.

(7) *Ibid.*, p. 277.

on aurait agi plus prudemment si on avait prévu spécialement le fait, en l'inscrivant dans le code comme un délit *sui generis* (8).

CONCLUSION

La complicité de suicide est donc punie par presque tous les codes modernes. On pourrait croire que le législateur, partisan de l'impunité du suicide, se prononcerait en faveur de la non répression de la complicité. Le principe qui veut que le complice suive le sort de l'auteur principal devait évidemment s'appliquer. Or, il est à remarquer que la plupart des législateurs ne punissant pas le suicide, blâment et répriment le fait d'aider au suicide d'autrui. De nombreux législateurs ont cru nécessaire de réprimer l'acte de complicité en tant que délit spécial et de le séparer du fait principal qu'ils se sont déclarés impuissants à punir. C'est qu'ici, des considérations d'ordre social et moral les ont amenés à voir dans l'aide du complice un concours criminel qu'il importait de sanctionner.

Nous remarquons aussi que ces législations prennent en considération les motifs qui ont poussé le complice à son action, et le punissent seulement en cas de motifs bas et égoïstes ; d'autres ont créé une aggravation de peine pour le complice, au cas où celui qui se suicide est un mineur ou faible d'esprit. Il y a lieu pour l'application de la peine de tenir compte de la qualité des motifs qui ont déterminé le provocateur au suicide (antisociaux et malhonnêtes, sociaux et honnêtes), par exemple comme dans le projet de code pénal fédéral suisse de 1918.

(8) *Code belge interprété*, t. II, page 204.

CHAPITRE III

HOMICIDE D'UNE PERSONNE CONSENTANTE

Il est admis aujourd'hui que le fait d'aider au suicide et celui de donner la mort à quelqu'un de son consentement doit être réprimé, et que l'ordre ou la prière de la victime ne saurait en être une excuse. L'auteur principal est celui qui a donné la mort, et l'on rentre ainsi dans la conception du meurtre ou de l'assassinat. C'est ce qu'ont pensé notre code pénal et quelques législations qui s'y rattachent, lesquelles répriment ces faits de complicité comme des homicides de droit commun. Mais un effort a été fait pour opérer une distinction entre l'homicide volontaire et le fait de donner la mort sur l'ordre ou le consentement de la victime. De nombreux législateurs ont pensé que les conditions dans lesquelles se déroulait cette coopération étaient de nature à adoucir les rigueurs de la loi; il ne pouvait être possible ici d'assimiler cet acte au crime crapuleux de l'assassin vulgaire. Ce sont surtout les législations récentes qui, pour la plupart, ont prévu ce fait et l'on punit comme un délit distinct. La personnalité de l'individu qui a agi a été prise en considération, car c'est une tendance qui aujourd'hui va en s'affirmant de plus en plus dans les nouveaux codes de considé-

rer les motifs de l'acte du délinquant et de baser la peine sur leur degré de perversité. Aussi, allons-nous examiner ces législations en deux paragraphes :

§ 1. — **Législations considérant le meurtre consenti comme une infraction spéciale**

La plupart d'entre eux considèrent le fait de donner la mort sur la demande de la victime comme un délit sui generis. Ils considèrent que l'acte est criminel, mais que le meurtre est consenti et nécessite une réglementation exceptionnelle.

Parmi ces législations, nous citerons d'abord l'*Allemagne*. L'ancien code pénal disait déjà : « celui qui tue autrui sur sa demande ou l'assiste dans son suicide encourt une peine de 6 à 10 ans de forteresse ou de maison de force ; dans le cas où le soupçon s'impose qu'il a provoqué chez la victime elle-même le désir de la mort, il encourt les mêmes peines à perpétuité. » Ceci fut reproduit par les législations allemandes : Saxe, en 1838, article 125 ; en 1855 et 1868, article 157 ; Wurtemberg, article 239 ; Brunswick, article 147 ; Bade, article 207 ; Thuringe, article 120. Les codes avaient même prévu un adoucissement de la peine au cas où la victime était « mortellement malade ou mortellement blessée. »

Aujourd'hui, le code pénal de l'Empire d'Allemagne de 1871 ne contient aucune disposition relative au suicide, à son assistance ou à sa provocation ; le Docteur Wolff MUTGENBERG, de Coblenz, nous dit que la tentative de mort faite à la demande de la victime elle-même ne peut être punie d'après le code pénal allemand comme délit de

lésion corporelle ; à l'appui de cette solution, il invoque les travaux préparatoires de l'article 216, sa place dans le code et ses termes.

L'article 216 dispose « celui qui a été déterminé à commettre un homicide volontaire sur les instances expresses et sérieuses de la victime, sera condamné à une peine d'au moins 3 ans de prison », il correspond, lit-on dans l'exposé des motifs, au sentiment juridique de ne pas frapper l'homicide avec consentement de la victime de la même peine que l'homicide ordinaire ; mais la loi morale incontestée, en vertu de laquelle la vie n'est pas un bien aliénable, n'admet ni l'impunité, ni une peine mesurée trop bas. »

Le Code hongrois de 1878 (art. 282) s'inspire du code allemand en punissant le même fait de trois ans de réclusion au maximum, ainsi que le code néerlandais de 1881 (art. 293), qui déclare « celui qui ôte la vie à un autre pour satisfaire au désir exprès et sérieux de celui-ci, est puni d'emprisonnement de douze ans au plus ».

Quant au *Code pénal autrichien* en vigueur, s'il ne contient pas de dispositions spéciales, il n'en est pas de même de ses projets de revision, qui ont prévu le délit d'homicide avec consentement de la victime et ont abaissé le minimum de la peine, d'abord à deux ans et, depuis 1897, à six mois de prison.

L'ancien Code espagnol, article 421, décide que, si le complice a donné lui-même la mort au suicidé, il sera puni de la peine de la réclusion à temps. Le code espagnol applique la même peine si l'homicide est manqué. Le fait d'un

accord pro-existant entre deux individus pour le suicide de l'un préalablement décidé avec l'aide de l'autre, constitue le délit de l'article 421 si le complice a tiré dans la tête du patient un coup de revolver qui n'a produit que des blessures peu graves (jugé par la Cour suprême le 16 décembre 1895).

Le Code portugais du 16 septembre 1886, article 354, est sévère; « si, dans le but de prêter assistance, il donne lui-même la mort, il sera puni de la prison moyenne cellulaire pour quatre ans suivie de déportation pour huit ans ou, au choix du juge, de la peine de la déportation pour quinze ans ».

Les lois scandinaves présentent entre elles de grandes différences.

Le Code pénal finlandais punit un pareil fait d'une peine qui peut s'élever de six mois d'emprisonnement à quatre ans de réclusion (art. 21, paragraphe 3).

La Suède ne contient pas de dispositions particulières, mais *la Norvège* décide, dans son article 235, « lorsque quelqu'un a été tué avec son consentement ou lorsqu'il a subi une blessure grave, ou que sa santé a été atteinte, l'auteur de ces troubles sera puni de prison; mais si c'est par compassion qu'il a privé de la vie un malade dans un état désespéré ou y a contribué, on peut abaisser la peine au-dessous du minimum encouru sans cela, ou en édicter une d'une nature plus douce »; l'homicide par compassion est donc assimilé à l'homicide sur demande.

L'ancien Code danois, qui punit la complicité comme nous l'avons vu, ajoute, dans son article 196 précité, « s'il

l'a tué lui-même sur sa demande expresse, il est puni d'une peine qui, suivant les circonstances peut s'élever de trois mois d'emprisonnement simple aux travaux forcés dans une maison de correction ».

L'article 466 du *Code impérial russe* de 1903 dispose: « Celui qui aura commis un assassinat sur les instances de l'assassiné ou par pitié envers lui, sera puni de la détention dans une forteresse pendant trois ans au plus ». La tentative est punissable.

Le Code pénal de Bulgarie (art. 251) frappe de la détention, avec maximum de cinq ans, l'homicide commis sur demande expresse et, s'il a été commis par compassion pour la victime, la peine prononcée peut descendre au minimum de trois ans de prison.

Le Code pénal du canton de Fribourg de 1925 prévoit, dans son article 55, « l'homicide commis sur demande expresse et sérieuse de la victime, est puni de réclusion jusqu'à cinq ans ou de prison pour un an au moins ». L'article 128 du 21 mai 1873: « L'homicide sur demande expresse et sérieuse de la victime est puni de un à dix ans de réclusion ».

L'article 289 du *Code pénal de Neuchâtel* a la teneur suivante: « Celui qui, volontairement, commet un homicide sur les instances expresses et sérieuses de la personne qu'il a tuée, sera puni de l'emprisonnement de deux ans au moins ».

Les Codes de Bâle et de Berne visent également ce cas.

Le Code du Tessin, article 302, « on n'appliquera pas le maximum de la peine de l'homicide volontaire lorsque cet homicide n'a eu d'autre cause que la volonté expresse et impérieuse de la victime, ou sa prière expresse et non équivoque ». Dans ce cas, la peine sera diminuée d'un degré quand la victime s'est trouvée dans les conditions exprimées par les paragraphes 2 et 3 de l'article précédent et, dans ce cas, on ne pourra opposer au coupable les rapports personnels qui aggravent ordinairement la peine.

Dans *l'avant-projet de Code pénal suisse* de 1896, nous retrouvons la qualité des motifs à la base de l'incrimination, art. 53, « celui qui, cédant à des mobiles honorables aura donné la mort à une personne sur sa demande instante et sérieuse, sera puni de l'emprisonnement de un mois à cinq ans.

Voyons maintenant les plus récents codes.

Le Code pénal de la République de Chine, promulgué le 10 mars 1928, dans son article 290 précité, punit cet homicide de la même peine que la complicité de suicide, c'est-à-dire de l'emprisonnement à temps de un an au moins et de sept ans au plus.

Dans son article 299, il vise une hypothèse un peu différente, « celui qui incite ou aide une autre personne à se faire elle-même des blessures, ou qui, sur sa demande ou avec son consentement, lui fait des blessures entraînant sa mort, sera puni de l'emprisonnement à temps d'un an au moins et de sept ans au plus. Si les blessures ont causé des lésions graves, la peine sera de l'emprisonnement à temps de cinq ans au plus ».

Le nouveau *Code pénal danois*, du 15 avril 1930, dispose, article 239: « Celui qui tue une autre personne sur la demande de celle-ci est passible d'emprisonnement jusqu'à trois ans ».

Le Code pénal polonais du 11 juillet 1932 dispose, dans son article 227: « Celui qui tue un homme sur sa demande et par un sentiment de compassion, est puni d'un emprisonnement jusqu'à cinq ans, ou d'arrêt ».

Le Code pénal espagnol du 8 septembre 1928 décide, par l'article 517 précité, « que la peine sera de six à quinze ans de prison avec faculté pour les tribunaux d'infliger une peine inférieure, d'après l'examen des conditions personnelles du coupable et des mobiles de sa conduite ».

L'ancien Code italien de 1889 punissait de la peine de l'homicide de droit commun.

Un projet de 1808 avait proposé d'introduire une disposition spéciale, mais il fut repoussé, l'opinion étant hésitante.

De même qu'en Espagne, le *nouveau Code italien* de 1930 va se préoccuper de cet homicide et en faire un délit spécial dans son article 579: « Quiconque a causé la mort d'une personne avec son consentement, est puni de la réclusion de six à quinze ans ».

On n'applique pas les circonstances aggravantes indiquées à l'article 61.

On applique les dispositions relatives à l'homicide si le fait a été commis.

a) Contre une personne mineure de 18 ans;

b) Contre une personne atteinte d'une maladie mentale ou qui se trouve en état de déficience psychique par suite d'une autre infirmité ou de l'abus de l'alcool ou des stupéfiants;

c) Contre une personne dont le consentement a été extorqué par le coupable, avec violence, menace, suggestion, ou bien simplement par tromperie.

Le code de 1889, nous dit P. de CASABIANCA, ne contenait pas cette infraction, et le ministre ZANARDELLI, dans son rapport, affirme nettement que le meurtre d'une personne consentante était un véritable suicide. La commission parlementaire en a longuement et minutieusement discuté et, finalement, elle a repoussé cette disposition qui peut devenir une source d'abus, qui n'a pas de raison d'être car la vie humaine est un bien indispensable et qui devrait être restreint à l'euthanasie. Le ministre de la Justice a réalisé une mesure d'équilibre et de modération, les uns justifiant le meurtre d'une personne consentante qui réclame instamment la mort, à raison de souffrances atroces ou maladie incurable, les autres le regardant comme un homicide volontaire. Cependant, le code n'exige comme condition expresse, ni la demande suppliante de la victime, car il suffit qu'elle manifeste sa volonté d'en finir avec la vie et que son consentement soit valable et prouvé, ni que l'auteur ait cédé à un mouvement de pitié: s'il a obéi à cette impulsion, ce sera le cas de diminuer la peine en appliquant le cas de l'article 62, numéro 1. (Atténuent l'infraction, quand elles ne sont pas des éléments constitutifs ou des circonstances atténuantes spéciales, les circonstan-

ces suivantes consistant dans le fait d'avoir agi pour des motifs d'une valeur morale ou sociale particulière (1).

Les circonstances aggravantes ne sont pas, par contre, applicables car le consentement atténue largement la gravité du fait, d'où le motif abject prévu dans l'article 61, n° 1, est sans influence ici.

Le code ne parle pas ici des lésions personnelles faites à des personnes consentantes, que prévoyait le projet et dont nous avons déjà parlé dans l'article 299 du code pénal chinois de 1928.

En résumé, le code réprime un fait qui ne doit pas être considéré comme un homicide proprement dit, mais qui ne peut demeurer impuni.

La rédaction de l'article 579 (code pénal italien), faisant un délit spécial de l'homicide avec consentement de la victime, avait soulevé des discussions au sein de la commission inter-parlementaire italienne. Selon les uns, le consentement de la victime n'est pas de nature à motiver une diminution de peine, la vie de l'homme étant sacrée selon les lois divines et humaines; d'après les autres, il faudrait envisager non le consentement de la future victime, mais sa demande spontanée et formelle; d'après d'autres encore, l'acte devait être inspiré par un motif d'une particulière valeur morale ou sociale et le motif devait jouer un rôle prépondérant. « L'atténuation de peine ne devait profiter, disait-on, à l'auteur que lorsque la victime aurait avec insistance demandé la mort, ou lorsqu'il aurait été poussé par un sentiment de pitié, en cas de maladie incurable par exemple; ce sera, disait le rapport, le cas d'ap-

(1) Code pénal du Roi d'Italie, du 19 octobre 1930. Art. 579. Annotations par P. de CASABIANCA.

pliquer les circonstances atténuantes. On avait proposé que le fait demeure impuni, mais on ne peut reconnaître la légitimité d'un meurtre accompli même pour mettre fin à une agonie, fut-elle atroce et mortelle, car on ne peut attribuer au faillible jugement humain la faculté d'abolir la vie, la dernière espérance qui subsiste tant qu'il y a un souffle de vie » (2). Les mobiles jouent donc ici un rôle prépondérant, comme nous l'avons déjà constaté dans d'autres législations.

Si, maintenant, nous consultons *le Code japonais*, il nous sera donné de voir que la législation de ce pays, où la pratique de l'hara-kiri est cependant si courante, frappe d'une peine relativement sévère le fait de donner la mort sur la demande de la victime. L'article 356 décide en effet « que seront punis d'emprisonnement avec travail, de six mois à trois ans, ceux qui auront volontairement... ».

Nous avons vu que le Japon, dans son code pénal de 1907, assimile la complicité à la coopération directe et supprime, par là même, les difficultés susceptibles de naître à propos de la qualification de l'acte.

Code pénal philippin: avant-projet dont la mise en vigueur fut prévue pour le 1^{er} juillet 1927. L'aide prêtée au suicide: prison média, c'est-à-dire de plus de six ans à quinze ans; si le complice a été jusqu'à donné lui-même la mort: prison mayor de quinze à trente ans de prison. Le suicide manqué ou simple tentative est puni ici de prison menor: de dix-huit mois à six ans.

Le projet de code pénal tchécoslovaque national. Nous retrouvons ici, pleinement confirmée, la théorie des mobiles

(2) *Revue internationale de droit pénal*, 1929.

que nous avons rencontrée dans beaucoup de codes. Dans la section des infractions constituant des atteintes à la vie, nous trouvons la distinction du meurtre et de l'assassinat basée sur l'action sous l'influence des motifs bas. L'homicide par pitié entraîne un adoucissement, à titre exceptionnel, de la peine ou même, selon l'appréciation du tribunal, l'impunité. L'instigation au suicide ou le fait de procurer des moyens à cette fin est punissable seulement quand l'instigateur a agi en raison de motifs égoïstes ou d'autres motifs bas (art. 273).

Article 271 (par. 2). — « Si le délinquant a donné la mort à une autre personne par pitié, afin d'accélérer une mort inévitable et prochaine et la délivrer par là de douleurs cruelles causées par une maladie incurable ou d'autres tortures corporelles contre lesquelles il n'y a aucun remède, le tribunal peut atténuer exceptionnellement la peine ou exempter de la punition. »

Article 272. — « Celui qui, intentionnellement, aura tué une autre personne par bassesse de caractère, sera puni de la réclusion de dix à vingt ans ou de la réclusion à vie. »

Article 273. — « Celui qui, par égoïsme ou pour tout autre mobile, pousse ou excite intentionnellement une autre personne à se suicider ou qui, pour des mobiles de ce genre, aide intentionnellement une autre personne à commettre ce suicide, sera puni si le suicide a eu lieu ou si tout au moins il aura été tenté, de la réclusion de un à huit ans. »

Le Code pénal soviétique de 1933 ne réserve aucune disposition spéciale à l'homicide consenti.

Ainsi donc, dans ces législations, le mobile joue un grand rôle et la peine est augmentée en proportion de la malhonnêteté du mobile qui a guidé le meurtrier. Le code pénal espagnol de 1928, dans son article 518, nous en donne un exemple frappant: « Les tribunaux, en appréciant les circonstances personnelles du coupable, les mobiles de sa conduite, les circonstances du fait, pourront substituer dans leur prudent arbitraire la peine de réclusin à la peine de prison ». D'autre part, le code italien a sa doctrine morale, lit-on dans son introduction, puisqu'il retient comme circonstances atténuantes le motif d'une particulière valeur morale ou sociale et comme circonstances aggravantes le motif abject. Nous avons vu d'ailleurs les discussions qui, au sein de la commission inter-parlementaire, portèrent surtout sur les mobiles de l'homicide consenti.

On peut constater ainsi que les circonstances mêmes de la mort sont toujours retenues par le législateur pour en faire une sorte d'échelle criminelle, les faits aggravants ayant pour effet d'accentuer la responsabilité de l'agent, les faits atténuants la diminuant dans une égale mesure.

Les codes modernes font donc de la complicité du suicide et de l'homicide sur prière de la victime un délit spécial généralement moins puni que le meurtre ordinaire et surtout que le meurtre prémédité. Parmi les circonstances aggravantes, signalons entre autres le fait d'avoir projeté d'accomplir l'acte avec perfidie, le fait d'exécuter l'infraction en se servant de mineurs de 16 ans ou de personnes en état de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit, c'est-à-dire des personnes irresponsables.

Parmi les circonstances atténuantes, nous noterons le fait d'avoir été guidé par des mobiles moraux.

§ 2. — Législations assimilant le fait de donner la mort ou consentement de la victime, à l'homicide volontaire

L'étude que nous venons de faire des différents codes visant d'une façon formelle le meurtre consenti, nous a permis de constater que la plupart des législations ont adopté un système de répression atténuée. Un petit nombre de législations considèrent au contraire l'homicide commis sur les instances de la victime, comme un homicide de droit commun. L'opinion commune est ici que l'homicide commis sur la prière de la victime est punissable comme un homicide de droit commun, sauf à atténuer la sévérité de la peine par tous les moyens légaux. Le fait même de donner intentionnellement la mort suffit à caractériser l'acte criminel.

La législation française, dont nous étudierons en détail les dispositions, ne l'a pas incriminé spécialement, les rédacteurs du Code pénal estimant que cette incrimination découlait des principes généraux par eux posés dans le code de 1810. Du moment que les conditions du meurtre sont réunies, la qualification légale d'un acte qui les réalise n'offre aucune difficulté. Qu'importe les mobiles qui, dans tous les cas, ne pourront avoir d'influence sur la culpabilité de l'agent.

La loi anglaise a consacré une disposition spéciale au meurtre consenti. Sévère peut-être, cette répression s'imposait pour que la complicité du suicide, fait moins grave, fût, elle aussi, punie des peines du meurtre. On applique donc la peine de la complicité d'homicide volontaire (3).

(3) BLACKSTONE, *Commentaires sur les lois anglaises*, t. IV. p. 189.

En effet, le suicide étant considéré comme assassinat ou murder même de la part de celui qui se suicide, celui qui tue une personne sur sa demande est considéré comme complice, comme co-auteur et, comme tel, est puni de mort.

Le projet de Stépen A. DIGEST of criminal Law, repris par LÉWIS, y voit au contraire un délit d'une espèce particulière et le punissait d'emprisonnement avec travail forcé (4). Mais cette opinion n'a pas prévalu et le projet de 1878 dispose expressément, dans l'article 125, « celui qui tue autrui sur son consentement commet le même crime que si ce consentement n'avait pas été donné. » (5).

Nous rapportons ici un article intéressant lu dans la *Revue Pénitentiaire* de 1922, sur le double suicide en Angleterre: « Lorsque deux personnes veulent se suicider en même temps et que l'une d'elle succombe, celle qui survit est poursuivie à la fois pour assassinat et pour tentative de meurtre. L'opinion publique s'insurge depuis quelque temps contre cette répression jugée trop sévère. La presse réclame une modification de la loi, à l'occasion d'une espèce récente où une femme, qui a échappé à la mort après avoir tenté de se suicider en même temps qu'un autre individu, a subi six semaines de détention préventive, puis s'est vu condamnée à neuf mois de hard labour » (6).

La Belgique, la Suède, l'Autriche, la Grèce et la Serbie suivent l'exemple de la France et de l'Angleterre.

(4) GLASSON, *Histoire du droit et des dispositions de l'Angleterre*, t. VI, p. 858.

(5) STEPEN, art. 228.

(6) *Wesminster Gazette*, november 1922. R. P. 1922, p. 834.

TROISIEME PARTIE

Le suicide au point de vue pénal
Sa répression

CHAPITRE PREMIER

LE SUICIDE PROPREMENT DIT ET SON AUTEUR

SECTION I

Arguments en faveur de l'impunité du suicide Critiques

Le suicide est une question où les rapports existant entre le droit pénal et la morale sont très étroits. Aussi, tantôt des arguments d'ordre moral, tantôt d'ordre juridique, seront fournis contre sa répression. La Révolution, en le passant sous silence et en abolissant ainsi l'ancienne législation qui le réprimait sévèrement, se conformait à l'esprit individualiste du temps, proclamant par là que l'homme avait un droit absolu sur lui-même. C'est d'ailleurs là le premier argument invoqué en faveur de l'impunité du suicide.

§ 1. — **Le jus in se ipsum est illimité**

L'individu a tendance à vouloir se considérer comme son propre maître, libre de ses actes et de son corps; il possède un véritable droit de propriété sur sa personne; c'est un être essentiellement libre, parce que s'appartenant.

Les partisans de ce système de liberté s'appuient sur des bases différentes; les uns trouvent le fondement de cette doctrine dans le système matérialiste: l'homme est son seul maître parce qu'il est le produit de transformations successives de la matière.

D'autres se placent à un point de vue plus acceptable et plus moral: « L'homme est maître de ses actes, toutes les fois qu'il ne nuit pas à ses semblables. Tant que son action ne lèse pas les autres, l'Etat n'a aucun pouvoir d'intervenir et le pouvoir social n'a aucune action, surtout dans le domaine de la conscience. La société n'a pas le droit de protéger l'homme contre lui-même ».

Les critiques contre cette argumentation sont profondes.

1° Au point de vue spiritualiste d'abord, le droit de libre disposition n'existe pas. C'est toujours une lâcheté, un acte répréhensible de se suicider, car c'est se dérober au devoir de vivre sa vie dans sa durée normale. Le véritable effort de l'homme est d'accomplir son devoir. « Non nobis nati tantum sumus, sed partem nostri sibi alii vindicant Deus totum », dit LEIBNITZ. Il y a une part de nous qui appartient au prochain et tout est à Dieu. L'homme est la créature de Dieu et ne peut disposer librement de lui-même.

2° La morale sociale, d'autre part, défend de se suicider. Même s'il ne s'accompagne d'aucune violation des droits d'autrui, le suicide est toujours une atteinte à l'obligation sociale de vivre, il mérite une répression. Aussi est erroné le principe que tout individu a le droit de mourir. Nous avons des devoirs envers Dieu et aussi envers la société; se suicider, c'est méconnaître et les uns et les autres. L'individu qui se donne la mort se soustrait à toutes ses obli-

gations et enlève au corps social un membre sur lequel il pouvait compter. Les avantages que chacun de nous retire de sa vie au milieu de la société, les droits qu'il y acquiert ont comme contre partie des devoirs : devoir de reconnaissance et devoir de se rendre utile durant toute sa vie. Le suicide est donc une action contraire aux intérêts de la société et, à ce titre, mérite d'être puni. D'ailleurs, dans le domaine de la loi positive, il ne peut être frappé que parce qu'il nuit à la société; il faut, en effet, faire le départ entre la loi pénale et la morale. Si le législateur a ignoré le suicide, ce n'est pas parce que cette action était légitime à ses yeux, mais bien à cause de la difficulté de trouver des peines satisfaisantes.

§ 2. — Un cadavre ne peut être puni

Il est scandaleux de procéder aujourd'hui aux exécutions du moyen âge. Le respect dû aux cadavres est trop grand pour que nos mœurs actuelles permettent de telles exhibitions, de pareils traitements révolteraient notre conscience.

D'ailleurs, il faudrait ressusciter ces procès aux cadavres, que notre législateur a rejeté; c'est, en effet, un des principes de notre droit criminel moderne que la mort du coupable s'oppose à l'exercice de l'action publique; d'autre part, comment savoir si l'accusé jouissait de la plénitude de sa raison, celui-ci est mort et il ne peut être entendu.

Les défenseurs de cette opinion font d'ailleurs remarquer que la peine tend à la réparation et à l'amendement de l'individu; en l'espèce, ce but ne pourrait être atteint. L'individu a supprimé sa personnalité, la peine doit attein-

dire un individu responsable ; or, ici, il ne peut en être question. Ils ajoutent d'ailleurs que les ennuis du procès, les révélations qu'il entraînerait, la honte de la condamnation rejaillissant sur les membres de la famille pourraient provoquer parmi ces derniers de nouveaux actes de désespoir. Difficultés auxquelles pourrait donner lieu parfois la preuve du fait de suicide lui-même.

Les critiques cependant on fait remarquer, avec CARRARA, que, dans une société comme la nôtre, où il est admis que l'on peut récompenser un mort, tel le soldat qui tombe héroïquement sur le champ de bataille et auquel on accorde une médaille ou autre citation, il paraît bizarre que l'on ne puisse de même punir la mémoire d'un mort (1). Il est louable de consacrer le courage et la vertu par des funérailles grandioses, il est raisonnable de conserver intact le culte d'une mémoire, pourquoi alors est-il scandaleux de flétrir celui-là même qui a manqué au plus beau et au plus grand des devoirs. Pourquoi refuser à la justice et à la morale ce qu'on accorde à la gloire et à l'honneur ?

D'autre part, on devrait pouvoir déroger à l'article 2 du Code d'instruction criminelle au cas où c'est un coupable qui se donne la mort. Passe encore pour un suicide *tædio vitæ* pur et simple, mais ici, le coupable aurait subi la flétrissure de son vivant, pourquoi lui épargner après sa mort. La réprobation publique que soulève son premier crime doit pouvoir s'exercer après sa mort. Les ennuis d'une poursuite criminelle seraient aussi graves si le coupable était vivant.

(1) *Programma parte speciale*, § 1152, note 2.

**§ 3. — La personnalité des peines fait obstacle
aux peines pécuniaires**

Nos lois ont répudié la confiscation qui, pour atteindre l'agent, frappait la famille. Une peine pécuniaire retomberait sur la famille du suicidé et, par suite, sur des innocents. Les peines portées contre le suicide consommé sont donc impersonnelles, car elles frapperaient des héritiers innocents. Entorse grave au principe de la personnalité des peines. Il importe donc d'écarter une telle solution, car ici la punition lèserait des personnes étrangères au délit en les frappant pécuniairement. L'amende irait donc à l'encontre de la règle que la peine est personnelle et ne s'applique qu'au coupable.

« Ne pas punir le suicide pour épargner des innocents est un sophisme, déclare cependant M. FLEURY (2). Croit-on ne pas accabler des innocents quand on condamne un criminel à payer à sa victime une forte somme de dommages et intérêts? Comme il n'y a pas ici de préjudice causé à des tiers, on infligerait une amende; pour la famille, le préjudice pécuniaire serait le même. »

Pourquoi veut-on séparer la victime du milieu dans lequel elle a vécu, répondent encore certains. La famille n'a-t-elle pas elle-même des reproches à s'adresser et une part de responsabilité dans l'acte incriminé: faute de surveillance des parents, défaut d'éducation morale, ennuis dont on accablait la victime. M. ALPY nous fait d'ailleurs remarquer qu'à l'époque où existait la répression du suicide, l'opinion publique faisait à juste titre rejaillir une partie

(2) Thèse, p. 49.

du déshonneur et de la peine sur la famille; la confiscation des biens de la femme découle de cette idée.

« Le rejaillissement du déshonneur, conclut-il, est un mal inévitable, même dans une famille complètement innocente, qui est peu de chose en présence de l'intérêt social poursuivi en notre matière » (3).

Le principe de la personnalité des amendes et dettes a subi d'ailleurs des dérogations variées, par exemple en cas de succession où les héritiers peuvent supporter les dettes et dommages-intérêts dus par le de cujus, et les lois du 2 novembre 1892 et 12 juillet 1875 déclarent les maîtres et commettants responsables des amendes prononcées à la suite de condamnations pénales contre leurs ouvriers ou préposés.

§ 4. — Le suicidé est un anormal

Il importe ici de répondre à certaines objections importantes soulevées par les partisans de l'impunité.

L'auteur d'un acte répréhensible ne peut être puni si, au moment où il l'a commis, il ne possédait pas entièrement sa raison. L'imputabilité d'un fait nécessite une certaine responsabilité de la part de l'individu. Sans responsabilité, pas de culpabilité. Les partisans de la non-répression du suicide déclarent donc que se priver d'un bien aussi précieux que la vie, ne peut jamais être qu'un acte de folie; le suicidé a agi sous le coup d'une crise violente, surexcitation malade, dans une inconscience totale qui lui enlève toute responsabilité.

Nous avons répondu dans l'introduction à toutes ces objections en soutenant, avec BRIÈRE DE BOISMONT, que

(3) ALPY. Thèse, page 162.

l'observation et les enseignements de l'histoire nous montrent bien qu'il y a des hommes qui se tuent avec le plus grand sang-froid et après avoir mûrement et longuement réfléchi.

La légitimité de la répression du suicide est donc admissible. On objecte aussi la difficulté qu'il y a de distinguer le suicide criminel du suicide pathologique. L'examen est particulièrement délicat, car le sujet d'observation a disparu. La pleine conscience ou l'irresponsabilité peuvent cependant apparaître clairement après l'étude des circonstances du suicide, par exemple les écrits laissés par le suicidé renseignent beaucoup, de même le mode de perpétration du suicide: plus le mode de quitter la vie est insolite et cruel, plus il est permis de conclure à un dérangement cérébral. Les enquêtes auprès de la famille ou près des voisins, le secours de la médecine, sont des moyens de preuve très efficaces. La preuve du fait de suicide lui-même soulève parfois des difficultés, objecte-t-on aussi. Danger de confondre le crime ou l'accident avec le suicide. Il y a cependant ici un grand nombre d'éléments d'appréciation, qui rendent bien rares les cas où on ne saurait distinguer un meurtre d'un suicide et les signes probants du suicide n'échappent pas à un expert, dans un suicide par arme à feu: la brûlure de la peau ou des vêtements par exemple; l'autopsie et l'examen des organes internes du cadavre constituent un bon élément de conviction. Les constatations du juge d'instruction, les lumières de la médecine, l'interrogatoire des témoins, la lecture des écrits laissés par la victime, tout ceci aboutit fatalement à révéler la vérité.

La jurisprudence relative aux donations entre vifs et aux

testaments, ainsi qu'aux assurances sur la vie, renforce d'ailleurs notre opinion. De nombreux arrêts distinguent entre les suicides conscients et inconscients. Suivant la Cour d'Orléans, « le suicide, lors même qu'il a été occasionné par le délire d'une passion, telle par exemple la jalousie, n'impose pas en lui-même l'idée que le suicidé fut privé de ses facultés mentales. D'où le suicide n'est pas à lui seul une cause de nullité du testament fait quelques instants avant le suicide » (4).

Dans l'affaire de la demoiselle Lhérault, le Tribunal prononce la validité de son testament, « attendu que si l'on recherche les circonstances du suicide de la demoiselle Lhérault, on la voit le préparer et l'accomplir avec une énergie tranquille et un sang-froid bien remarquable... qui ne permettent pas de douter qu'elle ait agi avec une volonté complètement libre » (5).

En matière d'assurance sur la vie, les Compagnies règlent les polices des assurés qui se sont suicidés. Mais seuls y ont droit ceux qui ont agi inconsciemment. Si la Compagnie peut prouver que le suicide a été voulu et prémédité, le contrat sera nul; si le suicidé était un anormal, pourquoi admettre alors qu'en certains cas il agit délibérément, sans contrainte. Le contrat d'assurance étant fait en prévision des risques de mort, doit naturellement exclure les cas de mort violente provenant du fait du souscripteur. C'est ainsi que le suicide opéré sciemment, en toute connaissance de cause, libère la Compagnie de ses obligations (6).

(4) 26 février 1829, S. 29, 2.338.

(5) Tribunal de Versailles, 25 juillet 1867.

(6) Tribunal de la Seine, 3 août 1897.

C'est dans le même esprit qu'a été conçue la loi du 13 juillet 1930 relative aux assurances; l'article 62 nous dit: « L'assurance en cas de décès est de nul effet si l'assuré se donne volontairement la mort... ». Puis: « Toute police contenant une clause par laquelle l'assureur s'engage à payer la somme assurée même en cas de suicide volontaire et conscient de l'assuré ne peut produire effet que passé un délai de deux ans, après conclusion du contrat ». Ainsi donc, cette clause, qui fixe un délai de deux ans avant de garantir le suicide, indique bien la réprobation du législateur envers cet acte, sa peur de créer un intérêt au suicide et sa pensée que l'assuré peut réfléchir pendant ces deux ans et se détourner du geste fatal. Nous sommes heureux de constater cette sorte de prohibition du suicide inscrite dans une de nos lois.

« Considérant que le suicide ne fait pas présumer la folie... et peut être même le résultat d'une volonté bien arrêtée et réfléchie, que cet acte justement réprouvé par la morale comme une désertion... », lit-on encore en jurisprudence.

Il en est de même en matière d'assurance contre les accidents et en matière de pensions. « Si les intéressés établissent que le suicide a été, dans l'espèce, déterminé par un état maladif se rattachant au service, il peut y avoir ouverture du droit à pension. Le droit à pension n'est pas ouvert si le mari s'est donné volontairement la mort (7).

(7) Les pensions militaires. Conseil d'Etat, 28 mars 1925. LAVOLÉ.

SECTION II

Opinion des auteurs

§ 1. — En faveur de l'impunité

Est-il punissable? Devrait-il l'être? Solutions très diverses. Les écrivains et juristes qui ont traité du suicide se sont plutôt montrés favorables à son impunité.

BECCARIA, dans son livre *Des délits et des peines*, protesta contre la punition du suicide : « Le suicide est un délit qui semble ne pouvoir être soumis à aucune peine, car cette peine ne pourrait tomber que sur un corps insensible et sans vie ou sur des innocents », la peine est donc inutile ou odieuse et tyrannique ; « celui qui se tue fait moins de tort à la société que celui qui renonce pour toujours à sa patrie. Le premier laisse tout à son pays, tandis que l'autre lui enlève sa personne et une partie de ses biens... il est démontré que la loi qui emprisonne les citoyens dans leur pays est inutile et injuste, et il faut porter le même jugement sur celle qui punit le suicide ». BECCARIA admet que le suicide est un crime, puni par Dieu après la mort du coupable, mais la répression ici-bas en est laissée à la morale et à l'opinion publique. Le seul remède serait une meilleure organisation sociale qui augmenterait le bien-être respectif de chaque citoyen (8).

Cette opinion est partagée par beaucoup d'auteurs modernes. Nous citerons en premier lieu l'argumentation serrée de M. GARRAUD sur cette question :

« La cause de l'impunité du suicide, dit-il, c'est le suicide même. L'homme qui dispose de sa vie se dérobe à

(8) BECCARIA, *op. cit.*, p. 35.

la répression, dit avec raison M. Bertauld. La mort empêche tout procès parce qu'elle empêche toute intervention sociale. Pour confisquer les biens du suicidé, priver sa dépouille mortelle de sépulture, il faudrait que la culpabilité du suicidé fut constatée par justice. Or, le droit moderne a sagement répudié les procès à la mémoire.... Celui que ne peut arrêter ni l'horreur de la mort, ni les liens les plus chers de la nature, ni les craintes d'une éternité malheureuse, ne saurait être retenu par des lois qui n'atteindront que son cadavre ou sa mémoire... » « Puis, combien d'autres suicides seraient provoqués dans la famille par des recherches indiscrètes. On sait quel est à ce point de vue la force de l'imitation et la contagion de l'exemple. Puis, l'extrême difficulté de savoir si la résolution du suicide a été ou non exécutée dans la plénitude de ses facultés mentales nous paraît concluante dans le sens de l'impossibilité d'établir une répression du suicide » (9).

D'après FERRI, des motifs extrinsèques au droit sont suffisants pour démontrer les inconvénients et l'impossibilité de la répression, sans qu'il y ait lieu d'examiner la question philosophique du droit et devoir de vivre sur laquelle on peut indéfiniment dissenter.

BRISSOT, dans son livre *Les moyens d'adoucir la rigueur des lois pénales* (10), demande qu'on laisse à l'opinion le soin de diminuer, d'anéantir le spleen épidémique qui produit le suicide, comme d'arrêter la fureur des duels.

BOUCHER D'ARGIS fait observer que le châtiment du suicide est illusoire (11).

(9) GARRAUD. *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. V, p. 273.

(10) Page 60.

(11) *Observations sur les lois criminelles*, p. 192.

TAILLANDIER (12) applaudit à ce résultat : « Je sais, dit-il, que le suicide a été longtemps le sujet d'une peine en France et l'est encore en Angleterre, mais une punition infligée à un corps dépouillé de la vie est trop contraire à la morale pour qu'il soit possible de songer à l'introduire aujourd'hui et même la maintenir dans une législation raisonnable. L'impossibilité où l'on se trouve de punir ce délit a dû le faire abandonner à la connaissance de la justice suprême que l'on a pu outrager, mais qui, assurément, n'a pas besoin de la vengeance des hommes ».

Edmond ABOUT, dans le *Progrès* (13), fait remarquer que l'Etat ne punit point le suicide, mais permet à la religion de le flétrir. Comme il voit dans le suicide la crise finale d'une maladie appelée par les médecins hypémanie ou mélancolie, causée par des désordres de toutes sortes... « Hâtons-nous, propose-t-il, d'organiser solidement la société française, ce remède est plus souverain que la loi pénale des Anglais et la demi-philosophie de nos collèges. »

L'opinion de BECCARIA est partagée par beaucoup d'auteurs modernes, qui considèrent les causes du suicide et la lutte contre son développement comme échappant entièrement à l'action de la loi pénale. « Il ne peut constituer un délit quelque blâmable qu'il soit au point de vue moral et religieux. Ce n'est pas à dire que l'individu ait un droit véritable sur la vie, le droit d'y mettre fin à son gré; ce serait une exagération. La loi ignore simplement le suicide et doit le tolérer » (14).

RAUTER (15) justifie la non-inscription du suicide dans

(12) *Lois pénales de France et d'Angleterre*, p. 47.

(13) *La répression*, chapitre XV.

(14) Georges VIDAL, *Cours de droit criminel*, 1928, p. 354 et s.

(15) RAUTER, *Droit criminel français*, t. II, N^{os} 441 et 442, p. 10 et s.

le Code pénal, au nombre des délits. « C'est sous la rubrique des crimes et délits contre les personnes qu'est placé l'article qui punit l'homicide; or, juridiquement parlant, on ne peut commettre de délit pénal contre soi-même. Les délits privés n'ont point été incriminés pour garantir l'homme contre lui-même, mais pour le protéger contre les tiers; on ne peut donc point admettre le crime d'homicide contre soi-même. L'action peut paraître immorale, contraire à la religion, mais pas contre le droit pénal... D'ailleurs, aucune des peines autorisées par la loi naturelle ne pourrait lui être appliquée. »

CHAUVEAU et FAUSTIN Hélie, en examinant ce point très important ne se prononce qu'à demi (16). « En général, il ne faut pas se dissimuler que l'incrimination légale n'aurait qu'une puissance incertaine et souvent méconnue, les passions et affections morales qui poussent au suicide sont souvent plus fortes que l'autorité des lois. La religion seule a le pouvoir d'enchaîner la volonté parce qu'elle commande aux passions, sa voix parle assez haut, même au milieu des tempêtes de l'âme, pour en apaiser les soulèvements... La difficulté est dans le choix d'une pénalité. Nous avons répudié la confiscation qui, pour atteindre l'agent, frappait la famille, et nos mœurs ne toléreraient plus ces supplices infligés aux cadavres. La punition ne pourrait donc être en définitive qu'un flétrissage public. Mais quel serait l'effet de ce blâme dépourvu de sanction, de cette inflexion morale prononcée sur une tombe ? La conscience publique qui réproouve cette fatale maladie du suicide, approuverait-elle le châtement ? Et puis, il faut remarquer que tous ceux qui attentent à leur vie n'obéissent pas à une immorale impul-

(16) *Théorie du code pénal*, p. 421 à 439, tome III.

sion. Il serait nécessaire qu'une enquête solennelle à chaque mort vînt éclairer et recueillir les causes de la détermination de l'agent et l'état de sa raison au moment de sa mort. Or, quelle incertitude dans une telle investigation, quels vagues moyens d'instruction pour arriver à flétrir une vie peut être pure ».

BOITARD, LABORDE, BERTAULD, ont de même préconisé l'impunité du suicide. Ils sont persuadés que la répression n'est pas du domaine de la loi positive.

Il y a ici à faire le départ entre la loi morale ou religieuse et la loi pénale. Or, la loi morale et mieux qualifiée pour blâmer le suicide et le prévenir; quant à la loi positive, elle doit le tolérer, car il faut le reconnaître, elle est impuissante à arrêter sa contagion. Tout le monde est d'accord que le suicide constitue un mal social redoutable qu'il faut combattre énergiquement, mais la nature de ce mal, ses caractères particuliers, l'évolution des mœurs, l'idée moderne du droit, enfin des considérations d'humanité et de prudence, conseillent de ne pas l'incriminer; il y a des mesures à prendre contre ce fléau social, les seules possibles sont les mesures préventives. C'est du côté moral qu'il faut agir surtout. Ce sont ces idées qui ont triomphé dès le début du XIX^e siècle et ont poussé le législateur à consacrer le principe de la libre disposition de soi-même.

§ 2. — En faveur de la répression du suicide

Il faut cependant constater que l'impunité du suicide a rencontré des adversaires décidés, pour lesquels les mesures préventives étaient insuffisantes. La crainte des peines édictées par la loi ne pourrait-elle pas en effet, retenir le bras

de quelques désespérés que la morale serait impuissante à arrêter ? Ces différents auteurs s'accordent sur la nécessité d'une peine, mais diffèrent sur son application.

« Le suicide, déclare M. TISSOT, envisagé sous le rapport juridique, s'il n'est point une sorte de banqueroute, est juridiquement irrépréhensible. Ce qui ne veut pas dire que le législateur n'ait pas le droit, dans l'intérêt de la morale publique, de prendre certaines mesures propres à faire comprendre au peuple que le suicide lorsqu'il est volontaire et libre n'est point indifférent à la société, mais ces peines doivent autant que possible être d'accord avec la justice, la décence et les mœurs publiques. Elles n'auraient pas le premier de ces caractères si elles attaquaient des innocents, elles n'auraient pas le deuxième si elles tendaient à déshonorer l'humanité dans un ignominieux traitement auquel seraient soumis les restes inanimés d'un malheureux désespéré. Il suffirait, ce nous semble, de lui refuser les honneurs funèbres; cette peine serait purement privative. Le citoyen qui abandonne son pays ne doit pas être honoré dans cette fuite, qu'il soit libre de quitter sa patrie, mais que sa désertion au contraire ne soit pas un triomphe, qu'elle soit secrète au contraire comme une action honteuse qu'honorable; qu'il s'échappe de nuit, sans cortège, sans amis, mais aussi sans obstacle, et surtout qu'il n'emporte que ce qui lui appartient (17).

De même, DURKHEIM est partisan d'un châtiment moral, tendant à refuser la sépulture légale ou du moins à la soumettre à quelque condition infamante propre à faire impression sur les esprits. « Notre indulgence actuelle pour le suicide est excessive, puisqu'il offense la morale, il devrait être

(17) TISSOT. *Le droit pénal*, pages 73-74.

réprouvé avec plus d'énergie et de décision, et cette réprobation devrait s'exercer par des signes extérieurs et définis, c'est à dire par des peines. Les peines sévères sont impossibles, on ne pourrait édicter que des peines morales. Ce serait d'abord refuser les honneurs d'une sépulture régulière ».

Le Docteur CORRE compare le suicide à l'homicide et en montre la progression parallèle en France. Tous deux doivent être punis dit-il ; le suicide est un attentat qui doit être traité comme celui des meurtriers et des assassins.

Enrico FERRI dans son ouvrage (18), prétend au contraire qu'il y aurait antagonisme entre l'homicide et le suicide, l'un étant une soupape de sûreté contre le développement de l'autre. Par contre, le Professeur LACCASSAGNE estime que le suicidé est un criminel modifié par son milieu et qui par sa tendance naturelle aurait dû commettre un homicide ; c'est par instinct du meurtre qu'il aurait attenté à sa propre vie, il conclut donc à la répression du suicide en soi. SIGHELE de même a décrit « l'iter criminalis » dont le point de départ est la détermination au suicide, on est en présence d'un chemin qui, parti de l'idée de suicide va jusqu'à l'homicide, grâce au triomphe égoïste de l'instinct de conservation d'où on peut conclure que le suicide doit être traité comme l'homicide puisqu'il y mène.

Le jurisconsulte MORIN pense de même. « Le suicide flétri par les lois religieuses est un attentat à l'ordre public, une violation des lois de la société dans la personne de l'un de ses membres. Et la société a le droit de punir le suicide de la seule manière possible après qu'il est consommé,

(18) *Omicidio-Suicidio*, p. 256 et s.

c'est-à-dire en flétrissant la mémoire du coupable. » (19).

Le légiste hollandais GROTIUS approuve aussi la peine de la flétrissure infligée à l'homme qui s'est donné la mort; « il suffit, dit-il, que, pendant qu'on est en vie, on craigne d'être traité après sa mort d'une manière infamante, pour que l'on soit détourné du mal par cette seule considération. »

De même, le moraliste anglais HUTCHESON: « la société humaine a le droit d'employer la force pour empêcher le suicide. L'humanité seule donne le droit à tout homme d'interposer son autorité en pareil cas. »

CHAUVEAU et HELIÉ sont plus prudents et plus réservés, ils se contentent d'inscrire le suicide au nombre des délits: « Ne nous hâtons pas de proclamer toute disposition impuissante et stérile, l'inscription du suicide parmi les délits aurait déjà un avantage, celui d'édicter une haute leçon, un avertissement moral pour les peuples, et qui sait si cette salutaire flétrissure ne détournerait pas de son accomplissement quelques esprits momentanément égarés. N'empêcherait-elle qu'une seule mort volontaire, la loi serait-elle inutile ? (20).

SECTION III

Critique de la législation française. — Solution

Le suicide n'est donc pas puni par notre code qui l'a passé sous silence. Comme le fait remarquer COQUELIN DE LISLE, « logique avec lui-même, le législateur aurait dû tolérer tout ce qui était susceptible de nuire au développe-

(19) Rép. g. du droit criminel, Suicide.

(20) *Op. cit.*

ment et à la conservation de l'individu. L'alcoolisme et l'avortement auraient dû être tolérés. Le sont-ils ? Non pas. L'opium est interdit, l'alcoolisme est réprimé, l'avortement est puni, le travail de chacun limité, mais l'homicide de soi-même n'est pas considéré comme violation de la loi pénale. Existe-t-il une contradiction plus marquée ? Le législateur devait pousser jusqu'à l'extrême limite son rôle de gardien et de défenseur; il devait prévenir le suicide, l'interdire, le condamner. » (21).

Le suicide est un acte répréhensible au point de vue moral comme au point de vue social, c'est un mal redoutable auquel on doit veiller. Nous avons vu que tous les arguments en faveur de l'impunité du suicide peuvent être victorieusement combattus. Nous avons admis que l'acte de suicide est un de ceux qui méritent de tomber sous le coup de la loi pénale. La légitimité de la répression ne fait aucun doute et nous posons en principe, avec MM. ALPY et MÉDEVILLE qu'il est nécessaire d'édicter des lois répressives, frappant directement le suicide. La difficulté résulte dans le choix et dans l'application d'une pénalité. Serons-nous impuissants à la trouver et dirons-nous avec beaucoup que « le suicide est un crime et, comme tel, punissable; seule l'efficacité de la peine empêche toute poursuite. »

M. ALPY, dans sa thèse, a indiqué les peines qu'il conviendrait, à son avis, d'édicter contre les suicidés. Il propose un châtiment moral, une peine infamante qui flétrirait la mémoire du suicidé, peine bien personnelle au coupable: « les peines qui s'adressent à l'amour propre et font appel aux plus nobles sentiments semblent réunir le plus de suf-

(21) Thèse, page 60.

frages, dit-il. » Il nous cite l'exemple de Bonaparte qui réussit à entraver les suicides de son armée par la crainte d'une ignominieuse flétrissure, ainsi que l'exemple de ces jeunes filles de Milet, guéries du suicide par le sentiment de la pudeur. Il propose même que les corps des suicidés soient enlevés aux familles et livrés aux amphithéâtres de dissection; cette perspective devant déplaire à bien des désespérés.

Assurément, ces peines peuvent empêcher quelques suicides, mais nous pensons, avec M. MÉDEVILLE, que « ces diverses sanctions ne produiraient d'effet que sur quelques catégories de citoyens où l'honneur s'est le mieux conservé. » (22). Puis, les inconvénients sont nombreux ; les ennuis pour la famille, la honte qui rejaillirait, souvent bien à tort, sur ses membres plutôt à plaindre en ces moments douloureux, les enquêtes aboutissant à des révélations parfois indiscrètes, sont autant d'obstacles sérieux. En effet, malgré la tolérance croissante de l'opinion envers le suicide, celui-ci est cependant encore une tache pour la famille solidaire, dans une certaine mesure, de la fatale détermination, comme n'ayant pas donné à la victime les soins, l'affection, le bonheur qui l'eussent conservé à la vie. La dissimulation du suicide est pour cela assez fréquente, surtout dans les régions catholiques où on cache soigneusement la vraie cause du décès, pour éviter le refus du concours de l'Eglise aux funérailles du suicidé.

Quant à la déchéance des dispositions testamentaires, dont parle M. ALPY : « Il est choquant de voir ceux qui se suicident faire exécuter leurs volontés dernières par la

(22) Thèse, page 210.

société qu'ils ont outragée en la quittant. » (23), c'est une disposition trop particulière qui n'aurait pas un effet assez général.

A notre humble avis, comme nous l'avons exprimé dans l'introduction, il nous semble que le rétablissement de la privation des honneurs de la sépulture, l'ensevelissement sans pompe du cadavre du suicidé, serait à rétablir à l'imitation de la règle suivie dans l'Eglise catholique. Nous pensons avec M. TISSOT, que le citoyen qui abandonne volontairement son pays ne doit pas être honoré dans sa fuite et que sa désertion doit être secrète et honteuse. Avec MM. CHAUVEAU et HÉLIÉ, nous pensons aussi que l'inscription du suicide parmi les délits aurait l'avantage d'édicter une haute leçon pour tous les peuples. Puis enfin, cette inscription nous permettait d'atteindre la tentative de suicide et surtout la complicité de suicide prévue par le nouveau projet de code pénal français.

Nous redisons que personne n'ose affirmer que le suicide constitue une fait indifférent à notre conscience morale et précisément, parce qu'il est une violation de nos sentiments moraux, il devrait être considéré comme une action répréhensible. Nous affirmons donc qu'aucun critère ne pourra jamais prohiber entièrement l'homicide, ni légitimer complètement l'irresponsabilité de celui qui se tue.

Il y aurait d'ailleurs tout un programme de lutte contre le suicide à établir. Il faut se préoccuper avec énergie de ce mal devenu chronique et ne pas le considérer comme un phénomène normal de la vie sociale. Il faut, en temps utile, agir et essayer de prévenir le mal. Une action prophylactique efficace à laquelle seraient soumis les candidats

à tendances morbides, un traitement approprié à domicile ou un séjour dans un établissement, empêcheraient certainement un nombre important de suicide. Les œuvres de préservation sont, par contre, peu efficaces contre les suicides à la suite de chagrins intimes ou en cas de maladies incurables. Mais l'action sociale peut être un excellent remède dans la lutte contre la misère qui est cause de tant de suicides. Et si l'on considère le rôle néfaste joué par la publicité donnée à certaines mauvaises actions, la contribution de la presse à l'extension des suicides, la lourde responsabilité qu'assurent les journalistes et les romanciers en face des découragés de toute sorte, il y a toute une éducation à refaire et toute une réglementation à créer. Les enquêtes qui attirent l'attention, l'action néfaste du livre qui, tombé entre les mains d'un être prédisposé, pousse vers le geste fatal, les commentaires savoureux de la presse, le grand luxe de détails d'un réalisme dangereux, les photos scandaleuses de la presse illustrée représentant dans des poses tragiques les portraits des victimes, tout ceci provoque une contagion morbide, une modification progressive de la mentalité et donne le coup de grâce au malheureux.

A force de penser à l'idée de suicide, on finit par y succomber, aussi nous ne ferons pas nôtre cette formule du philosophe allemand NIETZSCHE : « La pensée du suicide est une puissante consolation. Elle aide à passer plus d'une mauvaise nuit ».

SECTION IV

La tentative de suicide

La tentative de suicide n'est pas poursuivie parce que le suicide consommé ne constitue pas une infraction. Les conséquences pratiques de l'impunité du suicide dans notre législation sont donc l'impunité de la tentative et de la complicité, par application des principes généraux du Code pénal. En effet, pour qu'il y ait tentative et complicité punissables, il faut un fait principal lui-même punissable et la condition fait ici défaut.

« L'impunité de la tentative de suicide, dit GARRAUD, résulte comme une conséquence nécessaire de l'impunité du fait accompli. L'homme qui a tenté de mettre fin à ses jours ne saurait être punissable seulement quand il survit et parce qu'il survit » (24).

D'ailleurs, punir la tentative, disent les partisans de l'impunité, ce serait un remède pire que le mal, car aux causes réelles qui avaient déterminé la tentative viendraient s'ajouter les ennuis d'une poursuite pénale.

« La répression de la tentative de suicide, dit encore M. GARRAUD, nous paraîtrait injustifiable du point de vue social et, quelque parti que l'on prenne sur la question philosophique, plus dangereuse qu'utile. Il faudrait, en effet, toujours examiner l'état d'esprit du coupable, donner une fâcheuse publicité à des faits qu'il vaut mieux cacher. Au point de vue juridique et social, la tentative ne peut donc être punie... » Cependant, quelques auteurs ont envisagé la punibilité de la tentative. DURKHEIM propose

(24) *Op cit.*

de retirer à l'auteur de la tentative de suicide certains droits civiques, politiques ou militaires, puisqu'il s'est dérobé à ses devoirs fondamentaux (25). MORIN incrimine lui aussi la tentative de suicide, il en fait un délit *sui générís* et le frappe d'une peine correctionnelle légère de quelques mois de prison (26).

En effet, disent ces auteurs, les raisons qui s'opposent pratiquement à la répression du suicide tombent en effet s'il s'agit d'une tentative qui n'a pas abouti; on peut atteindre directement le coupable, car il est vivant et il subira personnellement les effets de la condamnation qu'il aura encourue. La logique juridique ne s'y oppose donc pas à frapper le coupable car l'individu est vivant et responsable. Au point de vue pénal, la répression n'offre donc aucun inconvénient.

L'examen mental peut se faire ici comme dans toute infraction, aucune difficulté. « D'autre part, la condamnation prononcée contiendrait une grande leçon morale et serait un avertissement salutaire pour l'agent échappé à la mort et en même temps un exemple pour les imitateurs » (27). La peine le détournera du suicide pour l'avenir en le faisant réfléchir sur son acte, surtout que, souvent, l'individu se félicite de n'avoir pas réussi dans sa tentative. Sur 100 individus, dit ESQUIROL, qui font des tentatives, il n'y a en pas 40 qui réussissent.

Depuis longtemps, nos lois de recrutement punissent celui qui se rend impropre au service militaire, ainsi que ses complices. L'article 87 de la loi du 31 mars 1928 le

(25) *Op. cit.*, p. 425.

(26) *Répertoire. Suicide*, N° 5.

(27) Rep. dr. criminel mot., suicide.

déclare encore formellement. Or, le suicide manqué n'est-il pas une mutilation volontaire, d'une nature spéciale et plus caractérisée? Le citoyen a pu se rendre impropre au service. Il y a là un défaut d'harmonie à relever entre la répression de la mutilation volontaire et l'impunité de la tentative de suicide.

M. ALPY, très sévère sur les peines de suicide, ne l'est pas moins en cas de tentative de suicide; il propose des peines de déchéance appliquées sous la forme de privations de droits qui ont remplacé la mort civile: double incapacité de disposer et de recevoir à titre gratuit par donations ou testaments; nullité du testament, peine de la dégradation civique combinée avec la privation des droits politiques, civiques et de famille; l'opinion accepterait sans peine que quiconque a tenté de se dérober à ses devoirs fondamentaux fût frappé dans ses droits correspondants (28). Large publicité donnée à la condamnation.

M. MÉDEVILLE propose d'inscrire au nombre des infractions, à défaut du suicide, la tentative de suicide, considérée comme délit *sui générís*. La peine consisterait en l'interdiction de certains droits civiques, militaires et de famille (29).

Partisan de la répression du suicide, nous admettons de même que sa tentative soit sanctionnée. Cependant, il nous semble qu'une peine très légère, plutôt de principe, suffirait ici, car l'individu s'est manqué, la société ne l'a pas complètement perdu et n'est pas privée de ses services. D'ailleurs, il est déjà châtié par la blessure qu'il s'est faite et il serait à craindre que la peine qu'il encourt ne

(28) Page 172.

(29) Page 213.

le pousse aux pires extrémités. Pour le ramener à une saine compréhension de ses devoirs, le calme et la tranquillité sont mieux recommandés que les ennuis d'une poursuite judiciaire et la perte honteuse de ses droits primordiaux ; des soins moraux, un traitement approprié sont plus aptes à opérer chez lui le redressement salutaire et à ranimer son énergie et sa volonté qu'un moment de désespoir avait fait sombrer.

S'il est d'ailleurs reconnu que le malheureux n'est pas tout à fait responsable, que sa raison est plus ou moins troublée et que sa volonté est par trop faible et vacillante, il convient de le confier à une maison de santé, où il recevrait des soins dus aux malades. Le laisser en liberté, en effet, c'est risquer de le voir recommencer une nouvelle tentative et c'est un devoir de l'en empêcher. La responsabilité des familles pourrait être engagée en cas de négligence de leur part.

En cas de récidive d'un individu sain et normal, parfaitement responsable, le législateur doit appliquer des peines plus sévères ; nous n'hésitons pas à préconiser le retrait de certains droits civiques, politiques et de famille, à l'instar de M. ALPY. Un être humain qui n'a réellement pas la force de volonté nécessaire pour remplir ses devoirs est indigne de pitié et de commisération.

CHAPITRE II

LA COMPLICITÉ DU SUICIDE

Nous entendons par là tout aide, toute instigation au suicide d'autrui, sans que l'auteur de cette provocation ait pris une part active à la mort de la victime; cette dernière s'est tuée de ses propres mains. Dans le système français, le suicide n'étant pas puni, la complicité au sens des articles 59, 60 du Code pénal, ne l'est pas également: un fait de complicité punissable ne peut exister sans un fait principal punissable lui-même, à l'exécution duquel il se rattache. « Ainsi donc, celui qui, par abus d'autorité ou machination, excite une personne à se donner la mort à elle-même et l'amène à se tuer, celui qui fournit les armes, poison et instruments destinés au suicide, sachant qu'ils doivent servir, ni même celui qui aide un individu dans les faits qui préparent, facilitent ou consomment son suicide ne peut être poursuivi » (1). Cet agent commet un acte immoral, mais est à l'abri de toute répression. Tous les auteurs admettent cette nouvelle conséquence légale de l'impunité du suicide; une unanimité s'est faite autour de la question, au nom de ce principe juridique que l'impunité du fait principal emporte l'impunité du complice.

(1) GARÇON, art. 295, appendice II, Suicide, N° 231.

§ 1. — **Opinion des auteurs**

« Si, dit BLANCHE, le complice est resté dans les bornes d'une simple assistance ou n'a aidé la victime que dans les préparatifs du suicide, j'admettrai qu'il n'est pas responsable de ses actes que devant Dieu et sa conscience, qu'aucune disposition pénale ne lui est applicable » (2).

« Dans l'état de la législation, les complices du suicide n'encourent aucune peine, le suicide n'étant pas un délit, il n'y a pas de crime principal; or, là où il n'y a pas de crime principal, il n'y a pas de complicité » (3).

Tel est aussi l'avis de BOITARD et VILLEY, qui reconnaissent facilement que les faits de provocation, d'aide donnée aux préparatifs, d'instruments ou d'armes fournis pour exécution, échappent à la loi pénale (4).

CHAVEAU et HÉLIÉ pensent de même. « Il n'y a pas de participation criminelle à un fait qui ne constitue ni un crime, ni un délit. La Cassation a dû proclamer que la complicité d'un fait de suicide n'est punie par aucune loi pénale » (5).

MOLINIER n'est pas d'un avis différent dans son *Traité théorique et pratique de droit pénal*. « Quid du complice? Le suicide n'étant pas puni, le complice n'a à subir aucune peine, car il n'y a vrai dire pas de complicité sans délit. »

La Cour de Cassation elle-même s'est rangée de l'avis de la doctrine et la chose est aujourd'hui incontestée. C'est

(2) *Etudes publiques sur le Code pénal*, t. II, p. 67.

(3) RAUTER, t. II, N° 441, 2, p. 10 et suivantes.

(4) *Leçons de droit criminel*, p. 353 et s.

(5) 27 avril 1815, 16 nov. 1827. (Ch et H., t. III, p. 421 à 439.)

en ce sens que la Cour de Cassation a tranché cette question dans l'affaire Lhuillier du 27 avril 1815: une femme était poursuivie pour assassinat de son mari; elle s'était défendue en soutenant qu'elle lui avait seulement fourni les moyens de se suicider. Le jury répondit oui sur la question d'assassinat volontaire avec préméditation. La Cour prononça la peine de mort. La Cour de Cassation cassa cet arrêt:

« Attendu que la déclaration du jury ne peut servir de base à une condamnation que lorsqu'elle contient l'affirmation claire et précise d'un fait punissable d'après les lois pénales;

« Attendu que le jury a déclaré que l'accusée était coupable d'un homicide commis volontairement et avec préméditation, en ajoutant (ce qui ne lui était pas demandé) que l'accusée avait coopéré au dit homicide en fournissant à son mari les moyens nécessaires à sa destruction;

« Attendu que cette réponse, qui caractérisait dans le même fait tout à la fois le crime d'assassinat et la complicité d'un fait de suicide qui n'est pas puni dans notre loi pénale, il résultait une contradiction qui ne laissait plus d'éléments pour asseoir un arrêt; que cette condamnation contient donc une fausse application de la loi pénale... par ces motifs, casse, etc... » (6).

§ 2. — Critique de la législation française

La tolérance des lois humaines à l'égard du suicide, violation manifeste de la volonté divine et des devoirs que nous avons envers nous-mêmes et envers la société, ne doit pas être étendue aux cas de participation et spéciale-

(6) Cass. 1815, S. 16, I, 317.

ment à l'instigation qui présente une gravité toute particulière. Cette règle de notre droit a permis de protéger une coopération criminelle. La participation au suicide est socialement et moralement répréhensible. La collaboration au suicide d'autrui est un fait dont on ne saurait trop flétrir l'immoralité. Le complice est pleinement responsable, sa seule excuse est tout au plus de rendre service à un ami. Aussi, les législations modernes, comme nous l'avons vu, ont-elles édicté pour la plupart des dispositions contre ceux qui participent à cet acte, soit par instigation, soit par simple assistance. Le consentement de la victime, s'il diminue pour une bonne part la responsabilité du coupable, n'est pas suffisant pour l'excuser. Au lieu de raisonner le désespéré, de l'éclairer par ses conseils et ses soins, le complice le précipite plutôt vers le geste fatal; il doit rendre compte à la société de la perte qu'il lui fait subir. Personne n'a le droit d'apprécier l'opportunité du suicide d'autrui, qui est un mal social redoutable, et à plus forte raison de le provoquer au besoin.

L'évolution des mœurs et des idées a conduit à l'impossibilité d'infliger des peines efficaces à celui qui se donne la mort, mais la répression de sa complicité ne tombe pas sous le coup des mêmes arguments et des mêmes difficultés. Aider au suicide d'autrui est toujours une faute grave qui est l'indice d'une absence profonde de sens moral.

« Cette participation est un acte socialement et moralement répréhensible, dit GARRAUD, qui ne peut s'expliquer comme l'acte du suicidé par un égarement d'esprit, un trouble de l'intelligence. La répression, certes, ne serait ni impossible, ni injuste, ni inutile. Si donc le législateur ne doit pas incriminer le suicide, il a au contraire le droit

et le devoir de punir, sous la qualification spéciale de participation au suicide d'autrui, ceux qui, par un des moyens énumérés à l'article 60 du Code pénal, ont provoqué ou coopéré à cette action » (7).

VIDAL, de même, voudrait que le législateur punisse à l'instar des codes étrangers, la complicité de suicide comme délit distinct.

Nous avons vu qu'en Belgique où, comme en France, la complicité de suicide reste impunie, la jurisprudence ne l'admit pas et fit rentrer tous ces faits dans la conception de complicité de crime. En Allemagne, LIZST estime que la participation au suicide est un acte profondément immoral et que la société a le plus grand intérêt à l'empêcher.

§ 3. — Sur quelles bases asseoir alors la répression de la complicité du suicide

Beaucoup de législateurs ont pensé qu'il n'y a aucune contradiction logique à laisser le suicide impuni et à réprimer la complicité comme délit *sui génêris*. Cette théorie nouvelle de la complicité, délit distinct, a paru servir de base juridique à la participation punissable. La théorie classique, avec son emprunt absolu de la criminalité de l'agent principal, par le complice, est apparue trop rigide. Les partisans de la nouvelle doctrine se désintéressent du fait même à raison duquel la loi pénale intervient et ne se préoccupent plus que de l'individu. On doit étudier les faits délictueux commis par les criminels d'après le caractère individuel de ceux-ci et aussi d'après le milieu où ils vi-

(7) René GARRAUD, tome IV, N° 315.

vent. On devrait prendre comme critère, non pas la distinction actuelle: celle de la doctrine classique, mais une autre qui se placerait au point de vue de l'intention des participants sur le fait matériel. L'intention criminelle, la perversité de l'action de l'individu, voilà ce qui servirait à déterminer la culpabilité de l'agent. Le complice, en général, doit donc être puni pour son acte à lui, si cet acte a été nuisible à l'ordre social. Négligeant les rapports qui existent entre le fait principal et l'acte de complicité, ils s'attachent uniquement à discerner l'amplitude de la participation de chaque délinquant.

Ces idées ont été développées par GETZ et LISZT, dont l'idée fondamentale est: à chacun selon sa nocivité et non plus à chacun selon ses œuvres. Le juge devra avoir un grand pouvoir d'appréciation, afin qu'il puisse appliquer la peine selon la nocivité des accusés. Cette théorie si rationnelle permet de marquer les limites de la complicité et, par la portée de la participation du complice, son degré de perversité, d'établir une théorie pénale de la complicité du suicide. Le suicide n'est pas puni pour des raisons de convenance; mais, par rapport aux tiers, il garde son caractère de criminalité et ainsi, sans nous embarrasser dans les règles classiques de la participation punissable, nous aurons posé le fondement juridique de la répression des actes de participation. La participation au suicide d'autrui porte atteinte à l'ordre social; c'est une nécessité sociale réelle d'en faire un nouveau titre de délit. Beaucoup de législateurs ont pensé ainsi; cette nécessité de faire de la complicité de suicide un délit spécial a été reconnue, entre autres, par M. CARRARA: « Tout homme répond de son propre fait, suivant ce qu'il a voulu et suivant les faits

qu'il a produits; il est utile et socialement nécessaire de séparer l'action du complice et celle de l'auteur principal, afin de mieux atteindre une assistance criminelle » (8). Il propose, ainsi que SIGHELE, de tenir compte dans la répression de la qualité des motifs, ce que ne fait pas la théorie classique ; ce sont ces motifs qui déterminent le degré de nocivité de l'agent. FERRI, et avec lui toute l'école italienne, a pensé de même et distingue entre les motifs légitimes et illégitimes, sociaux ou antisociaux et en fait une application intéressante ici : « Si l'acte, dit-il, revêt un caractère antijuridique et criminel, il faut établir à quel degré ils sont antisociaux et ensuite, surtout, étudier le coupable. En cas de motifs antisociaux et malhonnêtes, l'acte revêt un caractère antijuridique et criminel et il faut réagir ».

Pour nous, tout en admettant la nécessité de cette distinction, les motifs ne sauraient effacer complètement le délit; ils ne peuvent que diminuer la peine et la responsabilité car, comme le fait remarquer M. SUBRA (9): « Une personne peut avoir agi poussée par des motifs qualifiés de sociaux, d'honnêtes et pourtant, il se peut que la victime n'ait pas véritablement consenti; ainsi l'individu qui a surpris, dans la vie d'un autre, des faits scandaleux qui le déshonorent; il lui conseille de se suicider, de bonne foi, voyant dans la mort le rachat des fautes. La victime, affolée, se tue; il a cependant commis un véritable crime et sa sincérité seule peut atténuer sa responsabilité ». Il n'est pas permis de se tuer, à plus forte raison d'y pousser les autres; l'acte est toujours répréhensible pour quelque motif que ce soit.

(8) Progr. spécial, t. I, p. 1149, note 1.

(9) Thèse, p. 103.

La première chose à considérer est donc la valeur du consentement de la victime. Les motifs viennent ensuite comme circonstances atténuantes. Le consentement libre et éclairé à son acte de celui qui se donne la mort, diminue certes la responsabilité du co-participant, mais n'est pas suffisant pour l'excuser.

NOTRE SOLUTION

La participation au suicide d'autrui est donc réprimée par beaucoup de législations étrangères, comme délit spécial *sui générís*. Pour nous, qui avons inscrit le suicide au nombre des délits et puni la tentative de suicide, il en découle logiquement la répression de sa complicité, dont la seule excuse, tout au plus, est celle de rendre service à un ami qu'on devrait, au contraire, détourner de ses noirs desseins et réconforter par des conseils moraux. Nous sommes ainsi d'accord avec notre règle pénale, toute empreinte de la théorie classique, et l'article 369 du nouveau projet de code pénal français peut logiquement s'appliquer sans soulever, parmi les juristes, les contestations relatives à son caractère de délit *sui générís* dont il est empreint actuellement. Car le principe, « pas de complicité répressive sans punition du crime principal », n'en reste pas moins dominant dans notre législation.

Enfin, la responsabilité du complice s'élèvera lorsqu'il aura poussé à la mort une personne d'un état maladif ou lorsque cette personne était soumise à sa surveillance ou à sa direction. De nombreuses législations étrangères, notamment les législations italienne, russe, polonaise et soviétique, ont aggravé la peine en ces différents cas, sur-

tout lorsque la victime est mineure ou incapable de comprendre le sens ou la portée de ses actes. On peut, en effet, favoriser le suicide en omettant frauduleusement de remplir le devoir de garde ou de surveillance qu'imposent les devoirs particuliers que l'affection, le sang, l'amitié, la reconnaissance ordonnent, la conscience réprouve davantage l'action du suicide et la condamne plus sévèrement.

L'article 369 du projet de code pénal français y fait allusion en ces termes: « L'emprisonnement sera de deux à cinq ans si la victime est une personne mineure ou faible d'esprit ». Il est certainement moins sévère que l'article 580 du code italien, qui applique en ces cas les dispositions relatives à l'homicide.

§ 4. — Quels sont les faits de complicité ?

Nécessité d'une distinction entre les actes de complicité et les actes de participation directe au suicide d'autrui.

Recherche d'un critérium.

La majorité des auteurs et la jurisprudence sont unanimes à distinguer entre la participation indirecte et passive du suicide d'autrui et l'homicide proprement dit avec consentement de la victime.

La provocation au suicide, les instructions données pour le commettre, l'aide et l'assistance dans les actes préparatoires, sont des faits de complicité, ainsi que l'aide fournie au moment où le malheureux va se donner la mort. Mais, ici, la question se complique, et les limites de la

complicité et de la coopération directe sont imprécises et délicates à préciser. Le critérium objectif proposé est qu'il y a complicité, lorsque la participation est indirecte, secondaire. Mais lorsque le tiers est intervenu directement dans la perpétration de l'acte final qu'il a rendu nécessaire, il est plus qu'un complice, c'est un véritable meurtrier. C'est ainsi que s'il poignarde ou tue d'un coup de pistolet la victime, c'est un véritable meurtrier, comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Mais, s'il apporte le poison, s'il l'aide à boire, c'est bien encore ici une coopération directe. « L'existence du crime peut tenir à des nuances très délicates, par exemple: un ami tient ferme une épée sur laquelle son ami se précipite; est-il meurtrier s'il a avancé le bras et enfoncé plus avant l'arme dans la poitrine? Le suicide en commun soulèvera surtout des hésitations lorsqu'il est accompli par un acte unique, lorsque les deux personnes se tuent individuellement: ainsi, deux amants, se jettent à l'eau après s'être liés l'un à l'autre. Mais l'acte qui donne la mort peut n'être que le fait d'un seul, par exemple: le mari allume le réchaud pendant que sa femme étendue sur le lit joue le rôle passif. S'il survit, devra-t-il être considéré comme le meurtrier de sa femme? ». Tel est le problème que pose M. GARÇON (10).

Le critérium proposé a donc été que le complice joue un rôle passif, le coopérateur direct un rôle actif. CARRARA montre la différence entre le meurtrier et le simple participant: « Le meurtrier de la victime consentante, dit-il, est ici le véritable auteur d'un meurtre, et un auteur volontaire à la différence du participant, lequel ne fait que des actes préparatoires. Dans le premier cas, le mort est un sujet

(10) GARÇON, *op. cit. in fine*.

passif; dans le deuxième, un sujet actif » (11). « En théorie, nous dit M. GARÇON, on peut dire qu'il y aura suicide si la victime a joué un rôle passif, mais ce critérium laisse cependant bien des solutions incertaines, surtout dans les doubles suicides. » En effet, dans notre hypothèse de double suicide, la victime n'était pas complètement passive, elle pouvait sortir de la pièce avant d'être asphyxiée, ou se débattre avant de se jeter à l'eau.

« Il y aurait donc suicide toutes les fois que la victime a accompli elle-même l'acte homicide, étant entendu que l'expression acte homicide doit avoir ici son sens le plus large et signifier que la victime non seulement a voulu mourir, mais que la cause directe de sa mort a été, non pas les moyens mis en œuvre ou préparés par un complice éventuel, mais exclusivement sa volonté propre de les utiliser : absorption de poison, respiration de gaz délétères, aussi bien que usage du pistolet ou chute volontaire dans un gouffre ; en un mot, qu'au moment précis de l'acte ou de l'événement qui a déterminé sa mort, la victime avait encore la possibilité de ne pas le faire ou de l'empêcher et qu'elle a choisi le contraire. » C'est là l'opinion de M. KORNPROBST, rapportée dans la *Revue Pénitentiaire* de 1932, page 425.

Le fait d'allumer un réchaud est un acte préparatoire, la respiration seule des émanations occasionne la mort, or elle est le fait de l'homme et de la femme qui se suicident individuellement et chacun pour soi ; la victime pouvait d'ailleurs sortir de la pièce où se propageaient les émanations mortelles; si elle y est restée, c'est qu'elle a voulu respirer les gaz délétères qui ont occasionné sa mort. « Respirer volontairement un gaz mortel et boire un poison violent,

(11) CARRARA, *Programma Parte speciale*, § 1157.

c'est la même chose. Respirer est un acte, acte inconscient Il est vrai, mais acte tout de même, continue M. KORN-PROBST; un coup de pistolet, d'autre part, est irrévocable et définitif, un plongeon en eau profonde l'est également lorsque l'on ne sait pas ou que l'on ne peut pas nager, une chose sur laquelle on ne revient pas. Au contraire, une chambre dans laquelle se répand un gaz mortel, on peut y rester, mais aussi en sortir librement. Et voilà sans doute le critérium qui, pour délicat et subtil qu'il paraisse souvent, reste actuellement le seul assez clair et assez souple à la fois pour permettre de conclure ou non à une culpabilité ». La théorie subjective proposée se révèle insuffisante. L'auteur principal ayant l'*animus auctoris* dominant, le complice l'*animus socii* subordonné, l'auteur principal désirerait donc que l'acte criminel soit sien, le complice que ce même acte soit celui d'autrui, car l'assistant déclarera toujours qu'il a agi seulement avec « *animus socii* et non *auctoris* ». Certains auteurs ne sont pas de cet avis et trouvent que le fait de tuer quelqu'un par le fer ou par le poison sont deux actes identiques quant à leur valeur psychologique. Il y a homicide, si une personne a dit à une autre : tuez-moi, et que cette dernière lui ait procuré et versé le poison, de même si liées ensemble, elles se jettent dans l'eau. « En somme, dit M. SUBRA, il faudrait distinguer dans ces doubles suicides entre l'hypothèse où l'un des acteurs de ce drame aurait dit à l'autre : « tuez-moi » et aurait avalé le poison que ce dernier lui tendait, et celui où les deux personnes auraient dit « tuons-nous » et auraient tenté de se détruire chacune de leur côté ». C'est aller trop loin que de se ranger, en règle générale, sous l'imputation de simple complicité le suicide à deux personnes, lorsqu'il a été perpétré par le

poison ou la double noyade, les deux personnes étaient liées ensemble. A notre sens, il n'en sera ainsi que lorsqu'une personne aura par ses conseils, par son influence ou par son exemple décidé un tiers à se détruire ».

Nous adoptons sur ce point délicat, la thèse soutenue par M. KORN BROBST, qui s'accorde parfaitement avec l'analyse des faits, et comme lui, nous pensons que le bénéfice du doute doit s'appliquer au prévenu. Dans le cas où il serait trop difficile de déterminer si les faits reprochés présentent le caractère d'un homicide ou d'une simple complicité de suicide, c'est en ce dernier sens qu'il faudrait trancher le doute dont doit bénéficier l'accusé. Le bon sens et la pitié doivent plus ici guider le juge qu'un critérium subtil et plus ou moins imprécis. Les distinctions doivent être faites très minutieusement, surtout dans les hypothèses de doubles suicides ou chacun peut se suicider individuellement, tout en utilisant un moyen préparé uniquement par l'une d'entre elles, par exemple, un réchaud à charbon.

§ 4. — De l'instigation au suicide

Ces précisions fournies, il nous semble que l'excitation au suicide devrait encourir une pénalité plus rigoureuse que les autres cas de complicité. M. GARRAUD, partisan de la répression de la complicité du suicide, est de cet avis. « Dans la participation au suicide d'autrui, dit-il, il y a lieu de distinguer l'instigation et l'aide, parce que, dans l'instigation le coupable a été déterminé par des motifs anti-sociaux (vengeance, haine, cupidité) tandis que dans l'aide, il a surtout agi par dévouement, amitié, etc.. (13) ».

(12) SUBRA. Thèse, p. 99.

(13) *Op. cit.*, tome V, p. 273.

M. VIDAL pense de même et fait remarquer que dans les pays où cette participation est punissable, il y a lieu pour l'application de la peine de tenir compte, d'une part, de la qualité des motifs qui ont déterminé le provocateur au suicide (anti-sociaux ou malhonnêtes, sociaux ou honnêtes), d'autre part de l'exaltation et de la suggestion réciproques (SIGHELE) (14) ».

L'instigateur au suicide mérite donc d'être puni plus sévèrement que simple auxiliaire, car c'est ici un véritable appel au meurtre de soi-même. Les incitations, les exhortations et les conseils adressés directement et spécialement à la victime sont l'œuvre d'une personne qui sait et veut le résultat qu'ils doivent provoquer ; ils sont de nature à faire naître l'idée de suicide puis la détermination précise d'en finir avec la vie chez une personne qui jusque là n'y avait peut être pas songé ; c'est un véritable appel au meurtre, une action criminelle, dont on ne saurait nier toute la puissance lorsqu'on sait combien l'idée de suicide est contagieuse et perverse. Il y a une différence d'ordre moral immense entre ce cas de complicité et les autres cas. Les mobiles ici sont douteux et la plupart du temps peu recommandables. C'est souvent dans un but égoïste que le soi disant ami conseille au suicide. Il circonvient la victime, exploite ses douleurs, profite des circonstances favorables, spéculé sur ses misères physiques ou morales et le détermine par des moyens adroits à l'acte fatal. Quelle perversité chez cet être qui n'a en vue qu'un intérêt pécuniaire ou moral, quelle différence avec celui qui, sur la prière de la victime, l'aide dans ses derniers préparatifs. Dans ce dernier cas, les mobiles peuvent être aussi condamnables,

(14) *Cours de droit criminel*, 1928, p. 35 et s.

mais notre conscience éprouve une aversion plus forte envers l'instigateur qui présente un aspect d'immoralité et de répugnance qui lui est particulier ; c'est le serpent des temps paradisiaques.

C'est surtout dans les cas toujours plus fréquents de suicide à deux que l'instigation joue le plus grand rôle. La pensée de mourir vient dans l'esprit du plus fort qui fait partager à l'autre son funeste dessein SIGHÈLE, dans sa *Coppia criminale* (crimes à deux), montre que le plus souvent, des deux personnes associées pour le crime, l'une plus forte, plus énergique domine et détermine l'autre plus faible et sans résistance aux suggestions. Il demande contre le suggestionneur une pénalité aggravée, mais il n'admet pas, sauf de rares cas, la diminution de responsabilité du suggestionné malgré sa faiblesse, l'entraînement auquel il a obéi, qui doivent plutôt le mettre en garde et sont donc loin d'être une excuse. » Il en est de même ici. Louis PROAL, dans son livre *Crimes et suicides passionnels*, nous montre la facilité de suggestion entre des êtres liés par l'affection ou la passion de l'amour. « Presque toujours dit-il, l'un des amants exerce sur l'autre une sorte de fascination ; si l'autre hésite, il parle de se tuer tout seul et par cette menace parvient à vaincre ses hésitations ; s'il n'ose pas lui proposer nettement de mourir ensemble, il laisse deviner son projet de se tuer seul, afin que l'autre ait la pensée d'agir comme lui. La vanité, la jalousie, l'égoïsme, se joignent à l'amour pour lui faire désirer ce double suicide. (15) ».

« Dans tous les cas, poursuit-il, celui qui impose sa volonté est celui qui est le plus fort, le plus énergique ; celui

(15) *Op. cit.*, p. 69 et 70.

qui subit la suggestion est le plus nerveux, le plus impressionnable, et pour appeler les choses par leur nom, il fait que l'amant qui procède ainsi fait précéder son suicide d'un véritable assassinat. Lorsqu'un des amants a plus d'ardeur et de passion, il prend sur l'autre un ascendant considérable par la vivacité de ses sentiments, véhémence de ses paroles, en un mot il suggestionne par la vue, la parole, le contact fait taire ses scrupules, ses hésitations ; par un mélange de prières, de menaces, de sophismes, finit par lui faire accepter l'idée du suicide, en lui représentant qu'il est doux, qu'il est poétique de mourir ensemble. La suggestibilité est encore accrue par l'état d'exaltation, de surexcitation des sens et de l'imagination, qui est celui des amants sous l'empire de la passion ». (16).

Ainsi donc, au point de vue du danger social, la gravité de l'instigation au suicide est immense. Elle est aidée dans son but par des facteurs humains, tous puissants eux aussi, les souffrances le désespoir, l'aveuglement de la passion, la jalousie, la puissance de l'idée fixe, les prédispositions physiologiques, la contagion de l'idée de suicide. D'autre part, si chacun a le droit de disposer de sa vie, comme certains le prétendent, il ne s'ensuit pas logiquement le droit de pousser son ensemble au suicide, et c'est encore une des considérations particulières, qui pousse à différencier l'instigation des autres modes de participation au suicide d'autrui, car dans ceux-ci la victime agit elle-même, de sa pleine volonté ; les modalités d'exécution et les circonstances de sa mort diffèrent seulement.

Nous avons vu que des législations ont eu en vue spécialement l'instigation avec les autres formes de complicité de

(16) *Op. cit.*, p. 77 et 78.

suicide et il est à remarquer que l'instigation seule est punie dans le code de Neufchâtel. Les anciennes législations de l'Allemagne (Thuringe et Brunswick) la punissaient plus sévèrement que l'aide.

Le nouveau code pénal italien s'est préoccupé de ce degré de perversité qui peut être différent chez les complices du même acte. Nous lisons, dans le Rapport sur le projet du code pénal italien, un passage qui nous intéresse certainement: « la norme générique sur la responsabilité commune de tous les participants est spécifiée en disposant que cette responsabilité aura différentes formes et différents degrés de sanctions selon les circonstances d'état de danger plus grave (art. 22) ou moins grave (art 23), que le juge constatera en chacun des complices. En effet, le mode de concours à l'exécution d'un crime peut non seulement être objectivement différent, c'est à dire plus ou moins proche et efficient du moment de la consommation, mais il sert surtout à marquer le différent état de danger de chaque participant.

Un criminel habituel peut se réserver le rôle objectivement secondaire de conseiller, instigateur ou complice vis-à-vis de l'auteur principal pouvant être un criminel occasionnel ou passionnel, un faible d'esprit, et de même l'auteur principal peut être déterminé à agir pour des raisons moins ignobles que celles ayant poussé le complice à promettre et à prêter son œuvre ». Ceci nous montre le législateur préoccupé d'atteindre les différentes formes de complicité et de les punir chacune spécialement, et non en bloc, selon leur gravité et leur immoralité. Ce n'est que l'application des théories nouvelles qui tendent à individualiser la peine, à frapper chaque complice comme auteur d'un délit spécial,

devant avoir sa responsabilité propre et être puni d'après les conditions particulières d'anti-sociabilité qu'il présente (17). Idée fondamentale de la doctrine positiviste, à chacun selon sa méchanceté, et non plus à chacun selon ses œuvres. Elle consiste pour chaque délinquant à graduer et à individualiser la peine sans se préoccuper du rôle qu'il a joué dans l'action commune. La législation française est partiellement entrée dans cette voie en ce qui concerne le recel de choses, qui, depuis la loi du 22 mai 1925, a cessé d'être un acte de complicité pour devenir un délit spécial. Les tendances actuelles du droit pénal polonais par exemple, sont conformes à cet état d'esprit. Nous lisons : « Se basant sur les principes du subjectivisme et de l'individualisation, le projet réalise les conséquences qui en résultent. Pour l'application de la peine, le projet met en relief le côté subjectif de l'infraction: toutes les particularités individuelles de l'agent doivent être prises en considération; quant au principe de l'individualisation, le projet se débarrasse de l'idée de la responsabilité accessoire et s'approche de la conception de la complicité délit distinct. Les complices, c'est-à-dire ceux qui occasionnent la volonté délictueuse chez l'agent et ceux qui lui viennent en aide, ne sont responsables que pour eux-mêmes : chacun d'eux répond dans les limites de son intention. Ils sont donc responsables si l'agent ne commet aucun fait délictueux, ni le délit consommé, ni même le délit tenté, etc... (18) ».

Tout porte donc à condamner sévèrement l'instigateur du suicide, l'adhésion de la victime à sa volonté peut seule lui servir comme circonstance atténuante. En effe, malgré

(17) Congrès de droit pénal de Linz en 1895.

(18) R. P. 1931, juillet-décembre, p. 208.

le danger de contagion du suicide et la facilité de suggestionner des personnes dans des circonstances particulières, la part de la victime est encore grande; il ne suffit pas que quelqu'un vous pousse à la mort pour y consentir, la part que la victime assume dans cette réalisation est donc encore bien lourde.

En cas où la victime n'accomplit qu'une tentative, la responsabilité de l'instigateur, sa volonté coupable, la perversité de son action, n'en subsistent pas moins, car l'auteur a été gagné, aux idées de l'instigateur puisqu'il a cherché à attenter à ses jours. S'ils est permis d'avoir quelque pitié pour la victime, il convient de ne pas se montrer faible envers celui qui l'a poussée à son acte et qui ne cherchera peut-être qu'à recommencer. Notre conscience demande une réparation et l'instigateur ne doit pas être ici à l'abri de toute impunité.

CHAPITRE III

DE L'HOMICIDE SUR LA DEMANDE DE LA VICTIME. PARTICIPATION DIRECTE AU SUICIDE D'AUTRUI.

La participation au suicide d'autrui peut revêtir, comme nous l'avons déjà laissé entrevoir, une seconde forme. Le concours peut s'être manifesté, plus certain, plus efficace. L'auteur ne s'est plus borné à une simple assistance, à de simples conseils. Suivant le critérium adopté pour dégager les actes de complicité, il quitte le rôle passif pour jouer le rôle principal. C'est lui qui, à la demande de la victime, touché par ses prières, lui porte le coup mortel. Le tiers est bien ici l'auteur immédiat et direct de la mort du désespéré, ce n'est plus une simple complicité de suicide, mais bien un homicide volontaire, inexcusable. Son geste est identique à celui de l'assassin vulgaire ; l'intention criminelle, le fait matériel les mettent sur le même plan, seuls les motifs diffèrent. Légalement, il est l'auteur d'un meurtre, et doit être puni comme tel.

Mais est-ce bien homicide volontaire, nettement caractérisé ? Les mobiles sont ici différents ; un sentiment personnel ou généreux l'ont guidé, il a voulu rendre service à son ami qui n'avait pas la force ou la possibilité de se tuer lui-

même. Puis, il importe de se demander surtout si le consentement de la victime n'a pas sur la qualification de l'acte une influence certaine. Les criminalistes se sont intéressés beaucoup à cette question et les opinions sont nombreuses.

SECTION PREMIÈRE

L'homicide avec consentement de la victime constitue un meurtre aux termes de l'article 295 du C. P.

Cette opinion a réuni la majorité des auteurs qui décident que celui qui coopère volontairement et directement à la mort de son semblable, quoique de son consentement et sur son ordre, doit être considéré comme coupable d'homicide volontaire et punissable.

§ 1. — Point de vue moral

Du point de vue moral comme pénal, on est amené à cette solution. Il y a un rapport étroit entre notre question du consentement de la victime et celle plus générale du droit sur soi-même, du *jus in se ipsum*. L'homme a-t-il un droit absolu, un pouvoir de libre disposition sur tous les éléments qui constituent sa personnalité ? Si oui, il peut logiquement permettre qu'une personne se fasse l'auteur et l'agent d'exécution de ces atteintes ou de cette destruction. C'est la réponse à cette question qui sera la solution de notre problème. Or, le spiritualisme peut seul nous donner les solutions acceptables. Dieu de qui tout dépend, nous donne des obligations qui sont des limites imposées à notre pouvoir de disposition sur nous-mêmes. Quant au côté social de la question, Aristote dit que l'homme est un animal

sociable " ἀνθρώπος ζῶον πολιτικόν " . La vie en commun a pour corollaire indispensable la formation d'un pouvoir social et d'un ordre social imposant aux individus des commissions ou des abstentions qui restreignent notre faculté naturelle d'agir. C'est au nom de la liberté générale que l'Etat impose à chacun un minimum de restrictions. D'autre part, tout individu est tributaire de la société dans laquelle il vit, son aide et son assistance sont nécessaires à celle-ci et à son développement et pour elle il doit conserver sa personne. C'est une des raisons qui nous ont fait condamner le suicide, à plus forte raison, l'acte de celui qui attente à la vie de son semblable. L'Etat est donc devenu le grand justicier de l'infraction. La société toute entière est la véritable victime, et un fait ne devient délit qu'autant qu'il comporte atteinte au droit social en même temps que violation de droits individuels; d'où, quand il y a faute sociale, c'est-à-dire délit, la répression sociale s'impose quelque soit l'attitude de la victime. Sa volonté n'est donc pas la condition déterminante de la répression et son acceptation n'a aucune influence. La loi même ne s'attache ni aux mobiles, ni à la volonté subjective déterminante; on regarde simplement s'il y a volonté consciente et intention nette d'accomplir l'acte délictueux quoique le sachant défendu par la loi.

§ 2. — Point de vue pénal

1. — Article 295 ;
 2. — Le consentement n'a aucune valeur ;
 3. — Raisons de textes ;
 4. — Opinion des auteurs.
- 1° L'article 295 du code pénal dispose que l'homicide

commis volontairement est qualifié meurtre « il ne cesse d'être un crime que lorsqu'il est commandé par la loi, l'autorité légitime ou en cas de légitime défense. (Art. 327-328 du code pénal).

L'acte que nous envisageons en ce moment présente tous les éléments de l'homicide punissable.

1. — Un acte matériel de nature à donner la mort ;
2. — Une personne humaine et vivante qui en devient la victime ;
3. — Chez l'auteur de l'acte, l'intention de donner la mort, la volonté de tuer.

L'article 295 est net et ne fait aucune allusion à la violence. Rien ne distingue le meurtre de l'intervention coupable actuelle.

L'intention de l'agent a été la même dans les deux cas ; il a voulu donner la mort, il a agi en pleine connaissance de cause, sachant tous les résultats de son acte ; toutes les conditions d'existence du délit prévu par l'article 295 du code pénal se trouvent réunies ici, à savoir la volonté de donner la mort et le fait matériel de la donner. Ce n'est pas la volonté qui fait le meurtre, mais l'acte lui-même. Le crime existe donc et doit être puni comme tel. Le consentement de la victime n'est pas une cause de justification et ne peut modifier la criminalité de l'acte.

2° Les auteurs repoussent l'argument tiré de la maxime romaine « *volenti non fit injuria* ». L'aphorisme « *volenti et consentienti non fit injuria* », tiré du droit romain et qui semblerait constituer une réponse très simple à la question ne saurait être invoquée d'une manière générale, il ne saurait s'appliquer qu'au délit d'injure proprement dit. Aristote

dans sa morale à Nicomaque dit « *Ἀδικεῖται δ' οὐδεὶς ἐκῶν* », c'est la théorie formulée par Ulpien « *quia nulla injuria est quæ in volentem fiat.* » (1). Au début, les crimes sont considérés comme des affaires privées pour aboutir à la vengeance privée de la partie lésée ou à des arrangements privés. On comprend alors que la volonté privée joue ici un rôle immense allant jusqu'à supprimer le caractère délictueux de l'acte commis. Mais il en est autrement aujourd'hui. Le crime est une attaque contre la société toute entière et l'ordre public. L'Etat seul, qui a pour mission le maintien de l'ordre public, punit le coupable ; la volonté privée du lésé ne saurait en principe enlever à l'acte commis son caractère punissable, car « *jus publicum privatorum pactis mutari non potest* ». Cela est si vrai que le ministère public chargé de veiller à la tranquillité et au maintien de l'ordre requiert au nom de la société et ne s'occupe pas de consulter la partie lésée. L'Etat se substitue à la victime qu'elle le veuille ou non.

Un acte est retenu comme délictueux en tant qu'il limite et lèse un intérêt, en tant qu'il est perpétré contre la volonté et l'assentiment d'un individu. Mais l'acquiescement de la personne lésée n'entraîne pas dans tous les cas la non responsabilité de l'agent. Lorsqu'il s'agit de délits menaçant l'intérêt général de la société, la faculté de consentir se trouve limitée par le droit d'autrui et l'intérêt public, et tel est le cas de l'homicide.

Pour délimiter ce *jus in se ipsum*, les criminalistes ont rangé les droits des individus en deux classes : droits innés et inaliénables d'une part auxquels on ne peut renoncer valablement, les droits patrimoniaux d'autre part auxquels

(1) *Lex I, § 5, De injuriis.*

il est permis de renoncer. (CARRARA). D'autres ont pris comme critères la distinction des droits aliénables ou non, des intérêts privés et d'ordre public, des droits relatifs et absolus. Cette théorie ne saurait s'appliquer à la lettre. Par cela seul que nous vivons en société, les droits de chacun sont limités. Leur limite, c'est le préjudice que leur exercice pourrait porter aux autres individus ou à la société. « Je ne pourrai donc exercer un droit quelconque ou y renoncer, fut-il considéré comme aliénable, qu'autant que je ne porterai pas atteinte à l'intérêt général et à la société. » (2)

Certains légistes proclament le principe général que la volonté privée n'a aucune influence sur le caractère délicteux de l'acte, par exemple le code pénal autrichien, article 4 de sa partie générale, « il y a délit, même à l'égard des personnes qui exigent leur propre lésion ou qui y consentent. » Le code grec pose le principe suivant (art. 98), « un acte commis avec l'acquiescement tacite ou formel de la partie lésée, défendu par une peine, reste impuni dans le cas seulement ou sans que l'ordre public soit mis en danger, il est dirigé contre la propriété. » Le code pénal de l'Empire allemand se place entre le code autrichien et le code français ; il ne parle du consentement que dans sa partie spéciale relativement au meurtre commis avec consentement de la victime (art. 216), inflige la peine de l'emprisonnement (3 ans au maximum), si le meurtre a été commis sur l'exigence formelle et sérieuse de la victime. Le code pénal français est muet sur ce point; nulle part notre législation n'a fait allusion à l'influence que pourrait avoir sur les poursuites le consentement de la victime. Il en résulte que dans les cas où forcément il en est autrement, la volonté privée

(2) SUBRA, page 9. Thèse.

n'a aucune importance au point de vue légal, le meurtre ou l'assassinat restent toujours en droit passibles de la même peine, bien qu'ils aient été commis avec le consentement ou sur l'invitation de la victime.

Toute la discussion se rattache donc à un ordre d'idées beaucoup plus général, car tout dépend en définitive de la question de savoir si le consentement de la victime d'une infraction peut enlever à l'acte constitutif de cette infraction son caractère délictueux et écarter de ce fait toute répression pénale ? Aujourd'hui, il est reconnu que le consentement à l'atteinte portée à sa personne ne saurait en aucun cas constituer un fait justificatif. Le *jus in se ipsum* connaît des limites imposées par l'intérêt général et les bonnes mœurs. « De l'impunité discutable du suicide dans notre législation française, écrit le Professeur CUCHE, il ne faudrait pas conclure que tout individu a le droit de disposer de sa vie et de mourir librement. » Un élément grandissant de fonction sociale s'insère dans l'emploi de notre vie, limitant de plus en plus notre droit d'en disposer librement, et à plus forte raison celui d'autoriser les autres à en disposer.

3° Des raisons de textes d'ailleurs militent envers cette solution. L'article 65 du code pénal : « nul crime ne peut être excusé ni la peine mitigée, que dans les cas où les circonstances ou la loi déclare le fait excusable. » Or, le consentement de la victime n'est pas prévu comme cause de justification, et, d'autre part, « la convention des parties, immorale et contraire à l'ordre public », tombe sous le coup de l'article 6 du code civil. Or, un pacte sur la vie d'un individu nous semble bien rentrer dans la prohibition, car

la vie d'un individu est un élément dont l'homme ne peut disposer à son gré.

4° Les auteurs s'accordent tous sur ce point. D'après LABORDE, « le consentement de la victime, s'il efface la criminalité des infractions qui s'attaquent aux biens, laisse subsister celle des infractions dirigées contre la personne ; là vie, la santé, l'intégrité du corps sont, en effet, choses indisponibles. Les lois qui protègent la vie des individus sont d'ordre public, et aucune volonté particulière ne saurait rendre licite le fait que la loi n'a pas expressément rangé parmi les cas excusables. Les blessures faites à autrui de son consentement tombent donc, comme toute blessure, sous le coup des articles 309 et 311 du code pénal, car aucun texte ne les exonère ; et attenter à la vie d'un individu, même avec son consentement, constitue un crime et doit être réprimé comme tel. (3).

VIDAL n'en est pas moins explicite : « Il faut considérer, dit-il, que les droits de l'individu vivant en société sont limités par les droits des autres individus et par les droits collectifs de la société, et qu'il ne peut les exercer ou y renoncer, quels qu'ils soient, que dans la limite fixée par les lois d'intérêt général et qu'autant que cela n'est pas contraire à l'ordre public. Ainsi, l'individu a le droit à la vie, à l'intégrité de son corps, à la liberté ; mais la société a le droit d'exiger de lui le sacrifice de cette liberté, de cette intégrité, de son existence même, en la soumettant au service militaire et en l'envoyant à la guerre. La loi n'a pas admis dans l'hypothèse de l'homicide suicide le consentement comme cause de justification (arg. art. 65), se con-

(3) *Cours de droit criminel*, N° 19.

sement n'a aucune valeur juridique (arg. art. 6 code civil) et le prétendu droit de mourir est inaliénable. » (4).

GARRAUD « met à part les délits qui impliquent à titre d'élément essentiel que le fait incriminé a eu lieu contre la volonté ou du moins sans la volonté de la victime, mais dans la coopération du suicide d'autrui, il y a atteinte ou offense à l'organisme juridique de la société d'où la répression a un caractère social, et la volonté privée ne peut être la condition déterminante de la criminalité du fait. Toutes les fois que le bien lésé a une importance dépassant la personnalité de son possesseur, celui-ci n'a pas le pouvoir d'en disposer ; ainsi, l'homicide-suicide est un meurtre ; la mutilation ou blessure d'un individu qui la sollicite, dans quelque but que ce soit, par exemple pour se soustraire au service militaire, pour se faire tatouer, est un crime ou délit suivant les cas. » Et il ajoute que la légitime défense et l'ordre de la loi sont les seules causes de justification qui aient un caractère général ; les autres sont spéciales à certaines infractions déterminées.

Roux est du même avis et conteste le dominus membrorum suorum absolu de chaque individu.

Ainsi donc, la majorité des criminalistes considèrent l'homicide volontaire comme suffisamment qualifié par la réunion des deux éléments que nous connaissons « l'intention de donner la mort et le fait matériel qui la réalise. » Le crime se constitue par la volonté et le fait ; le tiers qui a donné la mort n'est pas complice, mais meurtrier, auteur d'homicide volontaire, puisqu'il a réalisé en lui-même et par lui-même les deux éléments qui constituent crime : fait de

(4) *Cours de droit criminel*, p. 354 et s.

l'homicide et volonté de tuer. (5). Le meurtre existe donc et l'article 255 du code pénal est applicable.

Remarquons avec ces auteurs que la convention intervenue ne saurait constituer la préméditation ou le guet-apens, « car si le mot préméditation indique que le projet a été conçu, arrêté d'avance dans l'esprit du meurtrier, la raison ajoute qu'il ne peut s'appliquer qu'à un dessein inconnu de la victime, tenu soigneusement secret, et le mot guet-apens qui s'y trouve d'une manière inséparable, n'a peut être d'autre objet, par les pensées d'embûches et de trahison qu'il suggère, que d'en déterminer ainsi le sens. » (6). La qualification d'assassinat ne peut donc être retenue, la victime et l'agent se sont concertés, il n'y a ni surprise, ni résistance.

SECTION DEUX

Auteurs n'admettant pas l'idée d'homicide

§ 1. — Aucune répression

Tout d'abord, certains ne partagent pas l'opinion des auteurs modernes, qui établissent une différence entre la complicité de suicide et l'homicide suicide ; les faits ont pour eux le même caractère anti-social ; c'est l'opinion de Enrico FERRI : « Que je décharge, dit-il, le revolver contre l'ami désespéré, malade, qui implore de ma pitié l'abrègement d'inutiles tortures ou que sachant l'usage qu'il va en faire, je lui procure l'arme, quelle est la différence morale

(5) GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. V, pages 273.

(6) MORIN, Dictionnaire de droit criminel. Suicide.

et juridique qui doit me rendre responsable de rien moins que d'homicide dans le premier cas, et simplement de participation au suicide dans le second ? L'homme est maître de sa vie, il a le droit de se détruire, pourquoi ne peut-il pas faire exercer ce droit par un autre, surtout dans les cas où celui qui tue agit non seulement avec le consentement de sa victime et par ses prières, mais même pour des motifs moraux et humanitaires. » (7).

FERRI fait ici, comme dans les cas de complicité, une application intéressante de sa théorie des motifs et condamne l'individu seulement au cas où ses mobiles sont antisociaux. « Les mobiles sont-ils moins anti-sociaux, poursuit-il, (imprudence, amour contrarié, honneur offensé), on pourra se contenter de la simple réparation civile ou des moyens de répression joints à la réparation civile. » (8).

CARRARA voit cependant une sensible différence entre la complicité et l'homicide-suicide, et considère toujours comme auteur de l'homicide celui qui a volontairement exécuté l'acte matériel constitutif du meurtre, tout en reconnaissant qu'il est difficile de distinguer l'homicide par consentement, de l'aide au suicide (9). Il propose de s'en tenir au critère juridique que nous avons indiqué; l'auteur est celui qui a volontairement et directement exécuté l'acte propre et donner la mort.

Nous ne partageons pas cette manière de voir de M. FERRI. Entre la complicité et le meurtre avec consentement, il y a une différence énorme. Le complice ne fait que des actes auxiliaires, la direction suprême reste au suicidé, qui peut toujours, à la dernière minute, changer d'avis, tandis

(7) *Homicidio-Suicidio*, pages 47-51.

(8) Voir VIDAL, Cours de droit criminel, 1928.

(9) *Prog. crim. Parte spéciale*, t. I, § 1157, note 1.

que c'est l'auteur du meurtre qui a la responsabilité définitive, c'est sa volonté propre qui le conduit à l'exécution de son acte. On appelle suicide tout cas de mort qui résulte directement ou indirectement d'un acte positif ou négatif accompli par la victime elle-même et qu'elle savait devoir produire ce résultat. (10). Cette définition est exacte et correspond bien à notre pensée.

D'après certains, un tel homicide ne serait pas punissable. Les partisans de cette doctrine invoquent la maxime *volenti non fit injuria*. Puisque le suicide n'est l'objet d'aucune peine, il faut en conclure, disent-ils, que chaque individu a le droit de mourir.

Suivant certains moralistes, on rencontre des cas où l'auteur est excusable, parce qu'il a obéi à un sentiment de pitié. Le médecin qui, de son propre mouvement ou sur la demande de son malade, hâterait la mort d'un incurable, ne commettrait aucun meurtre. Des médecins ont réclamé le droit d'achever un malade dont la maladie ne laisse plus d'espérance et dont les souffrances le torturent; ils y ont même vu un devoir d'hâter la mort, un droit de tuer justifié par les circonstances. En Saxe et en Amérique, des vœux conçus en ce sens furent portés au législateur. HIPPOCRATE, cependant, n'était pas de cet avis : « Je jure, par Apollon médecin, par Esculape, par tous les dieux et toutes les déesses, que je ne remettrai à personne de poison, même si l'on m'en demandait, ni prendrai l'initiative d'une semblable suggestion. » M. DUMAS, professeur à la Faculté des Lettres de Paris, trouve légitime de chercher à se débarrasser de la souffrance, et ne refuse pas la mort à un incurable

(10) DURCKHEIM, *op. cit.*, page 5.

qui la réclame. M. LECOMTE n'est pas du même avis, car comment savoir, dit-il, si le malade est réellement incurable et agonisant.

Nous ne pouvons examiner en détail cette question controversée, mais les solutions données en matière du suicide, nous dictent notre opinion. Le seul devoir du médecin est de calmer les souffrances du patient, et personne n'a le droit de donner la mort, car la vie appartient à Dieu. La conception contraire est brutale et odieuse, et heurte trop notre conscience. Le médecin peut se tromper et le malade peut survivre. On a déjà vu de ces miracles qu'on a attribués au hasard ; or, personne ne connaît les limites du hasard. Comment alors peut-on se faire juge dans des circonstances aussi graves ?

Nous citerons ici une éloquente plaidoirie en faveur de notre thèse. La Cour d'Assises de la Seine jugeait, le 8 février 1922, l'héroïne d'un drame des plus poignants. Une jeune femme, Stanislava Umiuska, tuait celui qu'elle aimait pour abrégér ses souffrances. Elle fut acquittée, après plaidoirie de M^e Henry ROBERT, et malgré le réquisitoire de l'avocat général. « Nul, dit-il, en substance, n'a le droit de tuer, ni par excès de haine, ni d'amour. Où est-il le savant qui oserait dire « cet homme est perdu, j'ai le droit de tuer. » A celui-là, je dirai « savez-vous ce que la science découvrira demain ». A celui qui eût dit cela la veille de la découverte de Pasteur, je crierais « vous êtes un assassin », « tu ne tueras point », tel est le grand principe de l'Ecriture, qu'il continue donc à dominer nos consciences et nos lois. »

Nous refusons donc le droit de tuer à qui que ce soit et quelles que soient les raisons invoquées. Le fait de donner la mort sur la prière de la victime doit toujours être puni.

§ 2. — Répression atténuée

Certains criminalistes affirment que si l'impunité complète en paraît scandaleuse, l'assimilation au meurtre est pour le moins excessive. En conséquence, ils ont proposé d'en faire un délit spécial *sui generis*, puni d'une peine modérée. Ces considérations sont d'ailleurs fortifiées par les théories nouvelles qui mettent au premier plan le rôle du mobile dans l'administration de la justice pénale. (11).

CHAUVEAU et HÉLIÉ, notamment, dans une longue et intéressante dissertation, protestent contre cette application de l'article 295 à notre matière. Ils estiment que le meurtre n'est pas caractérisé par la réunion des deux conditions que nous avons étudiées « intention de donner la mort et le fait matériel qui la réalise ». Il faut de plus, la volonté, c'est-à-dire l'intention de nuire comme dans la loi romaine, d'où le consentement de la victime exclusif de cette intention de nuire doit suffire pour excuser l'auteur, car il modifie profondément sa culpabilité. « Est-il vrai, disent-ils, qu'il n'y ait de suicide, proprement dit, que lorsqu'une personne se donne la mort ? Cet acte doit-il perdre cette qualification aussitôt que la mort vient d'une autre main que la sienne ? Cette assertion n'est pas exacte, c'est la volonté qui fait le suicide et non l'acte matériel de se donner la mort. Eh ! quoi, un homme aura armé le bras d'un serviteur

(11). Arrêt qui acquitta Louise Ménard pour avoir dérobé un petit pain à la devanture d'une boulangerie afin de pouvoir donner à manger à son enfant. Amiens, 22 avril 1898, S. 1899, II, I.

dévoué, il aura impérieusement exigé d'une amitié aveugle la préparation d'un poison et l'on voudrait pour apprécier cette action faire abstraction de son concours et de ses efforts, et ne voir que le fait d'un autre dans l'acte dont il a lui-même ordonné la perpétration ? Non, la main étrangère dont il s'est servi, quelque criminelle qu'ait été son aide, n'a plus été qu'un instrument, une arme dont il dirige les coups ; l'attentat ne peut changer de nature parce qu'il a changé de mode d'exécution. » Cela posé, ces auteurs estiment que par la volonté de tuer, il faut comprendre la volonté de nuire en donnant la mort, et c'est ce désir de nuire qui constitue le crime.

« En résumé, disent-ils, la loi n'a pas prévu l'homicide commis sur l'ordre de la victime. Faut-il induire de ce silence une assimilation que la raison repousse et que rejettent et les motifs et l'esprit même de la loi ? Nous ne l'avons pas pensé. L'homicide n'est point un assassinat, car il manque à cette action la condition essentielle du crime, la volonté criminelle, l'intention de nuire. Cet acte est-il punissable ? Nous pensons qu'il doit l'être, car l'homme n'a jamais le droit d'attenter à la vie de l'homme, si ce n'est dans le cas de légitime défense ou de commandement de la loi, car l'ordre public est profondément troublé par ces attentats. Mais cet homicide doit former un délit distinct et séparé, soit dans l'intérêt de la justice morale qui veut une juste distribution des châtimens, soit dans l'intérêt de la répression elle-même, qui trahit les commandemens de la loi lorsque la peine cesse d'être en rapport avec la gravité du crime. C'est donc une lacune que nous signalons dans la législation pénale. » (12).

(12) Ch et H. *Théorie du C. P.*, t. III, p. 421 à 439 *in-fine*.

L'agent puise son intérêt ici, non pas dans la satisfaction de ses désirs personnels, dans la violence, cupidité, odieuses passions; c'est la satisfaction de la victime qui est en jeu. Il a voulu la mort de celle-ci, parce qu'elle la voulait elle-même. Sa résolution est immorale, sans doute, mais n'est pas criminelle dans le sens de la loi pénale. La société doit la punir, mais sous une autre qualification que celle de meurtre ou d'assassinat.

BOITARD, de son côté, n'est pas d'un autre avis. « Supposons, dit-il, l'esclave Philocrate donnant la mort à son maître Caius Gracchus, sur l'ordre de cet illustre tribun ? Cette assistance au suicide devient-elle punissable ? Y voit-on la volonté caractéristique du crime, cette volonté de nuire en donnant la mort ? » Il ne le pense pas, car l'agent doit avoir agi avec honte et son action est empreinte d'un degré différent de culpabilité de celle de l'assassin vulgaire. « Si donc l'acte n'est pas le même, il ne respire pas la même immoralité, s'il ne signale pas de la part de l'agent le même péril pour la sécurité publique, comment le confondre dans la même incrimination et la même pénalité ? » (13).

VIDAL, après avoir admis que le consentement n'est pas une cause de justification, trouve cependant que cette répression exacte dans notre droit positif paraît excessive et injuste en législation, car on ne peut confondre avec un assassin vulgaire celui qui, aveuglé par la passion, entraîné par suggestion, tue la victime consentante. L'assimilation avec le meurtre et l'assassinat est excessive, l'effet des circonstances atténuantes est insuffisant, de telle sorte que les juges acquittent le plus souvent. La vérité est entre les deux. L'homicide-suicide devrait être un délit spécial comme dans

(13) BOITARD. *Leçons de droit criminel*, pages 353 et 354.

la plupart des législations étrangères, puni d'une peine différente de celle du meurtre. (14).

CRITIQUES

M. GARRAUD proteste contre ces affirmations. « La loi française dit-il, ne tient plus compte des mobiles, elle considère comme meurtrier dès qu'il y a eu volonté d'homicide sans se préoccuper de savoir quel but il a recherché et dans quelle intention il a agi. Le consentement de la victime modifie la culpabilité dit-on, tout cela est évident mais il reste à savoir si la loi pénale doit tenir compte de ces considérations pour en faire une sorte d'excuse légale du meurtre ? Cette conclusion nous paraît inadmissible et venir se briser contre l'inflexible et non équivoque définition de la loi qui exige uniquement pour caractériser le crime du meurtre, la volonté et l'homicide et contre les raisons si puissantes données par la Cour de Cassation ; il ne faut donc pas dire qu'il y a lacune de la loi. Sans doute, il pourra se présenter les cas où son application serait rigoureuse mais la faculté laissée aux juges ou jurés d'admettre les circonstances atténuantes et d'abaisser la peine de deux degrés, permettra de mesurer le plus souvent d'une manière équitable la répression à l'infraction. » (15).

M. Garraud voit plus d'inconvénients que d'avantages dans une disposition qui réduirait légalement la peine ; car pour lui, la loi ne pourrait prévoir toutes les circonstances très diverses et délicates qui entourent cet acte. L'analyse du consentement de la victime, des mobiles de la personne

(14) *Cours de droit criminel*, 1928, p. 354 et s. *in-fine*,

(15) *Journal du Palais*, Répertoire général.

complaisante, haine, jalousie, faux sentiment d'amitié, tout ceci est bien délicat, et il est préférable de laisser ce soin aux juges qui sont plus aptes à apprécier toutes les circonstances et qui peuvent d'ailleurs modérer la peine.

M. GARÇON réfute les objections présentées en établissant sa théorie de l'intention dans le meurtre. « Il ne faut pas dit-il, confondre l'intérêt et le mobile, car en principe l'intérêt dans le meurtre est juridiquement constitué lorsque l'agent a commis un acte pour donner la mort sachant qu'il tuera. Le mobile consiste dans l'intention de nuire ; or, les mobiles peuvent atténuer la peine, mais ne justifient pas le crime; le meurtre ne disparaît pas parce que l'agent a cru agir dans l'intérêt de la victime. Le crime est constitué, car l'agent a agi avec connaissance de cause sachant qu'il supprime ou abrège une vie humaine. » (16).

Ainsi donc, d'après ces auteurs, le dol n'est nullement exigé par la loi. L'article 295 dispose que l'homicide commis volontairement est qualifié meurtre, il ne cesse d'être un crime que lorsqu'il est commandé par la loi, l'autorité légale ou en cas de légitime défense (art. 327 et 328 du c. p.). Dans ces différents cas, l'acte devient licite parce qu'il y a ici l'exercice d'un droit et non parce que l'intention de nuire fait défaut. L'énumération est d'ailleurs limitative, le seul fait d'avoir eu l'intention de violer la loi est nécessaire ; il n'y a pas lieu de se préoccuper du mobile qui pousse l'agent à agir. Il suffit que l'auteur de l'homicide ait l'intention générale de commettre l'acte défendu par la loi, c'est-à-dire de tuer.

L'article 295 est net, ses dispositions ne supposent pas l'exercice d'une violence quelconque de la part du coupable

(16) GARÇON. *Suicide*, art. 295, app. II, N° 23.

comme le voudraient les adversaires; il suppose seulement un individu qui librement donne la mort à un autre en toute connaissance de cause; le fait d'ôter la vie, voilà l'élément principal. Il est par lui-même assez criminel pour justifier la répression. D'ailleurs, le jury aura toujours la faculté d'accorder les circonstances atténuantes et de modérer la peine, et le doute bénéficiera à l'accusé dans le cas où il serait difficile de déterminer si on est en présence d'un fait de complicité de suicide ou d'homicide-suicide. Les principes juridiques s'opposent donc à cette théorie, dont MM CHAUVEAU et HÉLIÉ sont les ardents défenseurs. D'ailleurs, combien de crimes prêteraient à hésitation quant à leur répression, si la perversité de l'acte était envisagée, par exemple : l'enfant qui tue un de ses parents pour le généreux motif de soustraire sa famille à ses violences. Et comment discerner les mobiles de l'action, comment les mesurer pour ainsi dire par rapport aux bonnes mœurs et à l'ordre public ? Ils iront souvent à l'encontre de l'intérêt général, tout en étant dénués de perversité et de criminalité.

« Tout cela montre, dit M. GARÇON, qu'il est impossible de respecter jusqu'au bout la logique des principes. La dialectique rigoureuse doit être tempérée par le bon sens et la pitié lorsqu'elle conduit à la répression. Les auteurs, après avoir établi que le meurtre consenti par la victime est punissable, ajoutent que les juges pourront abaisser la peine à ses dernières limites. On doit décider dans l'hésitation, pour l'accusé, que le ministère public peut ne pas intenter une poursuite dont il est maître, si la répression ne paraît pas indispensable et qu'enfin le jury fera quelquefois bonne justice en acquittant. » (17).

(17) GARÇON, *loc. cit.*

SECTION TROIS

Point de vue jurisprudentiel

La jurisprudence a toujours distingué entre les actes de participation indirecte au suicide d'autrui et les actes de participation directe que seuls elle a punis. Impuissante à réprimer la simple complicité, elle est par contre sévère en ce qui concerne l'homicide-suicide qu'elle assimile à l'homicide ordinaire. L'opinion de la majorité des auteurs est donc consacrée par la Cour de Cassation, qui a eu à se prononcer plusieurs fois en ce sens, s'appuyant sur des principes généraux qu'elle a formulés dans ses arrêts. La jurisprudence, sur cette question du suicide, est assez ancienne, et ses arrêts sont pour ainsi dire classiques.

L'arrêt rendu dans l'affaire Lefloch ne laisse aucun doute sur sa doctrine ; cet individu, accusé d'assassinat, présentait une déclaration de la victime portant que la mort lui avait été donnée sur son ordre exprès ; Lefloch fut condamné à mort. La Cour rejeta son pourvoi, Lefloch prétendant qu'il n'était que le complice d'un suicide, c'est-à-dire d'un fait impuni aux termes de la loi.

« Attendu que si le suicide n'est point un fait puni par les lois pénales du royaume, il n'y a de suicide proprement dit que lorsqu'une personne se donne elle-même la mort ; que l'action par laquelle une personne donne volontairement la mort à autrui constitue un homicide volontaire ou un meurtre et non un suicide ou acte de complicité de suicide. Que le meurtre n'est excusable que dans les cas prévus par les articles 321-322 du code pénal. Qu'il importe peu que la mort ait été donnée du consentement, par la provocation

ou l'ordre exprès de la personne homicidiée, puisque ce consentement, cette provocation ou cet ordre ne constituent ni un fait d'excuse aux termes des articles précités, ni une circonstance exclusive de la culpabilité de l'action aux termes des articles 327-328 du code pénal.

« Attendu que les lois qui protègent la vie des hommes sont d'ordre public et que les crimes et délits contre les personnes ne blessent pas moins l'intérêt général de la société que la sûreté individuelle des citoyens, et qu'aucune volonté particulière ne saurait absoudre et rendre licite le fait que les lois ont déclaré punissable, sans autres conditions, ni réserves, que celles qu'elles ont expressément établies. » (18).

La Cassation, logique avec elle-même, en matière de coups et blessures, a jugé semblablement. Si la victime n'est pas morte, doit-on retenir seulement l'infraction qualifiée coups et blessures volontaires ? (art. 309 du code pénal); la volonté de l'agent était criminelle puisqu'il voulait donner la mort, aussi la théorie n'a pas hésité à retenir l'inculpation de tentative d'homicide volontaire. La tentative de suicide du survivant ne saurait diminuer sa responsabilité. (19).

« Attendu que le 30 mai 1850, Touzard a volontairement tiré un coup de pistolet sur la personne de Rigal, et l'a atteint à la tête d'une balle; que, s'il n'en est résulté qu'une blessure grave pour Rigal, il était néanmoins établi que Touzard avait l'intention de lui donner la mort, que cette intention résultait du concert formé à l'avance entre Rigal et Touzard de se donner la mort, que ce consentement de

(18) Cassation, 16 novembre 1827, S. 28, 1-135.

(19) Arrêt du 18 juillet 1851. Cassation.

Rigal ne pouvait changer la qualification du fait, ni constituer une excuse légale, ni une circonstance exclusive de culpabilité; que les lois qui protègent la vie des citoyens sont d'ordre public et qu'il ne peut y être dérogé par un consentement qui est une violation de tout principe moral et religieux: que dès lors, les faits ci-dessus ne constituaient pas de simples blessures, mais une tentative d'homicide volontaire punissable d'une peine par les articles 295 et 304 du code. » (20).

La Chambre du conseil avait renvoyé le prévenu devant le tribunal correctionnel sous prévention de coups et blessures. Sur appel, la Cassation renvoie Touzard devant la Cour d'Appel de Paris, chambre d'accusation.

Dans l'affaire Denain, la Cassation se prononce de même:

« Attendu que la tentative commise sur la personne de Lougs constitue un crime prévu et puni par les articles 295 et 304 du code pénal, attendu que la double circonstance que cette tentative aurait été le résultat du désir manifesté par le dit Lougs, et qu'elle aurait d'ailleurs été réciproque, ne se rencontre dans aucune des exceptions dans lesquelles le meurtre pouvait être déclaré légal et excusable; attendu que les faits pour lesquels Denain a été renvoyé devant la Cour d'Assises de la Seine constituent les crimes prévus par la loi ». (21).

Enfin, la jurisprudence a décidé de même que les coups et blessures faits sur provocation ou du consentement du blessé n'échappent pas à l'action de la loi pénale. Il n'est pas nécessaire non plus qu'il y ait violence (art. 309). L'agent ici n'a pas eu d'intention homicide, il est l'auteur

(20) Arrêt du 17 juillet 51, Cassation.

(21) D. 51-5-237, Cass. 21 août 1851.

volontaire de coups et blessures. Il y a lieu, en conséquence d'appliquer l'article 309 du code pénal et non l'article 295.

Rejet du pourvoi de Jacques Roubignac, contre l'arrêt rendu par la Cour d'Assises du département du Tarn :

« Attendu que l'article 309 du code pénal se sert du mot violence pour éviter de répéter les mots coups et blessures, et comme d'un synonyme représentant la même idée plutôt que pour indiquer une circonstance aggravante destinée à ajouter un caractère de plus au sens naturel que présentent en eux-mêmes les mots coups et blessures pris dans leur acceptation naturelle et immédiate.

« Attendu qu'aucun texte légal n'autorise à regarder les blessures portées du consentement du blessé comme échappant à l'action de la loi pénale. » (22).

La même solution dans l'affaire Mougenot, prévenu d'avoir blessé volontairement un conscrit en lui coupant, de son consentement, une partie du pouce droit, renvoyé des poursuites par la Cour de Besançon, sous prétexte que ce fait n'était prévu par aucune loi.

L'arrêt fut annulé sur pourvoi du ministère public « attendu que cette mutilation, dont l'objet était un attentat à des lois d'ordre public, eût-elle été faite du consentement du dit Julien, conscrit de 1814, n'en serait pas moins un acte contraire aux lois et à la nature, et conséquemment un véritable acte de violence non compris d'ailleurs dans les exceptions des articles, 327, 328 et 329; que hors ces cas, les blessures volontaires sont crimes ou délits suivant les circonstances déterminées par les articles 309 et suivants, et doivent par conséquent donner lieu à des poursuites

(22) Cass. 2 juillet 1835, S. 35-1-861.

contre celui qui est prévenu d'en être l'auteur ou complice. (23).

En résumé, la jurisprudence, comme les auteurs, dénie à quiconque le droit de tuer, même par pitié ou par désespoir : 1° Le consentement de la victime ne saurait excuser l'auteur d'un homicide, ni l'auteur de coups et blessures volontaires ; 2° La tentative de suicide du survivant ne diminue en rien sa responsabilité.

Il n'y a pas d'arrêts récents sur la question. En 1909, cependant, le jury de la Seine eut à juger l'ouvrier mécanicien Baudin, de Puteaux, qui, le 31 janvier, tua sa femme sur sa demande. (Celle-ci souffrait d'un mal incurable.) L'avocat général, conformément à la règle établie par la jurisprudence, demanda une condamnation. Baudin fut cependant acquitté par le jury.

Quelle est la situation de la victime si elle a survécu à l'attentat qu'elle a provoqué ? Peut-elle être poursuivie comme complice de tentative de meurtre sur sa propre personne. Les auteurs répondent à l'unanimité par la négative. L'individu est libre de se suicider, peu importe donc les modalités du fait. On ne peut poursuivre que le tiers qui a frappé ; il sera poursuivi d'après l'application des principes de la tentative qui n'a manqué son effet que par suite de circonstances indépendantes de sa volonté (art. 2 du code pénal).

« L'homicidé lui-même, (supposons que la mort ne se soit pas ensuivie) ne pourrait-il pas être puni comme complice si la provocation a eu le caractère de la provocation regardée par la loi comme acte de complicité. Nous croyons que

(23) Cass. 13 août 1813, B. 178, S. et P. ch., D. crim. c. pers. (55).

non, car se serait le punir comme complice d'une action pour laquelle il n'aurait pu être puni s'il en avait été le principal auteur ». (24).

SECTION QUATRE

Critique de la législation française

Nous avons vu que certains criminalistes proetstent contre cette assimilation au meurtre de l'homicide-suicide et voudraient faire de cet acte un délit spécial, moins rigoureusement réprimé par la loi. Nous pensons comme eux. Il y a en effet une grande différence entre l'assassin vulgaire et l'individu qui par pitié croit rendre service à un ami en lui donnant la mort, l'acte ici n'a pas la même immoralité. La victime a consenti à l'acte, l'a même demandé et ceci est énorme quoi qu'on en dise, et atténue largement la responsabilité de l'auteur. La part que la victime elle-même assure exclusivement dans cette réalisation à un caractère trop spécial et trop important pour que l'auteur porte tout seul le poids de cette action. Les mobiles quoique laissés de côté par la loi n'en existent pas moins et le côté moral de l'acte doit malgré tout être envisagé. La peine est réellement hors de proportion avec le fait et c'est si vrai qu'en Cour d'Assises, les jurés acquittent le plus souvent, comme le fait remarquer M. VIDAL ; ils sont plus préoccupés du côté moral que du côté juridique de l'acte qu'ils ont à juger et souvent ils font preuve d'une excessive générosité, d'une faiblesse blâmable, jugeant que la peine la plus basse qu'ils peuvent appliquer est encore trop forte. Et ainsi cet acte trouve son impunité par le fait même de

(24) RAUTER, tome II, Dr. P. F.N° 422 *in-fine*. Sic. GARRAUD, *loc. cit.*

la trop grande répression du législateur à son égard. Existe-t-il une contradiction plus formelle entre le fait et le droit. Ces acquittements traduisent d'ailleurs à l'excès les idées que l'école positiviste a mis en lumière : la lutte contre la criminalité doit être la lutte contre le criminel. « Il est certain en effet, écrit M. Roux, que les mêmes crimes ne produisent pas la même réprobation sociale, soit parce qu'ils ne supposent pas la même corruption morale de l'agent, soit parce qu'ils n'engendrent pas la même crainte de leur répétition. Entre les meurtriers même, des distinctions peuvent être faites et les applaudissements en Cours d'Assises si blâmables qu'ils soient puisqu'ils glorifient le criminel, répondent cependant à une impression vraie de l'auditoire. On a donc tort de dire, sous prétexte que tous les crimes et tous les délits constituent des violations de la loi morale, qu'une peine identique doit exister pour une même catégorie d'infractions et qu'il convient de maintenir à la loi sa règle d'égalité et à la répression son caractère d'uniformité. (25). »

L'impunité complète de cet acte paraît scandaleuse; aussi pour parer à des acquittements presque certains, nous proposons avec M. ALPY et SUBRA, d'en faire un délit spécial puni d'une peine modérée, par exemple la réclusion. Comme nous l'avons vu en législation comparée, beaucoup de pays sont déjà entrés dans cette voie sous l'inspiration des théories nouvelles en faveur qui mettent au premier plan le rôle du mobile dans l'administration de la justice pénale. Le simple caractère volontaire ne suffit pas dans tous les cas à évaluer un acte humain, soit moralement dans la vie sociale, soit juridiquement dans la justice pénale ; il faut

(25) Répression et prévention, par ROUX, p. 124.

tenir compte aussi de l'intention qu'avait l'auteur de cet acte et même du but qu'il se proposait d'atteindre. Il faut rechercher quel est le but qui a accompagné le caractère volontaire et l'intentionnalité de l'acte accompli, et le but d'après ces idées, constitue le motif déterminant. Le criminel doit donc passer en première ligne, et l'école positive a mis en lumière que la lutte contre la criminalité doit être la lutte contre le criminel. Ce sont là les idées qui se dégagent des codes récents (polonais, espagnol et surtout italien), où la tendance est de transférer le centre de gravité du délit au délinquant. Ce qui doit avoir de l'importance pour le droit, ce n'est plus le fait matériel, mais seulement la marque caractéristique et la direction de la volonté de l'auteur, ou plutôt son individualité. (26).

Il convient donc au législateur de viser comme un délit distinct le fait de tuer un autre sur son consentement. Il y a là une lacune dans notre code pénal qui doit être comblée à l'instar des législations modernes qui trouvent trop étroit le cadre dans lequel l'école classique renferme le délit et secouent le joug des barrières classiques. La répression sera plus humaine et plus équitable et conciliera l'intérêt général et l'intérêt particulier dans de justes proportions.

Le crime commis sous la poussée de sentiments nobles ou apparentés aux émotions nobles engendre une responsabilité atténuée; on sait, d'ailleurs, la complaisance du jury pour les crimes passionnels. « L'évolution morale de l'humanité tend incontestablement à rendre la responsabilité de plus en plus subjective, sa spiritualisation croissante est un fait d'observation qu'on ne saurait, sans absurdité, nier ou déclarer illusoire. (27).

(26) *Revue Pén.*, juillet-décembre 1931, p. 194 et 197.

(27) *La Responsabilité*, Fauconnet, Paris.

QUALITÉ DU CONSENTEMENT

Si les mobiles doivent être pris en considération, il n'en est pas moins vrai que le consentement de la victime est ici le point important qui diminue la responsabilité de l'agent ; aussi doit-il avoir été obtenu régulièrement et il ne doit pas être vicié, car alors il y aurait ici un véritable meurtre ; sa qualité est donc le point principal à envisager. La demande de la victime doit être expresse et spontanée et ne doit pas être amenée au moyen de manœuvres frauduleuses, car si l'auteur de l'homicide a arraché à sa victime par dol ou par violence son consentement, si le consentement émane d'une personne mineure ou faible d'esprit dont le plein discernement n'est pas parfait, il y a certainement meurtre. C'est ce que pense M. GARÇON. « Il arrive trop souvent que des parents, tombés dans la misère, se donnent la mort avec leurs enfants ; ici, certainement, ceux-ci ne sont pas consentants à raison de leur âge. La conscience publique est plus émue de pitié que d'indignation à l'égard d'une mère qui a fait cela, et est sauvée malgré elle et survit à ses enfants ; aussi les poursuites sont rares. La conscience n'est sévère que pour ceux qui, après avoir tué, manquent de courage pour eux-mêmes. » Il faut donc considérer dans les suicides à deux, trois et davantage, obtenus par persuasion, par une sorte de consentement mutuel, ce que l'on a appelé « l'homicide altruiste », celui, par exemple, de la mère qui emporte ses enfants dans la mort pour lui éviter la misère, ou du mélancolique délirant qui tue les siens pour les sauver du déshonneur, de la mort infamante à laquelle ils sont condamnés. Certains vont

même jusqu'à dire que dans ces cas on est en présence de déséquilibres.

En général, dans ces hypothèses, on ne doit pas hésiter à qualifier d'assassinat l'acte accompli, car l'agent, certainement, a formé par avance le dessein de faire mourir sa victime. « L'assassin qui menace sa victime de tourments, si elle ne consent pas à périr, et qui consomme ensuite son crime, n'en est pas moins un assassin, malgré ce consentement. » (28).

(28) Ch et H., *loc. cit.*

CHAPITRE IV

DU DOUBLE SUICIDE

Deux individus d'un commun accord, se donnent en même temps la mort ; c'est ici la plupart du temps l'épilogue d'une histoire d'amour. Ces amoureux, dont les projets sont contrariés par leur famille, décident de mettre fin à leurs jours par un geste réciproque. La pratique de ce suicide complexe se développe chaque jour davantage, et il n'est pas rare d'en voir le récit trop détaillé dans les colonnes des journaux.

« Acuité d'une passion, fascination de l'étrange et du morbide peu à peu par la force d'une suggestion irrésistible, intrusion d'une nouvelle âme grandissante jusqu'au mobile inouï du commun suicide, besoin intense de mourir après pour se croire le droit d'aimer avant.. Elle et Moi, Moi et Elle, c'est tout ; au delà il n'y a plus rien, les enfants, le mari, la famille, le devoir, l'honneur, cela n'est qu'un songe aussitôt évanoui que né, et infiniment trop faible pour alimenter le moindre remords. » (1).

L'imitation et la contagion jouent ici un rôle immense, comme le dit M. PROAL : « Si les doubles suicides par amour sont devenus aujourd'hui si fréquents, c'est à l'esprit d'imi-

(1) TARDE. *Etudes pénales et sociales. Aff. Chambige*, p. 155.

tation qu'il faut l'attribuer, à cette sorte de contagion qui résulte de la lecture de drames analogues pour des esprits surexcités par la passion, ou affaiblis par la débauche. Tout dernièrement, à Aix, un jeune homme et une jeune fille, dont l'amour était contrarié par les parents, se sont donnés la mort ; on a trouvé sur la table de la chambre du jeune homme une gravure représentant un double suicide accompli à la suite de la même contrariété. » (2).

Nous avons vu en traitant de l'instigation au suicide, quelle force avait ici la suggestion. Dans la presque totalité des cas, l'un des deux amants aura eu le premier l'idée de cette mort. Poussé par la jalousie, un égoïsme effréné, une idée de vengeance, désespéré dans son amour, il commencera par se suggestionner lui-même ; dans cet état nerveux et maladif, il lui semble que ce sera la consécration de leur amour. Par ses obsessions, par ses objurgations, il arrivera à vaincre la résistance de l'autre plus faible et qui, peut être, ne voulait pas mourir. La suggestibilité est encore accrue par l'état d'exaltation, la surexcitation des sens et de l'imagination qui est le propre de deux amants passionnés, et une collaboration active s'établit dans cette organisation du suicide à deux jusqu'au dénouement fatal.

Il y a ici une espèce d'ensorcellement ; les deux amants s'hypnotisent l'un l'autre ; d'ailleurs, cette aliénation passagère est le caractère de tous les amours, et il est porté au plus haut point ici ; c'est l'empire absolu de la passion sur une âme. Nous avons montré quelle lourde responsabilité pesait sur cet instigateur et combien, s'il survit, son action devrait être punie. Certains le comparent même à un véritable assassin ayant obéi aux plus mauvaises passions ; d'au-

(2) PROAL. *Le crime et la peine*, p. 215.

tres y voient un irresponsable passé au rang de véritable machine, son état pathologique et morbide diminuant grandement sa responsabilité ; ce serait alors proclamer l'irrésistibilité des passions ; « autant alors vaudrait, comme le dit M. PROAL, fermer les tribunaux et les Cours d'Assises. »

Il y a d'ailleurs lieu de distinguer les diverses hypothèses qui peuvent se présenter dans ces cas de doubles suicides et d'examiner de quelle manière les deux individus ont procédé pour en finir avec la vie. Disons tout de suite que les différentes solutions que nous avons données dans les chapitres précédents s'appliquent à ces différents cas ; aussi, nous n'y reviendrons pas. Nous les examinerons seulement au point de vue de la législation actuelle.

Tout d'abord, les deux victimes ont convenu de se donner la mort par un double suicide, c'est-à-dire un double homicide à exécuter en commun par chacune d'elles, sur elle-même, chacune se porte à elle-même le coup qui détermine la mort. Il y a ici, comme le fait remarquer M. GARRAUD, et avec lui d'autres auteurs, deux suicides respectifs non punis par la loi. Si l'un survit, sa tentative n'est pas punissable et cela a donné lieu à bien des critiques, car ce dernier peut être l'instigateur, le véritable auteur du suicide de l'autre et, qui sait, peut être s'est-il manqué volontairement ; si la complicité était punie, nous n'aurions pas à déplorer ici une véritable injustice sociale ; aussi notre conscience proteste devant ce cas flagrant d'impunité d'un coupable.

Si les deux amants se précipitent à l'eau après s'être liés ensemble ou s'asphyxient à l'aide d'un réchaud dans une même chambre. Nous avons fait remarquer la difficulté de distinguer ici entre deux suicides ou un acte d'homicide

perpétré par un seul, et nous avons essayé d'en donner un critère satisfaisant, autant qu'il soit possible. D'ailleurs, si la justice ne dispose pas de preuves suffisantes, le double suicide devra toujours être considéré.

Supposons maintenant que les deux amants ont convenu de se donner l'un à l'autre la mort, tous deux sont coupables de tentative de meurtre (3) s'ils survivent ; si l'un d'eux survit, il sera poursuivi pour meurtre, car le consentement de l'autre n'efface pas sa culpabilité, comme nous l'avons déjà vu.

Maintenant il n'y a qu'un seul agent actif ; celui-ci commet seul l'action, après avoir frappé l'autre, il se frappe ensuite ; il y a ici un homicide et un suicide. S'il survit, il sera poursuivi sous l'inculpation de meurtre ou tentative de meurtre. Mais par contre, si sa victime en réchappe, elle ne pourra être poursuivie comme complice de la tentative d'homicide. « Il ne peut y avoir tentative punissable de la part de ceux qui ont tenté inutilement de se donner la mort. La tentative de cet homicide est punissable comme le crime lui-même (article 2 du code pénal). Mais chacun répond ici de ses actes propres, c'est-à-dire de sa tentative d'homicide sur la personne de l'autre, sans qu'on puisse le poursuivre comme complice de la tentative de meurtre dont il a été personnellement l'objet. Ce serait alors le punir comme complice d'une action qu'il pourrait commettre lui-même sans tomber sous le coup de la loi pénale. » (4).

La convention arrêtée d'avance de mourir ensemble, en se donnant mutuellement la mort, n'enlève pas à l'homicide son caractère criminel ; l'homicide commis sur la demande

(3) Affaire Denain et Touzard.

(4) GARRAUD, *op. cit.*

de la victime est toujours puni. C'est un pacte immoral de suicide en commun, et on n'a pas le droit de tuer une personne parce qu'on consent à mourir avec elle. Le suicide ou la tentative de suicide de l'agent principal ne modifie nullement la nature de son action. Qu'importe, en effet, que le coupable, après avoir accompli son crime, tourne son bras contre lui-même.

La jurisprudence, fidèle à ses principes, s'est fait un devoir de se prononcer en ce sens ; c'est ici le célèbre arrêt du 23 juin 1838.

Copillet et Julienne Blain avaient résolu de se tuer ensemble. Copillet s'applique un pistolet sous le menton et de l'autre main dirige un second pistolet contre Julienne, qui tenait elle-même le canon sur son sein. Au signal donné par elle, il tira tuant Julienne, mais se blessant seulement. Il guérit. La Chambre du Conseil déclara non lieu de suivre pour deux raisons :

1° Si Copillet n'avait pas échappé à la mort, il n'y aurait pas eu crime, et qu'on ne pouvait faire résulter ce crime du hasard qui lui avait sauvé la vie ;

2° S'ils eussent survécus tous les deux, les accuserait-on tous deux de meurtre ou assassinat réciproque ? Non, il y a eu suicide seulement, parce qu'aucun sentiment coupable, comme la haine, vengeance, n'animait l'accusé.

Sur pourvoi d'ordre du Garde des Sceaux, et réquisitoire du procureur général Dupin, cet arrêt fut cassé dans l'intérêt de la loi. Le réquisitoire est à citer en entier :

« Je n'ai jamais vu de circonstances où la violation de la loi comme de la morale ait rendu la cassation plus urgente. S'agit-il d'un suicide dans l'espèce ; ce fait lui-même est un crime qui blesse les idées religieuses et la morale pour

ceux qui y croient. C'était un crime prévu et réprimé par les lois anciennes et dont la punition avait de salutaires effets, car tel qui eût fait bon marché de sa vie, s'arrêtait devant une idée de respect pour son cadavre et devant la crainte de vouer son corps à l'ignominie; il faut reconnaître ce qu'il y avait de bon chez les anciens.

Mais le suicide conventionnel ! C'est la première fois qu'on entend parler de ce pacte d'un nouveau genre. Dans l'espèce, c'est un homme libre qui accepte la mission de donner la mort à son semblable, et un pareil acte serait licite ! Ce serait-là un double suicide, dit-on. On le concevrait si chacun avait tiré sur soi, mais ici le même individu a tiré les deux coups. Le meurtre n'est excusable que dans les cas prévus par la loi et l'honneur, et ne cesse d'être un crime ou un délit que lorsqu'il est commandé par l'autorité légale ou les lois.

Mais alors, dit-on ici, seul le désespoir a guidé le meurtrier et non la colère, la haine, etc. Ce motif affecte la morale dans ce qu'elle a de plus intime. L'espérance est commandée à l'homme ; légitimer les crimes commis par désespoir, c'est aller contre un sentiment qui est le principe de toute consolation et le soutien de la vertu, etc. »

La décision attaquée fut annulée.

1° Attendu que la protection assurée aux personnes par la loi constitue une garantie publique. Que dès lors, le consentement de la victime d'une voie de fait homicide ne saurait légitimer cet acte. Qu'il ne peut résulter une exception à ce principe de la circonstance que l'auteur du fait consenti a voulu en même temps attenter à sa propre vie ;

2° Attendu qu'il n'y a de suicide que dans le sacrifice

qu'on fait de sa propre vie, et que ce sacrifice ne donne pas le droit de disposer de la vie d'autrui ;

3° Attendu que la décision attaquée, en attribuant à la seule impulsion du désespoir l'acte soumis à son examen. a admis un fait d'excuse en dehors de ceux qui ont été limitativement spécifiés par la loi, absous le crime par l'immoralité et entrepris sur les pouvoirs du jury. » (5).

Ainsi donc, le ou les survivants sont punis des peines relatives à leur acte personnel. Mais Enrico FERRI, dans son *Omicidio-Suicidio*, remarque que le ministère public poursuit rarement les amants échappés par hasard à une tentative de mutuel suicide. M. TARDE, estimant que le consentement de la victime innocente d'une certaine façon le coupable, comprend que les magistrats hésitent à qualifier ces faits d'assassinat « problème de pathologie cérébrale compliqué de psychologie amoureuse, dit-il, difficiles questions de responsabilité morale et sociale. Socialement, les effets de l'amour sont plus dangereux que ceux du fanatisme, la répression la plus dure ne saurait prévaloir contre l'indomptable élan de cette rébellion anti-sociale. » Il reconnaît cependant que par le châtement on cherche à donner satisfaction aux vœux d'une famille outragée. (6).

MM. CHAUVEAU et HÉLIÉ, fidèles à leur théorie, réprouvent l'idée de meurtre, mais reconnaissent que dans les cas de double suicide, l'action de l'agent peut paraître suspecte; le consentement de la victime a fort bien pu n'être pas absolument libre et être arraché par la promesse de suicide de son compagnon; or, si celui-ci survit, si au dernier moment il fait dévier le coup fatal par pur instinct de conservation ?

(5) Cass., 23 juin 1838, S. 38-1-626.

(6) TARDE. *Et. p. et s. Aff Chambige*, p. 170.

Il y a là un grave problème que nous n'avons pas eu à poser dans notre chapitre précédent.

Faut-il être impitoyable pour cet amant criminel qui n'a pas eu le courage de tenir sa promesse et de suivre le chemin qu'il avait lui-même tracé ?

Faut-il flétrir la lâcheté et le manque de courage dont il a fait preuve. Non, disons-nous. Car, nous référant aux principes supérieurs qui nous ont guidé durant tout cet ouvrage, il n'est permis à personne de s'ôter la vie. Il est déjà, hélas, suffisant que dans ce drame de l'amour, une seule famille ait à déplorer la perte de l'un des siens.

Mais, il semble bien que toute la responsabilité de la mort de l'autre lui incombe, car il a agi par fraude et violence; son action constitue donc un véritable assassinat que sa tentative de suicide ne peut laver.

CHAPITRE V

RESUME DES POSITIONS JURIDIQUES PRISES

Arrivé au terme de cette partie juridique, qui est l'élément principal et la base de tout notre ouvrage, il est bon de résumer brièvement les idées que nous nous sommes efforcés de dégager durant ces quatre chapitres, et d'indiquer les positions juridiques que nous y avons prises.

Dans notre introduction, nous avons déjà immédiatement situé nos idées, en critiquant le projet de code pénal de 1934, relativement en ce qui nous concerne, c'est-à-dire au sujet de la répression du suicide. Nous avons montré qu'il était incomplet; nous avons cherché aussi les moyens possibles pour l'améliorer et indiqué les remèdes à prendre.

Aussi, par crainte de nous répéter, ce n'est que dans un court aperçu que nous réglerons cette question.

Notre projet de code pénal de 1934 est, en notre matière, incomplet et incohérent à deux points de vue : d'abord, il punit la complicité de suicide dans son article 369, en restant toujours muet sur le cas du suicide, et, d'autre part, il ne consacre aucune disposition spéciale à l'homicide-suicide qui, par là, demeure toujours assimilé à l'homicide ordinaire et puni des mêmes peines, ce qui est injuste.

La complicité de suicide est donc punie comme délit sui generis, l'action principale, le suicide est toujours permis. Quoi de plus stupéfiant ! Non seulement, ceci est anti-juridique, allant à l'encontre des règles classiques de la complicité, formulées dans notre code pénal, qui dispose que « les actes de complicité, au sens des art. 59 et 60, ne sont pas punissables si le fait principal répréhensible et délictueux fait défaut », mais cette solution est encore contraire à la logique et au simple bon sens. Nous l'avons déjà fait remarquer en montrant quelles singulières conséquences pourraient découler de l'application actuelle de l'art. 369, spécialement au cas où la victime, le suicidé, aurait survécu.

Du moment que le complice est punissable, l'auteur doit l'être aussi; c'est là une simple remarque que notre raison commande. Si l'action principale est licite, pouvant se faire aux yeux de tous sans soulever les foudres de la loi et le glaive de la justice, on ne voit réellement pas en quoi l'action du complice est punissable: celui-ci ne fait qu'apporter son concours à un acte parfaitement licite et permis, et même il le fait le plus souvent sur les instances, les prières de la victime. Alors ? celle-ci, qui peut mourir en toute sécurité, en toute intimité, pourquoi ne peut-elle se faire aider dans ses derniers moments ? Il y a là une contradiction flagrante qui saute aux yeux immédiatement, et ceci n'est pas pour renforcer la situation de l'art. 369 qui, cependant, est très bon en soi et doit demeurer dans notre futur code pénal.

Il est vrai qu'ici, la théorie de la complicité sui generis pourrait, à la rigueur, s'appliquer, vu le caractère spécial de l'acte principal et surtout la difficulté, l'impossibilité même de châtier l'auteur principal.

Le suicide est un acte blâmable, mais ne peut être puni, car sa répression va à l'encontre des règles essentielles de notre droit pénal. Il est certain alors que le complice, qui ne tombe pas sous le coup des mêmes arguments d'impunité, doit être poursuivi.

Quoi qu'il en soit, nous nous sommes montrés partisans de la répression du suicide, répression bien atténuée sans aucun doute et qui, en fin de compte, ne consisterait qu'en l'inscription de cet acte au nombre des délits. Ainsi tout serait pour le mieux et en complet accord avec notre droit pénal. La logique et le bon sens y trouverait satisfaction. La justice y gagnerait.

Le suicide est condamné par tous, pour des raisons multiples. Notre droit pénal a été cependant trop longtemps muet sur ce point pour que, tout d'un coup, une disposition le visant spécialement y soit inscrite. Par cet article 369, on dirait qu'on assiste à un timide essai dans cette voie, et c'est ce dont nous nous sommes félicités. Mais il ne faut pas qu'on en reste là. L'Etat doit avoir à cœur de diminuer, par tous les moyens en son pouvoir, les fléaux qui accablent l'humanité, surtout lorsque, comme le suicide, ils sont opposés aux droits et aux intérêts de la société humaine. Le législateur a maintenu la peine de mort pour montrer à tous que la vie d'autrui est sacrée et qu'elle doit être respectée. Il faut, de plus, apprendre à chacun à respecter sa propre vie, en faisant rentrer le suicide dans la catégorie des crimes et des délits. Et ainsi, la tâche du législateur sera parfaite et en harmonie avec les grands principes du droit naturel.

L'inscription du suicide parmi les délits, même qu'il n'en résulte aucune répression, aucune pénalité, aurait déjà un avantage: celui d'édicter une haute leçon, un avertissement

moral pour les peuples. Et puis, ne sauva-t-on qu'un homme sur cent, n'empêcherait-t-on qu'une seule mort volontaire, une pareille disposition ne serait pas inutile. Et, enfin, l'art. 369 ne pourrait plus ainsi prêter à aucune équivoque, à aucune discussion et trouverait là, la base sûre et solide qui lui manque actuellement.

Tel est bien notre avis. Le projet de code pénal français de 1934, muet sur ce point, est à améliorer par l'inscription du suicide au nombre des infractions.

Il est un deuxième point où le projet de code pénal est aussi à critiquer. De même que notre code actuel, il demeure muet sur le cas de l'homicide-suicide. De nombreuses législations étrangères en ont fait un délit spécial, puni moins sévèrement que l'homicide ordinaire, vu le consentement de la victime à sa propre mort. Nous regrettons que notre législateur n'est pas fait de même. Il y a là encore une lacune à combler, un texte à ajouter. Les jurés, effrayés par la trop grande sévérité des peines actuellement portées contre cet acte, acquittent le plus souvent. Il n'en serait plus de même, et un châtement équitable, ni trop sévère, ni trop clément apporterait ici un peu plus de justice.

La distinction entre l'aide directe et indirecte au suicide d'autrui est souvent difficile à préciser, comme nous l'avons vu. Il serait bon, dans ces cas, d'opter pour un simple acte de complicité puni moins sévèrement qu'un acte d'homicide-suicide.

D'ailleurs, en l'état actuel de notre législation, on ne voit réellement pas pourquoi l'homicide-suicide est puni, et surtout aussi sévèrement. La victime a le droit de se tuer elle-même. Pourquoi ne peut-elle pas déléguer à un autre le soin d'accomplir l'acte fatal ? De même, pourquoi ne peut-

elle pas se faire assister au dernier moment par un complice. Ce sont encore ici, comme nous l'avons vu, au cas de simple complicité, les idées, les réflexions qui ressortent de l'état actuel de notre législation. L'inscription du suicide au nombre des délits coupera court à toute discussion sur ce point, et ce ne sera pas là le moindre de ses mérites.

Redisons avec M. ALPY : « Les lois, les bonnes lois ont toujours sur les mœurs une influence plus ou moins marquée. Ayons donc ces lois et, en supposant même que leur action puisse être paralysée par quelque aberration de l'esprit public, tenons-nous pour assurés qu'une telle erreur ne pourrait durer longtemps et que, tôt ou tard, une législation ferme et juste reprendra sa place et son empire. » (1).

(1) ALPY. Thèse, p. 182.

CONCLUSION

Durant toute cette étude, nous nous sommes efforcés de monter combien le suicide est un acte blâmable et combien il mérite d'être puni dans ses différentes manifestations.

Mais, pour enrayer la propension du suicide, il est nécessaire avant tout de recourir à des mesures préventives. Des mesures de toutes sortes, d'ordre individuel et d'ordre social, ont été proposées et c'est là, la meilleure défense que nous pouvons avoir contre cet acte. Il faut essayer de l'atteindre dans ses sources mêmes, de lui préparer un terrain absolument hostile où il ne peut se développer; le législateur, la société, ont ici une responsabilité écrasante.

Nous avons, en divers endroits, déjà parlé de cet aspect que présente la lutte contre le suicide, notamment en montrant l'influence néfaste de la littérature et de la presse à son égard. Un ouvrage entier pourrait être consacré à cette question qui se rattache d'ailleurs à des idées d'ordre général que l'on peut soulever dans bien d'autres cas que le suicide; il serait trop facile de les développer longuement. Aussi, clôturerons-nous notre travail par une rapide étude sur ce point.

« Il n'est personne actuellement qui conteste que le meilleur moyen pour vaincre la maladie ou pour éviter la propagation des épidémies est de donner à l'homme une bonne

hygiène privée et d'organiser dans le corps social une bonne hygiène publique. Ce n'est pas en soignant les maladies quand elles ont éclaté que l'on est parvenu à dominer un certain nombre de fléaux qui désolèrent les Sociétés anciennes ? C'est par l'hygiène que l'on a atteint ce résultat. En matière pénale, il en est de même. » (1).

Le meilleur moyen, dans cette lutte préventive contre le suicide, est d'abord d'agir sur le moral de l'individu et spécialement de l'enfant. Il faut enlever celui-ci à la contagion immorale qui le menace et le placer dans une atmosphère morale et salubre; il faut, dans sa famille et à l'école, lui inculquer le sens de l'honneur et de la dignité humaine, et c'est ici tout le problème de l'éducation qui se pose, car tout homme est tributaire de l'éducation qu'il a reçue et du milieu dans lequel il vit. MORSELLI voit dans l'éducation un puissant facteur pour développer le sens moral et de là atteindre le suicide. DURKEIM, cependant, pense que l'éducation n'est que l'image et le reflet de la Société et qu'elle n'est saine que si le peuple lui-même est en état de santé; il propose donc, comme le plus sûr moyen, de renforcer la cohésion et la solidarité sociale. « Il faut, dit-il, que l'individu se sente davantage solidaire d'un être collectif qui l'ait précédé dans le temps, qui lui survive et qui le déborde de tous les côtés. Il cessera alors de chercher en soi-même l'unique chef de sa conduite et la vie reprendra un sens à ses yeux parce qu'elle retrouvera son but et son orientation naturelle. » (2).

Louis PROAL pense que l'instruction ne suffit pas pour produire la moralité et qu'à côté doit intervenir l'éduca-

(1) *Rép. et Prévention*, par J.-A. Roux, chap. V, p. 162.

(2) D., *op. cit.*

tion morale et religieuse. Les croyances spiritualistes de l'homme doivent être développées, et c'est là le but de toute éducation.

« L'instruction isolée du sentiment ne détruit pas l'égoïsme, n'apprend pas à discipliner sa volonté, c'est un instrument, une puissance pour le bien comme pour le mal ». (3).

C'est d'ailleurs l'avis de beaucoup d'auteurs qui pensent que l'instruction primaire n'est pas en elle-même et par elle seule une semence de vertu. C'est ici que se dresse le problème de l'enseignement religieux ; l'éducation morale de l'enfant ne peut facilement donner des résultats que si elle est fondée sur la religion ; le développement des sentiments religieux est le moyen moral le plus efficace que nous pouvons employer. DURKEIM reconnaît lui-même « que la religion a incontestablement sur le suicide une action prophylactique ». La petite science qu'acquiert l'enfant à l'école ne sert souvent qu'à l'exposer davantage en développant ses besoins, ses désirs, ses passions. La religion est le meilleur préservatif contre le suicide, parce qu'elle défend la mort volontaire et la châtie, parce qu'elle exhorte à la résignation dans les sombres jours de l'existence, à la consolation par l'espoir du bonheur éternel.

« L'enseignement religieux, disait déjà Victor Hugo, est, selon moi, plus nécessaire aujourd'hui qu'il n'a jamais été ; plus l'homme grandit, plus il doit croire. Je veux sincèrement, je veux fermement, ardemment l'enseignement religieux. » (4). E. COMBES pensait lui-même que la société ne peut se contenter de simples idées morales, telles qu'on les donne dans l'enseignement de nos idées nécessaires, et

(3) *Op. cit.*, p. 199.

(4) Discours, 15 juillet 1850.

V. COUSIN ajoutait : « Le christianisme doit être à la base de l'instruction du peuple, car ce n'est pas l'instruction qui moralise, mais l'éducation religieuse. »

La foi préserve du suicide plus que du crime même, car par le suicide, on se jette immédiatement en la présence de Dieu, sans espoir de rachat de sa faute.

Telle est l'opinion de M. PROAL : « J'ai constaté souvent, dans ma carrière, déclare-t-il, que des hommes, que des femmes avaient été préservés du suicide par les croyances religieuses. G. SAND a raconté qu'elle a été guérie de la tentation du suicide par la lecture des écrivains classiques et par le retour à la croyance à une vie future qu'elle avait perdue. Le désespoir, le mot le dit, c'est la perte de l'espoir. Les héros de GËTHER, de BYRON, de MUSSET, qui finissent par le suicide, sont des sceptiques. » (5). NICOLAY, de même, fait remarquer que les catholiques se tuent cent fois moins que les incrédules, et que les Juifs sont ceux qui tiennent le plus à la vie. (6).

Ainsi donc, les écoles matérialistes portent une lourde responsabilité. C'est par elles que toutes les idées individualistes et égoïstes, facteurs du suicide, ont pénétré dans la Société. C'est à cause d'elles que le niveau moral de l'homme a baissé. C'est bien cette pensée qui a suggéré à Henry BORDEAUX un émouvant plaidoyer en faveur d'une criminologie judiciaire. « Jadis, s'écrie-t-il, il y avait dans cette salle quelqu'un qui aurait eu pitié. Ce quelqu'un a été emporté, caché, rejeté, enfoui on en sait où. Ce quelqu'un portait la détresse humaine quelle qu'elle fut. Il appelait à lui les

(5) *Crimes et suicides pass.*, p. 655 et s.

(6) *Op. cit.*, p. 271.

malheureux et les coupables. Il les aidait à porter leur malheur ou leur crime. Elle ne l'a pas reconnu. Personne ne lui a montré. Osez donc maintenant, MM. les Jurés lui prendre la vie... et demandez-vous ensuite ce qu'il pourrait advenir de vos propres enfants si vous leur retiriez votre surveillance et votre amour ; si vous leur retiriez la tendresse humaine, si vous leur retiriez Dieu. »

A côté du sentiment religieux qu'il faut donc chercher à développer, du libre enseignement de la morale religieuse aux enfants qu'il faut faciliter, il y a ensuite la famille dont l'action est immense. Le milieu familial bien intégré, parfaitement uni est un sûr garant de la conservation sociale ; l'éducation forte et rigoureuse donnée par les parents à leurs enfants, leur surveillance continuelle, imposent à ceux-ci une ligne de conduite dont ils gardent longtemps la trace. La religion d'ailleurs tend à perpétuer, à raviver ce culte de la famille et elle lutte ainsi contre cet idéalisme individuel qui est cause de tant de maux aujourd'hui. La famille tend à nous faire aimer quelque chose plus que la vie, quelque chose où l'on espère revivre ou se revivre ; elle canalise ainsi les appétits désordonnés de l'homme et lui fixe un but pour son existence ; elle combat donc victorieusement l'idée de suicide qui prend sa source dans un individualisme et un égoïsme outranciers.

Comme le fait remarquer DURKHEIM, les mariés bénéficient d'un coefficient de préservation par rapport aux célibataires ; ceux-ci se tuent, en moyenne, moitié plus que les premiers, « d'où, dit-il, la famille est un puissant préservatif du suicide et elle en préserve d'autant mieux qu'elle est plus fortement constituée. » D'ailleurs, la désorganisation des familles par les unions libres et les divorces, amène

une recrudescence de suicides, les parents n'ont plus tant souci de l'intérêt moral de l'enfant, celui-ci vagabonde, se débauche et se perd, livré trop tôt à lui-même. Il faut donc lutter énergiquement contre ces dissolvants de la famille, et c'est ici l'œuvre du législateur. « La marée montante des suicides, écrit M. TARDE, tient vraiment dans une large mesure à l'affaiblissement du frein religieux ; on ne doit pas être étonné de voir le divorce croître dans les contrées mêmes et dans les milieux où le suicide monte, puisque le mariage indissoluble et la vie inaliénable sont deux articles du même credo que le libre examen d'abord, puis la libre pensée, chaque jour rongent. » (7).

La ville a ici une influence pernicieuse ; dans les grands centres industriels, il y a un défaut de surveillance des parents, consécutif du genre de vie imposé par l'usine. Les concubinages ainsi que les divorces y sont très fréquents. « La famille n'existe plus guère, nous dit J.-A. ROUX, dans les milieux ouvriers, avec les caractères de solidarité et de respect qui lui sont indispensables. Ouvert trop tôt au réalisme brutal de l'existence, l'enfant vieillit prématurément. Sa précocité se traduit rapidement par une indépendance de caractère qui supporte difficilement l'autorité paternelle. » (8). L'enfant s'élève seul, la plupart du temps, en dehors du cercle familial, occupé par son métier. Le foyer se vide et n'agit plus que faiblement sur lui, car chacun va de son côté. DURKEIM voit dans cet état de fait un facteur de suicide et déplore la disparition de l'ancien groupe domestique fortement intégré, sans son unité abstraite et impersonnelle. « Le seul moyen de diminuer le nombre des suici-

(7) TARDE, *op. cit.*, p. 176 et s.

(8) *Op. cit.*, p. 236.

des dus à cette anomalie conjugale actuelle, dit-il, est de rendre le mariage plus indissoluble. » (9). C'est par là la condamnation du divorce dont les effets, à tous points de vue, sont si désastreux.

« Le séjour des campagnes est plus favorable à la santé de l'âme comme à celle du corps. Les suicides comme les crimes sont deux fois plus nombreux dans les villes que dans les campagnes. » (10). Ainsi donc, le retour à la campagne est à préconiser comme nouveau moyen de lutte contre le suicide. La moralité y est meilleure, la famille est plus forte et plus organisée, la surveillance des parents se fait plus facilement, les tentatives sont moins nombreuses que dans les villes (cafés, mauvais lieux, provocations à la dépense). Les mauvais exemples s'y étalent moins, et la misère y est certainement moins grande. D'autre part, les unions libres se multiplient davantage dans les villes, les naissances illégitimes y sont de plus en plus fréquentes, ainsi que les divorces.

Enfin, la supériorité morale des campagnes paraît aussi tenir à ce que le sentiment religieux est plus développé chez les paysans ; les anciennes croyances sont mieux conservées.

Aussi, la dépopulation des campagnes est à arrêter, car on ne peut nier l'influence démoralisante des grosses agglomérations urbaines sur les familles qui y sont transplantées. Le dépeuplement des campagnes apparaît comme une des causes du mal que nous cherchons à atteindre et le retour à la vie champêtre comme un des remèdes possibles. L'agriculture doit être protégée et encouragée, et les paysans

(9) *Op. cit.*, p. 442.

(10) PROAL, *op. cit.* p. 219.

retenus sur leurs terres. C'est d'ailleurs ce qu'a compris l'Assistance Publique. Elle obtient avec le placement d'enfants dans les villages des résultats appréciables.

« L'influence morbide de l'agglomération urbaine, lisons-nous, dans la *Revue Biologique Médicale*, au sujet d'un article sur le suicide, fait parfois payer cher sa nouvelle résidence à un campagnard attiré par des illusions vite dissipées. Le système nerveux ne résiste pas toujours, ni aux plaisirs, ni aux déboires d'une existence pernicieuse et pleine de surmenage. D'ailleurs, la prophylaxie et le traitement présentent infiniment moins de difficultés à la campagne que dans les centres urbains, d'où le retour à la terre acquiert de cette façon une signification spéciale en tant que revendication médico-sociale réclamée dans le but de diminuer la mortalité et la morbidité urbaine. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une panacée merveilleuse, mais d'une mesure sociale et économique dont la portée n'est pas à sous estimer. » (11).

Ainsi donc, en résumé, il est certain que le moyen le plus efficace pour prévenir le suicide, consiste dans le développement de l'idée religieuse et de l'idée de famille, dans une forte éducation morale, dans une bonne hygiène scolaire intellectuelle. Tous les nobles instincts, toutes les notions supérieures qui font la force morale de l'homme doivent être développés chez l'individu; il faut lui apprendre à refréner son égoïsme, à fortifier sa volonté, à se tourner vers un idéal.

L'élan vers un idéal paraît donc la condition première de toute l'éducation, car former un homme, c'est lui apprendre à se diriger, à coordonner ses forces. La recherche incohé-

(11) *Revue Biologique Médicale*, février 1935, page 92.

rente et capricieuse du plaisir n'est pas à désirer, car celui qui accueille tous ses plaisirs est toujours malheureux et crée petit à petit un terrain à une mort volontaire, faisant sienne cette parole de VIGNY : « La vérité sur la vie est le désespoir. Il n'y a de sûr que notre ignorance et notre abandon peut être éternel. » La volonté de servir et la franche acceptation du devoir, voilà la véritable solution, et c'est par là que l'homme peut triompher dans la vie et attendre patiemment son heure dernière sans essayer de hâter sa venue par un geste aussi malencontreux qu'insensé !

Vu:

Nancy, le 25 Mai 1935.
Le Président de la Thèse,
G. HENRY.

Vu:

Nancy, le 27 Mai 1935.
Le Doyen de la Faculté de Droit,
SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 28 Mai 1935.
Le Recteur de l'Académie,
L. BRUNTZ,
Président du Conseil de l'Université.

BIBLIOGRAPHIE

- ABOUT. — Le progrès.
- AUBRY. — La contagion du meurtre. Paris, 1888.
- BECCARIA. — Des délits et des peines.
- BERTAULD. — Cours de droit pénal.
- BLANCHE. — Etudes pratiques sur le code pénal, 1888.
- BLANCHARD. — De la mort volontaire. Paris, 1885.
- BLACKSTONE. — Commentaires sur les lois anglaises. Paris, 1822.
- BOITARD-VILLEY. — Leçons de droit criminel, 1889.
- BOUTEILLER. — Somme rurale. Paris, 1611.
- BOURGET (Paul). — La geôle, 1923.
- BRETONNIER. — Recueil par ordre alphabétique des principales questions de droit. Paris, 1769.
- BRIÈRE DE BOISMONT. — Du suicide et de la folie suicide. 2^e édition, Paris, 1885.
- BRISSOT. — Des moyens d'adoucir la rigueur des lois pénales.
- CARNOT. — Code pénal, art. 295.
- CARRARA. — Programme du cours de droit criminel (traduit par Baret), Paris, 1876. Partie spéciale.
- CHAUVEAU et HÉLIE. — Théorie du code pénal.
- CHÉRUEL. — Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France, tome 2, 1855.
- CORRE. — Crime et suicide. Paris, 1891.
- CUCHE. — Précis de droit criminel.
- DURKEIM. — Le suicide. Etude de sociologie.
- FAUCONNET. — La responsabilité. Paris, 1920.
- FERRI. — La sociologie criminelle.

- GARÇON. — Code pénal annoté, art. 295, appendice 2.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français.
- GLASSON. — Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre, 1882-1883.
- HUGUENEY. — Traité théorique et pratique de droit pénal et procédure pénale militaire, 1933.
- HYPELS. — Code pénal belge interprété, t. 2.
- JOUSSE. — Traité de la juridiction criminelle de France.
- LOYSEL. — Institutes coutumières.
- LABORDE. — Cours de droit criminel.
- MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, Paris, 1828.
- MORIN. — Dictionnaire de droit criminel.
- MOLINIER. — Traité théorique et pratique de droit pénal.
- MORSELLI. — L'homicide suicide.
- MONTESQUIEU. — Esprit des Lois, livre XIV.
- MUYART DE VOUGLANS. — Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume. — Institutes au droit criminel.
- NICOLAY. — Histoire des croyances.
- Ordonnances.* — Ordonnance de Louis XIV, avril 1667 et août 1670.
- PROAL. — Crimes et suicides passionnels, Paris, 1892. — Le crime et la peine, 1911.
- RAUTER. — Traité théorique et pratique de droit criminel, 1836.
- ROUX. — Traité de droit pénal et procédure pénale.
- ROUX (J.-A.). — La défense contre le crime. Répression et prévention, 1922.
- ROUSSEAU (J.-J.). — La nouvelle Héloïse.
- SALEILLES. — L'individualisation de la peine, 1927.
- SIGHELE. — Le crime à deux. Paris, Masson, 1893.
- TARDE. — Etudes pénales et sociales, 1892.
- TISSOT. — Le droit pénal étudié dans ses principes.
- TAILLANDIER. — Lois pénales de France et d'Angleterre.

VIDAL. — Cours de droit criminel, 1928.

VOLTAIRE. — Dictionnaire philosophique. — L'ingénu.

THÈSES

ALPY. — De la répression du suicide, 1910, Paris.

COQUELIN DE LISLE. — Du suicide, de l'aide et de la participation au suicide d'autrui, 1928, Rennes.

MÉDEVILLE. — Le suicide en droit pénal, 1911, Bordeaux.

SUBRA. — De l'influence du consentement de la victime sur l'existence d'un délit et la responsabilité de l'auteur, 1906, Toulouse.

FLEURY. — Du consentement de la victime dans les infractions, 1911, Lille.

PÉRIODIQUES - RÉPERTOIRES

Dalloz. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine. — Répertoire pratique, 1914.

Sirey. — Recueil général des lois et arrêts.

Journal du Palais. — Répertoire général.

Revue pénitentiaire.

Revue internationale de Droit pénal.

Comptes généraux annuels de l'Administration de la Justice criminelle. Statistiques pénitentiaires (Ministère de la Justice).

Rapport sur le projet préliminaire du Code pénal italien, livre I, 1925.

Dictionnaire de droit canonique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

PARTIE PRÉLIMINAIRE

LE SUICIDE DU POINT DE VUE GÉNÉRAL

§ 1. — Le suicide devant le droit naturel.....	15
§ 2. — Les causes du suicide.....	23
1° Causes morbides	24
2° L'hérédité	31
3° Le climat	33
4° L'imitation	34
5° Causes volontaires	36
Conclusion	41
§ 3. — Les progrès du suicide.....	42

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU SUICIDE ET DE SA RÉPRESSION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le suicide dans l'antiquité.....</i>	47
CHAPITRE II. — <i>Le suicide à Rome.....</i>	53
CHAPITRE III. — <i>Le suicide et le droit canonique.....</i>	60

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Le suicide et la législation coutumière au Moyen Age</i>	65
CHAPITRE V. — <i>Du xvi^e siècle à la Révolution. La législation royale</i>	75
Ordonnance de 1670.....	76
CHAPITRE VI. — <i>Le xviii^e siècle. La Révolution</i>	83

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS COMPARÉES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le suicide</i>	89
CHAPITRE II. — <i>La complicité de suicide</i>	98
CHAPITRE III. — <i>Homicide d'une personne consentante</i> .	114
§ A. — Législations considérant le meurtre consenti comme infraction spéciale.....	115
§ B. — Législation assimilant le fait de donner la mort ou consentement de la victime, à l'homicide volontaire	126

TROISIÈME PARTIE

LE SUICIDE AU POINT DE VUE PÉNAL SA RÉPRESSION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le suicide proprement dit et son auteur</i>	131
--	-----

	Pages
Section 1. — Arguments en faveur de l'impunité du suicide. Critiques.....	131
§ 1. — Le <i>jus in se ipsum</i> est illimité..	131
§ 2. — Un cadavre ne peut être puni...	133
§ 3. — La personnalité des peines fait obstacle aux peines pécuniaires.....	135
§ 4. — Le suicidé est un anormal.....	136
Section 2. — Opinion des auteurs.....	140
§ 1. — En faveur de l'impunité.....	140
§ 2. — En faveur de la répression.....	144
Section 3. — Critiques de la législation française.	
Solution	147
Section 4. — La tentative de suicide.....	152
CHAPITRE II. — <i>La complicité de suicide</i>	156
Section 1. — Opinion des auteurs.....	157
Section 2. — Critique de la législation française.	158
Section 3. — Sur quelle base asseoir la répression et la complicité. Notre solution.....	160
Section 4. — Quels sont les faits de complicité. Nécessité d'une distinction entre les actes de coopération directe et indirecte. Recherche d'un critérium	164
Section 5. — De l'instigation au suicide.....	168
CHAPITRE III. — <i>De l'homicide sur la demande de la victime. Participation directe au suicide d'autrui</i> ...	175
Section 1. — L'homicide avec consentement de la victime constitue un meurtre au sens de l'art. 295 du code pénal.....	176

	Pages
§ 1. — Point de vue moral.....	176
§ 2. — Point de vue pénal.....	177
1° Art. 295	177
2° Le consentement n'a aucune valeur.	178
3° Raisons de textes.....	181
4° Opinions des auteurs.....	182
Section 2. — Auteurs n'admettant pas l'idée d'homicide	184
§ 1. — Aucune répression	184
§ 2. — Répression atténuée. Délit spécial distinct de l'homicide volontaire.....	188
Critique de cette opinion par les auteurs adverses	191
Section 3. — Point de vue jurisprudentiel	194
Section 4. — Critique de la législation fran- caise. Solution	199
CHAPITRE IV. — <i>Du double suicide</i>	204
CHAPITRE V. — <i>Résumé des positions juridiques prises.</i>	212
CONCLUSION	217
BIBLIOGRAPHIE	227
